



Crédit Agricole S.A.

Actualisation A03 du document de référence 2012

Éléments financiers au 30 juin 2013



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

SOMMAIRE

ÉLÉMENTS FINANCIERS AU 30 JUIN 2013 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	3
Présentation des résultats du 2 ^e trimestre et du 1 ^{er} semestre 2013	3
Rapport financier semestriel	70
AUTRES INFORMATIONS SUR L'ÉVOLUTION RÉCENTE	204
PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DE SES ACTUALISATIONS	205
CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	206
TABLE DE CONCORDANCE	207

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 août 2013 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2013 sous le numéro D.13-0141. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Éléments financiers au 30 juin 2013 de Crédit Agricole S.A.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

- Communiqué de presse du 6 août 2013

Montrouge, le 6 août 2013

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2013

Des résultats solides confirmant la tendance du premier trimestre

- une activité commerciale robuste
- un coût du risque maîtrisé
- une réduction des charges bien avancée

Groupe Crédit Agricole*

RNPG T2-13 : 1 385 millions d'euros (vs 808 m€ au T2-12)

RNPG S1-13 : 2 410 millions d'euros (vs 1 671 m€ au S1-12)

Ratio CET1 full Bâle 3 au 30 juin 2013 : 10,0%

Réserves de liquidité disponibles au 30 juin 2013 : 233 milliards d'euros

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%. 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Crédit Agricole S.A.**

RNPG T2-13 : 696 millions d'euros (vs 56 m€ au T2-12)

RNPG S1-13 : 1 165 millions d'euros (vs 367 m€ au S1-12)

PNB des pôles opérationnels : +0,6% /T2-12

Charges d'exploitation : -2,9% /T2-12

Coût du risque : -13,9% /T2-12

Ratio Tier 1 : 10,0% dont Core Tier 1 : 8,6%

**2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1 385 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Sur le semestre, il s'élève à 2 410 millions d'euros, en hausse de 44,2% par rapport au premier semestre 2012 qui avait enregistré, notamment, une dépréciation de 427 millions d'euros des titres Intesa Sanpaolo.

Ces résultats traduisent une situation satisfaisante avec des progressions de 39,9% sur le trimestre et 41,4% sur le semestre hors réévaluations de dette liées au risque de crédit propre et couverture de prêts. Cette amélioration résulte notamment de la disparition des pertes opérationnelles de la Grèce au deuxième trimestre 2012.

Le Groupe a maintenu un bon niveau d'activité en banque de proximité lui permettant d'accompagner les besoins de ses clients, tant particuliers qu'entreprises ; l'octroi de nouveaux crédits a fait progresser l'encours global de crédits des réseaux bancaires du Groupe en France de 0,4% entre juin 2012 et juin 2013, alors que le PIB évoluait de -0,2% pendant cette période.

Les Caisses régionales ont continué à développer leurs prêts, notamment à l'habitat (+1,7% de progression d'encours sur un an) ; ainsi que leur collecte, que ce soit en assurance-vie (+3,5%) ou, au bilan, en dépôts à vue (+2,1%). Elles ont ainsi continué à améliorer leur ratio crédits/collecte, ramené à 126% à fin juin 2013. Leur contribution à 100% au résultat du Groupe est en hausse de 2,6% trimestre sur trimestre à 941 millions d'euros et de 0,4% semestre sur semestre à 1 841 millions d'euros.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « avec plus de 484 milliards d'euros de crédits distribués par les Caisses régionales et LCL, le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie française. Il joue ainsi un rôle primordial pour le retour de la croissance en France. »

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « les résultats du second trimestre confirment les tendances des trois premiers mois de l'année. Le Groupe présente un nouveau profil et s'adapte au contexte économique et réglementaire. Il avance conformément à la trajectoire fixée en s'appuyant sur ses forces et sa solidité financière tout en poursuivant les efforts de réduction de charges. »

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* du Groupe s'établit à 11,3% au 30 juin 2013, en hausse de 30 points de base par rapport au 31 mars 2013.

Le ratio *Common Equity Tier 1 full* Bâle 3 du Groupe atteint 10,0% dès fin juin 2013.

Le ratio de levier du groupe Crédit Agricole s'élève à 3,5 % à fin juin 2013¹.

Le groupe Crédit Agricole a continué de renforcer sa situation de liquidité au cours du deuxième trimestre. Le bilan cash bancaire du Groupe s'élève à 1 045 milliards d'euros au 30 juin 2013. L'excédent des ressources stables sur emplois stables est de 51 milliards d'euros à la fin du deuxième trimestre. Les réserves de liquidité, d'un montant de 233 milliards d'euros, continuent de couvrir largement (160%) les ressources de marché court terme. Crédit Agricole S.A. a réalisé 84% de son programme annuel d'émissions moyen-long terme sur les marchés à fin juillet 2013, soit des levées de 10,1 milliards d'euros sur un programme de 12 milliards d'euros. En outre, les réseaux de proximité et les filiales spécialisées du Groupe ont levé des ressources moyen-long terme de 6,2 milliards d'euros au cours du premier semestre 2013.

¹ *Core Tier 1 full* Bâle 3 et *Tier 1* existant grand-fatheré ; pour les dérivés et repos : valeur prudentielle.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 5 août 2013, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2013.

Le résultat net part du Groupe ressort, au deuxième trimestre 2013, à 696 millions d'euros contre 56 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Retraité des seuls éléments relatifs à la réévaluation de dette liée au risque de crédit propre et aux couvertures de prêts, le résultat s'établit à 673 millions d'euros à comparer à 293 millions d'euros en 2012, trimestre encore marqué par les pertes opérationnelles de la filiale de banque de détail en Grèce. Ce résultat provient d'une bonne tenue de l'activité malgré le contexte difficile, d'une réduction des charges et de la maîtrise du coût du risque.

Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne confirment leur résistance dans une économie atone, en enregistrant une hausse de leur activité : dans la Banque de proximité, la collecte bilan et l'encours de crédit progressent respectivement de 5,5% et de 0,3% par rapport au niveau atteint fin juin 2012 ; l'encours des actifs gérés par l'ensemble des métiers de la gestion de l'épargne a augmenté de plus de 10 milliards d'euros (y compris près de 3 milliards d'effet positif des marchés et de change) sur le premier semestre 2013.

Les programmes de réduction des coûts se traduisent par des résultats tangibles ; ainsi, les économies réalisées sur le trimestre (-146 millions d'euros) représentent 4,9% du montant des charges du deuxième trimestre 2012. En tenant compte de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales (60 millions d'euros sur le trimestre), la baisse des charges est ramenée à -2,9%. Les économies de charges proviennent d'une part de la baisse des frais de personnel liée à celle des effectifs moyens (environ 50 millions d'euros) et d'autre part à la montée en puissance du programme MUST. Ce programme a déjà permis de réaliser 245 millions d'euros d'économies depuis son lancement à la mi 2012 et son rythme d'avancement est en ligne avec l'objectif de 320 millions d'euros d'économies cumulées à fin 2013.

Ce trimestre confirme aussi la maîtrise du coût du risque (56 points de base) rapporté aux encours qui reste à un niveau modéré dans tous les pôles métiers. Ainsi, dans la banque de proximité en France, le coût du risque sur encours ressort à 29 points de base chez LCL, identique à celui constaté dans les Caisses régionales. Ce niveau est similaire à celui enregistré au deuxième trimestre 2012, et plus faible que le coût moyen des quatre derniers exercices. Dans la banque de proximité à l'international, il revient au niveau du deuxième trimestre 2012, à périmètre identique. Dans le domaine du crédit à la consommation, le coût du risque est à un niveau plus faible qu'un an auparavant, la baisse concernant tant la filiale italienne Agos Ducato que les autres sociétés de crédit à la consommation du Groupe. Dans la banque de financement, le coût du risque reste à un niveau très modéré depuis de nombreux trimestres.

Sur le premier semestre, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 165 millions d'euros. Hors réévaluation de dette liée au risque de crédit propre et couverture de prêts, il ressort à 1 361 millions d'euros contre 615 millions d'euros au premier semestre 2012.

Au cours du deuxième trimestre 2013, la création de Kepler Cheuvreux - le leader européen des courtiers indépendants, dont Crédit Agricole CIB détient 15,1% - a été finalisée. Le 31 juillet, la vente des 80,1% restants de CLSA à CITIC Securities a été signée, l'accord portant sur l'ensemble du périmètre de CLSA à l'exception de ses activités à Taiwan.

Responsabilité sociale et environnementale : Crédit Agricole S.A. fait son entrée dans les indices extra financiers de Vigeo

Crédit Agricole S.A. a fait son entrée dans les indices extra financiers de Vigeo en juin 2013. La nouvelle gamme d'indices de Vigeo¹, Euronext Vigeo France 20, Euronext Vigeo Eurozone 120, Euronext Vigeo Europe 120, Euronext Vigeo World 120, rassemble les entreprises cotées en bourse qui recueillent les meilleures opinions sur leur performance en responsabilité sociale. Les entreprises sont évaluées dans les six domaines suivants : environnement, relations avec les clients, droits humains, ressources humaines, gouvernance et implication citoyenne. Cette admission résulte de la forte progression du Groupe dans chaque item, témoignant ainsi de l'amélioration de la prise en compte de la RSE dans toutes ses composantes et au sein de toutes ses activités.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a également rejoint le Registre d'investissement Ethibel Excellence du Forum Ethibel.

Forum Ethibel est une association belge dont l'objectif est de promouvoir l'ISR et d'encourager le dialogue entre entreprises, gouvernements, syndicats, ONG et investisseurs. Le Registre d'Excellence comporte les 450 meilleures entreprises de leur secteur.

Agenda financier

7 novembre 2013

Publication des résultats du troisième trimestre 2013

¹Indices construits par le groupe boursier NYSE Euronext sur la base de la recherche de l'agence de notation extra financière Vigeo, leader de la recherche responsable en Europe.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	4 386	(0,9%)	8 239	(14,6%)
Charges d'exploitation	(2 900)	(2,9%)	(5 779)	(3,2%)
Résultat brut d'exploitation	1 486	+3,2%	2 460	(33,1%)
Coût du risque	(680)	(13,9%)	(1 445)	(16,6%)
Résultat d'exploitation	806	+23,9%	1 015	(47,8%)
Sociétés mises en équivalence	239	+5,9%	586	(8,4%)
Gains/pertes sur autres actifs	2	(97,3%)	22	(39,3%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	1 047	+14,2%	1 623	(38,0%)
Impôt	(256)	(35,1%)	(282)	(67,4%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(4)	(99,2%)	2	ns
Résultat net de l'exercice	787	x6,7	1 343	x3,0
Participations ne donnant pas le contrôle	91	+46,6%	178	x2,4
Résultat net part du Groupe	696	x12,6	1 165	x3,2

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Le **produit net bancaire** atteint 4,4 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013 et 8,2 milliards d'euros au premier semestre 2013. Il intègre, pour le deuxième trimestre 2013, des éléments spécifiques, représentant globalement +32 millions d'euros, à comparer à -28 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Ces éléments se décomposent en :

- (1) la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et celle liée aux contrats d'assurances en UC ainsi que la DVA et les couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement qui représentent globalement +32 millions d'euros contre +399 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012 ;
- (2) en 2012, la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour -427 millions d'euros au titre de la dépréciation durable des titres AFS.

Les charges d'exploitation, à 2 900 millions d'euros, sont en baisse de 2,9% par rapport au deuxième trimestre 2012 traduisant la montée en puissance des programmes de réduction des coûts. Cette évolution est d'autant plus notable que les nouvelles taxes fiscales et sociales ont augmenté d'un trimestre sur l'autre de 60 millions d'euros. Hors ces nouvelles taxes, l'économie ainsi réalisée au deuxième trimestre 2013 représente 4,9% des charges soit 146 millions d'euros¹. Elle traduit la baisse d'environ 50 millions d'euros² des frais de personnel en

¹ Y compris un effet change pour 21 millions d'euros

² Hors coût du plan de départ volontaire chez Cariparma comptabilisé au deuxième trimestre 2012 pour un montant de 54 millions d'euros

lien avec la baisse des effectifs moyens. Ainsi, ceux-ci ont baissé de 9,5% au deuxième trimestre 2013 (en ETP) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Cette diminution reflète les cessions d'Emporiki et Cheuvreux, le plan d'adaptation chez CACIB et CACF ainsi que le plan de départ volontaire chez Cariparma dans le cadre de la révision des processus et de l'organisation. L'impact du programme MUST de réduction des charges dans le périmètre Crédit Agricole S.A. s'élève quant à lui à environ 60 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, les économies ayant été réalisées notamment sur les dépenses informatiques. Au total, l'amélioration du coefficient d'exploitation est de 1,4 point au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le coût du risque reste globalement modéré : à 680 millions d'euros, il est en baisse de 13,9% par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'établit à 56 points de base sur encours, en données annualisées, à comparer à 64 points de base au deuxième trimestre 2012, compte tenu de dotations plus élevées sur Agos Ducato. Au deuxième trimestre 2013, le provisionnement dans cette filiale de crédit à la consommation s'établit à 224 millions d'euros, à comparer à 232 millions au premier trimestre 2013. Dans la banque de proximité, l'évolution du coût du risque est également celle qui était attendue, tant chez LCL (29 points de base contre 28 points de base au deuxième trimestre 2012) que chez Cariparma où il progresse de 9,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente tandis qu'il se stabilise par rapport au premier trimestre 2013¹. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste modéré. Le coût du risque sur encours de la banque de financement se stabilise à 29 points de base aussi bien au deuxième trimestre 2013 qu'au deuxième trimestre 2012.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 16,7 milliards d'euros et représente 3,8% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à 3,1% un an plus tôt (données hors Emporiki, Cheuvreux et CLSA). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 57,5%, à comparer à 57,0% au 30 juin 2012. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 74,4% au deuxième trimestre 2013.

Le résultat des sociétés mises en équivalence du trimestre atteint 239 millions d'euros, en hausse de 5,9% par rapport au deuxième trimestre 2012. La contribution des Caisses régionales s'élève quant à elle à 256 millions d'euros, en progression de 6,7% sur un an, retraitée de la dépréciation des titres SACAM International au deuxième trimestre 2012 pour 67 millions d'euros.

Le résultat avant impôt s'élève ainsi à 1 047 millions d'euros, contre 919 millions d'euros au deuxième trimestre 2012.

Au total, **le résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le deuxième trimestre 2013 un profit de 696 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA courante et des couvertures de prêts (CPM), le résultat ressort à 673 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de 293 millions d'euros au deuxième trimestre 2012², qui intégrait les pertes opérationnelles de la Grèce comptabilisées pour -370 millions d'euros.

¹ Après retraitement du complément de provisions de 39 millions d'euros lié au contrôle de la Banque d'Italie et comptabilisé au premier trimestre 2013 dans les comptes de Cariparma

² Hors spread émetteur, DVA et CPM et dépréciation des titres Intesa et SACAM International

LA SOLVABILITE

Au 30 juin 2013, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 8,6%, à comparer à 8,5% au 31 mars 2013, en amélioration de 10 points de base sur la période. Le ratio *Tier 1* s'établit quant à lui à 10,0%, niveau identique à celui du 31 mars 2013 tandis que le ratio global passe de 15,1% fin mars 2013 à 15,0% fin juin 2013.

Les emplois pondérés, à 326,3 milliards d'euros, sont inchangés par rapport au 31 mars 2013.

Pour mémoire, une réglementation transitoire relative au traitement des conglomerats financiers est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 dans l'attente de l'application des règles prévues par la CRD4 (Bâle 3) à compter du 1^{er} janvier 2014. Le traitement est désormais le suivant : la pondération au dénominateur à 370% de la valeur de la participation des sociétés d'assurances pour la partie capital et dettes hybrides (auparavant déduite des fonds propres globaux) et la déduction de la différence de mise en équivalence du capital Tier 1.

LA LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 045 milliards d'euros à fin juin 2013, comparé à 1 048 milliards d'euros à fin mars 2013.

L'endettement court terme, correspondant à l'encours de dettes d'une durée maximale de 369 jours levées par le Groupe auprès de contreparties de marché (hors le net des opérations de repos et reverse repos et hors opérations de refinancement Banques Centrales), s'élève à 146 milliards d'euros au 30 juin 2013, à comparer à 139 milliards d'euros au 31 mars 2013. L'ensemble des ressources court terme reste stable au 2^e trimestre par rapport au 1^{er} trimestre, à 178 milliards d'euros, tandis que les actifs liquides au bilan atteignent 229 milliards d'euros.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables s'élève à 51 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les ressources stables, constituées des capitaux propres (et assimilés), des ressources liées à l'activité clientèle et des ressources de marché long terme, s'élèvent à 867 milliards d'euros. Les besoins de financement liés aux actifs tangibles et intangibles ainsi qu'à l'activité clientèle totalisent 816 milliards d'euros au 30 juin 2013.

Les réserves de liquidité après décote s'élèvent à 233 milliards d'euros au 30 juin 2013. Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (160%). Les réserves de liquidité disponibles se composent de créances éligibles au refinancement Banques Centrales pour 52 milliards d'euros après décote Banque Centrale Européenne, de dépôts Banques Centrales d'un montant de 58 milliards d'euros (hors caisse et réserves obligatoires) et d'un portefeuille de titres après décote de 123 milliards d'euros. Ce portefeuille est constitué de titres éligibles Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 87 milliards d'euros, de titres liquéfiables sur le marché pour 18 milliards d'euros et de parts de titrisation ainsi que d'auto-titrisations éligibles Banques Centrales totalisant aussi 18 milliards d'euros après liquéfaction.

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a levé 10,1 milliards d'euros entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 juillet 2013, réalisant 84% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2013. Les réseaux de proximité et les filiales spécialisées ont également levé 6,2 milliards d'euros au cours du premier semestre 2013.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)*	235	+1,7%	449	+0,5%
Variation de quote-part dans les réserves	21	x2,3	150	(2,7%)
Quote-part de résultats des mises en équivalence*	256	+6,7%	599	(0,3%)

* Variations retraitées de la dépréciation des titres SACAM International pour -268 m€ au T2-12 et -45 m€ au T1-13 en PNB

Les Caisses régionales maintiennent le développement de leur activité dans un marché toujours peu porteur.

Les encours de collecte atteignent 577 milliards d'euros à fin juin 2013 (+4,0% en un an), dont 337 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 4,9% sur un an. Cette dernière est tirée tant par les livrets (+13,1% entre juin 2012 et juin 2013) que les dépôts à vue (+2,1%) et les comptes et dépôts à terme (+3,3%); seuls les encours d'épargne logement marquent une baisse sur les douze derniers mois, limitée à 0,7%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 2,7% entre juin 2012 et juin 2013, grâce à un regain d'intérêt pour l'assurance-vie (encours +3,5% entre juin 2012 et juin 2013) et les valeurs mobilières (+5,7%).

Les encours de crédit s'élèvent à 395 milliards d'euros au 30 juin 2013, stables sur un an (+0,3%) et traduisent des évolutions contrastées. Si les encours de crédit à l'habitat progressent de 1,7% en un an, le crédit à la consommation et les prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels sont en recul sur douze mois, de respectivement 6,3% et 3,3%.

En conséquence, le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer, s'établissant à fin juin 2013 à 126% contre 127% à fin juin 2012.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à près de 3,6 milliards d'euros pour le deuxième trimestre 2013, en hausse de 3,4% par rapport au deuxième trimestre 2012 retraité de la dépréciation des titres SACAM International au deuxième trimestre 2012 (pour -268 millions d'euros). Cette progression est de 3,9% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013, et est tirée notamment par la baisse du coût de la collecte clientèle et des coûts de refinancement. Par ailleurs, les revenus générés par les commissions augmentent de 2,0% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013 grâce aux performances des assurances (+4,6% sur la même période) et de la gestion des comptes et moyens de paiement (+15,9%).

Les charges d'exploitation restent maîtrisées à moins de 1,9 milliard d'euros sur le trimestre. Elles progressent de seulement 0,9% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013, notamment sous le poids des nouvelles taxes fiscales et sociales. Le coefficient d'exploitation recule de 5,9 points sur la même période pour s'établir à 53,1%.

Le résultat d'exploitation progresse ainsi de 6,4% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013 pour atteindre près de 1,4 milliard d'euros.

Au deuxième trimestre 2013, le coût du risque sur encours représente 29 points de base contre 22 points de base en juin 2012 et 40 points de base au premier trimestre 2013 ; il s'établit à -293 millions d'euros. Tant pour le trimestre que pour le semestre, la hausse du coût du risque est concentrée sur un nombre limité de dossiers. L'encours total de provisions constituées au 30 juin 2013 représente 105,9% des créances douteuses. Le taux de créances dépréciées représente 2,5% des encours bruts (+10 points de base depuis fin juin 2012).

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 599 millions d'euros pour le premier semestre 2013, dont 256 millions d'euros pour le deuxième trimestre.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	960	(4,1%)	1 935	(3,9%)
Charges d'exploitation	(632)	+0,3%	(1 245)	(0,1%)
Résultat brut d'exploitation	328	(11,5%)	690	(10,0%)
Coût du risque	(69)	+4,5%	(158)	+9,7%
Résultat d'exploitation	259	(15,0%)	532	(14,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	1	(75,0%)	6	-
Résultat avant impôt	260	(15,2%)	538	(13,6%)
Impôt	(90)	(15,6%)	(187)	(10,4%)
Résultat net de l'exercice	170	(15,0%)	351	(15,2%)
Participations ne donnant pas le contrôle	8	(15,3%)	17	(15,2%)
Résultat net part du Groupe	162	(15,0%)	334	(15,2%)

LCL continue de soutenir l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Le deuxième trimestre 2013 continue à s'inscrire dans les tendances des trimestres précédents, associant la hausse de la collecte à un développement maîtrisé des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 1,3% sur un an et s'élèvent à 88,9 milliards d'euros au 30 juin 2013. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 55,3 milliards d'euros, progressent de 2,0% sur un an ainsi que par les crédits aux professionnels et aux entreprises, qui atteignent 27,0 milliards d'euros, et présentent un accroissement de 1,2% par rapport à juin 2012.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 160,8 milliards d'euros, en hausse de 6,1% sur un an. Ainsi, les encours de bilan, en hausse de 9,1% sur un an, sont tirés par la progression des livrets (+15,2%) et de celle des comptes et dépôts à terme (+17,6%). Les encours de collecte hors bilan, pour leur part, augmentent de 3,0% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie qui est en progression de 7,0% sur la période.

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 4 points sur un an et s'établit à 112% à fin juin 2013, à comparer à 116% à fin juin 2012 et à 115% à fin mars 2013.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 960 millions d'euros, en baisse de 4,1% par rapport au deuxième trimestre 2012, mais en hausse de 0,1% après retraitement de la provision épargne logement. Cette stabilité des revenus est en lien avec la bonne tenue de la marge d'intermédiation et la stabilité des commissions sur la même période.

Compte tenu de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales, les frais généraux restent maîtrisés. Ils affichent une hausse de 0,3% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Après retraitement de l'impact épargne logement, le coefficient d'exploitation se maintient à un niveau stable par rapport au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque augmente de 4,5% par rapport au deuxième trimestre 2012. Rapporté aux encours de crédit, il est stable par rapport au deuxième trimestre 2012. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,4%, stable par rapport à juin 2012. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 74,5% contre 77,4% au 30 juin 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 162 millions d'euros, en baisse de 1,5%¹ par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'élève à 334 millions d'euros pour les six premiers mois de l'année.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le **résultat net part du Groupe** du pôle s'établit à 25 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 contre une perte de 257 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 qui intégrait une contribution négative au titre de la Grèce de 356 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2012. Au premier semestre 2013, il s'élève à 53 millions d'euros (74 millions d'euros retraité des provisions enregistrées dans les comptes locaux de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013), contre une perte de 1 086 millions d'euros au premier semestre 2012 qui intégrait une contribution négative au titre de la Grèce pour 1 244 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	612	(5,9%)	1 207	(3,0%)
Charges d'exploitation	(378)	(15,5%)	(764)	(9,0%)
Résultat brut d'exploitation	234	+15,4%	443	+9,5%
Coût du risque	(121)	(3,9%)	(318)	+30,3%
Résultat d'exploitation	113	+47,6%	125	(22,4%)
Sociétés mises en équivalence	(41)	ns	(41)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	17	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	72	(30,8%)	101	(52,8%)
Impôt	(26)	ns	(27)	(6,2%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	3	ns	6	ns
Résultat net de l'exercice	49	ns	80	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	24	x3,3	27	ns
Résultat net part du Groupe	25	ns	53	ns

* 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki

En Italie, Cariparma a fait preuve d'une bonne activité commerciale au deuxième trimestre 2013. Ainsi, la collecte bilan confirme sa progression au deuxième trimestre 2013 : elle s'établit à 36,1 milliards d'euros soit +3,5% sur un an, principalement sur les professionnels et les entreprises. Parallèlement, Cariparma a poursuivi sa politique de diversification des offres commerciales qui lui permet d'afficher une forte hausse de la production d'assurance-vie et OPCVM. Celle-ci s'élève à 1,1 milliard d'euros au deuxième trimestre 2013, soit une progression de 41,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Enfin, en raison de la faiblesse

¹ Retraité provision épargne logement

persistante de la demande, l'encours de crédits total, à 33 milliards d'euros, baisse de 1,8% sur un an. Toutefois, l'encours des crédits habitat est en hausse de 3,8% sur un an : il s'établit à 12,8 milliards d'euros à fin juin 2013. L'excédent de liquidité s'élève ainsi à 3,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 ; il permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie.

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13 ¹	Variation S1/S1
Produit net bancaire	393	(8,3%)	780	(5,9%)
Charges d'exploitation	(243)	(21,4%)	(487)	(13,1%)
Coût du risque	(98)	+9,4%	(203)	+24,9%
Résultat net	43	(24,7%)	80	(19,6%)
Résultat net part du Groupe	31	(25,1%)	59	(17,5%)

Cariparma poursuit également ses efforts de saine gestion et affiche des résultats en progression par rapport au trimestre précédent. Le produit net bancaire s'établit à 393 millions d'euros, en baisse de 8,3% par rapport au même trimestre de l'année précédente et stable par rapport au premier trimestre 2013 (+1,8%). Les charges sont quant à elles en net recul de 4,3% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente, après retraitement du coût du Plan de Départs Volontaires pour 54 millions d'euros, comptabilisé au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque reste marqué par la détérioration de la conjoncture : il progresse de 9,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il s'affiche cependant en baisse par rapport au premier trimestre 2013¹. Le ratio de créances douteuses sur encours s'établit à 9,6% au 30 juin 2013, avec un taux de couverture de 44,6% (y compris provisions collectives).

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à 31 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 et 59 millions d'euros au premier semestre 2013¹. Le résultat net du groupe Cariparma y compris Calit s'élève à 47 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 et 85 millions d'euros au premier semestre 2013.

Hors l'Italie, les autres entités du Groupe sont toujours en équilibre collecte / crédit. La répartition géographique du produit net bancaire affiche une contribution des entités européennes hors Cariparma de 19% tandis que les entités situées en Afrique et Moyen-Orient contribuent pour 17%. Leur contribution au résultat net part du Groupe s'élève à +37 millions d'euros² au deuxième trimestre 2013.

¹ Après retraitement des provisions enregistrées dans les comptes de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013

² Hors contribution du BES

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2013, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 107,0 milliards d'euros¹, en hausse de 10,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché positif sur la période. Hors l'effet marché et change de +2,7 milliards d'euros, cette hausse provient de la progression des encours de la gestion d'actifs de 4,5 milliards d'euros et de l'assurance-vie de 3,2 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 410 millions d'euros, en baisse de 0,4% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il atteint 813 millions pour le semestre.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 276	+5,0%	2 551	(2,0%)
Charges d'exploitation	(628)	+3,4%	(1 237)	+3,6%
Résultat brut d'exploitation	648	+6,5%	1 314	(6,6%)
Coût du risque	(2)	(38,6%)	(3)	(94,0%)
Résultat d'exploitation	646	+6,8%	1 311	(3,1%)
Sociétés mises en équivalence	4	+32,4%	10	x2,1
Gains/pertes sur autres actifs	-	(100,0%)	-	(100,0%)
Résultat avant impôt	650	+2,3%	1 321	(4,6%)
Impôt	(199)	+5,9%	(427)	(0,3%)
Résultat net de l'exercice	451	+0,8%	894	(6,5%)
Participations ne donnant pas le contrôle	41	+14,3%	81	(9,7%)
Résultat net part du Groupe	410	(0,4%)	813	(6,2%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi poursuit son développement à l'international et l'élargissement de son offre, par l'acquisition en cours de la société américaine Smith Breeden, spécialiste en produits de taux USD, et le renforcement de ses équipes commerciales au Royaume Uni, en Italie et en Suède.

Amundi affiche ce semestre un bon niveau d'activité. En incluant à 100% les joint-ventures en Asie, les actifs sous gestion s'élèvent à fin juin 2013 à 746 milliards d'euros (+0,9% par rapport à fin décembre 2012) grâce notamment à une collecte de 4,5 milliards d'euros sur le semestre. Celle-ci est portée par les actifs longs, notamment obligataires, diversifiés et immobiliers, et pâtit en revanche de sorties saisonnières de la part des institutionnels et des *corporates* sur le monétaire au mois de juin (règlement des pensions et dividendes). La collecte est soutenue ce semestre par la clientèle institutionnelle (+8,7 milliards d'euros), les réseaux internationaux (+2,2 milliards d'euros) et l'épargne entreprises (+1,7 milliard d'euros). A 757 milliards d'euros, les encours moyens du semestre progressent de 9,2% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013. L'effet marché et change est positif de 2 milliards d'euros sur la même période.

¹ Incluant à 100% les joint-ventures en Asie en gestion d'actifs

Les résultats reflètent cette bonne dynamique ainsi que la hausse des marchés financiers par rapport à l'année précédente. Amundi affiche un résultat net part du Groupe de 160 millions d'euros au premier semestre 2013, soit +12,1% par rapport au premier semestre 2012, retraité de la plus-value de cession de Hamilton Lane de 60 millions d'euros avant impôts au premier trimestre 2012. Pour le deuxième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe s'élève à 81 millions d'euros, traduisant la croissance du produit net bancaire de 8,3% par rapport au deuxième trimestre 2012 alors que les charges restent stables sur la même période (+0,5%). Le coefficient d'exploitation s'établit à 54,8% au deuxième trimestre 2013, en amélioration de 4,2 points en un an.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de conjuguer une politique commerciale dynamique associée à une maîtrise des coûts. Ainsi, les encours administrés sont en hausse de 14,0% sur un an pour atteindre 1 264 milliards d'euros. Les encours conservés sont en baisse sur la même période du fait de la sortie de la Caisse des dépôts. Cette baisse, de 8,6%, est néanmoins limitée compte tenu du bon développement commercial de la filiale.

Les revenus du métier résistent malgré la baisse des taux et affichent une baisse de 2,7% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013. Les charges, maîtrisées, sont en baisse de 2,1% sur la même période.

Le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2013 s'établit à 36 millions d'euros, en baisse de 5,5% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Il atteint 70 millions d'euros pour le semestre.

L'activité **Banque privée** se maintient sur le semestre. Les encours, qui atteignent 131,7 milliards d'euros au 30 juin 2013 sont en baisse de 0,4% par rapport au 31 décembre 2012, du fait d'un effet change négatif.

Sur le périmètre France, les encours, à 60,8 milliards d'euros, présentent une légère hausse de 0,7% par rapport au 31 décembre 2012. En revanche, à l'international, ils enregistrent une baisse de 1,3% pour atteindre 70,9 milliards d'euros.

Bénéficiant d'une progression des revenus liés notamment à l'activité des valeurs mobilières, le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2013 s'établit à 33 millions d'euros, en hausse de 40,5% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Il s'élève à 69 millions d'euros pour le premier semestre 2013.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,0 milliards d'euros au 30 juin 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	517	+4,5%	1 058	(1,1%)
Charges d'exploitation	(146)	+12,9%	(288)	+12,4%
Résultat brut d'exploitation	371	+1,5%	770	(5,3%)
Coût du risque	-	ns	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(110)	(1,7%)	(254)	+5,0%
Résultat net de l'exercice	261	(7,3%)	516	(5,7%)
Résultat net part du Groupe	260	(7,3%)	514	(5,7%)

L'assurance-vie a connu un excellent début d'année tant en France qu'à l'international et la tendance se confirme au deuxième trimestre. Le chiffre d'affaires s'élève à 4,2 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013 et progresse en France de 12,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente, progression en ligne avec le marché¹. A l'international, il augmente de 36,4%² sur la même période. Les encours gérés en assurance-vie sont ainsi portés à 229,2 milliards d'euros, en hausse de 4,9%² sur un an. La part des encours en euros s'élève à 188,3 milliards d'euros, en progression de 5,1% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 40,9 milliards d'euros augmentent de 4,3% sur la même période et représentent 17,9% des encours totaux. Depuis le début de l'année, la collecte nette s'élève à 3,2 milliards d'euros dont 2,5 milliards d'euros en France.

L'assurance dommages en France continue de faire preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de 7,3% au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012, supérieure au marché qui progresse de 2,5%¹ sur la même période. Au premier semestre 2013 le ratio sinistres sur cotisations (tous exercices et net de réassurance) est maîtrisé et s'établit à 70,6% contre 70,7% au premier semestre 2012.

Avec un chiffre d'affaires de 240 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 contre 256 millions d'euros un an plus tôt, l'activité en assurance emprunteurs est en légère baisse ce trimestre, pénalisée par le ralentissement du crédit à la consommation.

Après retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) au deuxième trimestre 2012 qui bénéficiaient de la déductibilité de certaines taxes (réduction des charges de 13 millions d'euros), les charges d'exploitation progressent de 2,5% au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012. Elles intègrent 3 millions d'euros de charges sur le trimestre liées aux nouvelles taxes sociales et fiscales. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 28,2% au deuxième trimestre 2013 et 27,2% sur le semestre.

Au deuxième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 260 millions d'euros intégrant des charges de financement supplémentaires liées à l'opération d'optimisation de la structure du capital du Groupe dans l'environnement réglementaire Bâle 3. Les coûts relatifs à cette opération sont comptabilisés en produit net bancaire et représentent 25 millions d'euros sur le trimestre et 18 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Malgré ces coûts additionnels, le résultat net part du Groupe progresse de 2,9%² par rapport au deuxième trimestre 2012.

Sur le semestre, le résultat net part du Groupe s'élève à 514 millions d'euros à comparer à 545 millions d'euros au premier semestre 2012 qui intégrait une plus-value de 28 millions d'euros sur la cession des titres Bes Vida à BES.

Enfin, Crédit Agricole Assurances a poursuivi ses investissements dans l'économie française, pour 4 milliards d'euros au premier semestre 2013 dont 1,4 milliard d'euros en investissements innovants.

¹ Source FFSA (chiffres à juin 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	826	(6,5%)	1 651	(8,5%)
Charges d'exploitation	(384)	+0,1%	(770)	(3,0%)
Résultat brut d'exploitation	442	(11,6%)	881	(12,8%)
Coût du risque	(386)	(13,4%)	(816)	(23,7%)
Résultat d'exploitation	56	+3,1%	65	ns
Sociétés mises en équivalence	8	+38,9%	14	+40,8%
Résultat avant impôt	64	+6,3%	79	ns
Impôt	(37)	+10,1%	(52)	+42,4%
Résultat net de l'exercice	27	+1,5%	27	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	(20)	(32,1%)	(40)	(64,9%)
Résultat net part du Groupe	47	(15,9%)	67	x2,4

Après plusieurs trimestres marqués par le plan d'adaptation, le **pôle SFS**, sur le premier semestre, renoue avec les bénéfices et présente des indicateurs d'activité (produit net bancaire et encours) en voie de stabilisation.

Au deuxième trimestre 2013, son résultat net part du Groupe s'élève à +47 millions d'euros contre +56 millions au deuxième trimestre 2012, portant ainsi le résultat semestriel à +67 millions d'euros. Conséquence du plan d'adaptation, les volumes d'activité diminuent. Le produit net bancaire enregistre ainsi une baisse de 6,5% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 8,5% par rapport au premier semestre 2012. Par ailleurs, les efforts sur les charges sont maintenus ; ainsi les charges sont-elles stables par rapport au deuxième trimestre 2012, mais en baisse de 3,0% sur l'ensemble du premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012.

La forte diminution du coût du risque par rapport à l'exercice précédent, respectivement -13,4% sur le trimestre et -23,7% sur le semestre, reflète principalement l'amélioration sur Agos.

Le métier **Crédit à la consommation**, après plusieurs trimestres de contraction conformément au plan d'adaptation, tend à stabiliser son niveau d'activité et ses revenus. Les encours consolidés de CACF reculent ainsi de 6,4% sur un an mais baissent seulement de 1,2% entre le premier et le deuxième trimestre 2013. Ils ressortent à 46,5 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 47,1 milliards au 31 mars 2013 et 49,7 milliards au 30 juin 2012. La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 1,9 milliard d'euros sur un an. Les encours gérés s'établissent à 72,3 milliards d'euros au 30 juin 2013. Leur répartition géographique est inchangée sur le premier semestre avec 38% des encours localisés en France, 34% en Italie et 28% dans les autres pays.

Le produit net bancaire de CACF s'élève à 693 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2013 se stabilisant ainsi au niveau du premier trimestre 2013. Par rapport à 2012, conséquence du plan d'adaptation, il est en baisse de 7,4% au trimestre et 9,4% au semestre. Les charges d'exploitation demeurent sous contrôle et diminuent de 2,5% par rapport au premier semestre 2012.

Le coût du risque reste maîtrisé en dehors de l'Italie, à 110 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos au deuxième trimestre 2013. Le coût du risque d'Agos est en forte baisse après les compléments de provisions passés en 2012 : il s'établit ainsi à 224 millions d'euros après 232 millions d'euros au premier trimestre 2013. Sur le semestre, il s'élève à 456 millions d'euros. Cette baisse est le fruit des mesures significatives prises sur la gouvernance et la gestion des risques dans cette filiale depuis le mois de mars 2012.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort à +41 millions d'euros pour le semestre.

Les résultats des métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** reflètent l'ajustement de ces métiers au plan d'adaptation depuis fin 2011 avec une baisse globale des encours, partiellement compensée par un niveau élevé de marges et une bonne maîtrise des charges. Dans le métier du **crédit-bail**, l'encours ressort à 16,2 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 17,5 milliards au 30 juin 2012. Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré atteint 14,8 milliards d'euros au 30 juin 2013 et progresse de 2,4% par rapport au 30 juin 2012, plus particulièrement sur l'international. Ainsi, la contribution de ces deux métiers au Résultat net part du Groupe est stable par rapport à 2012. Sur le trimestre, elle s'élève à +15 millions d'euros et sur le semestre à +26 millions d'euros.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Après une année 2012 marquée par la transformation du modèle de Crédit Agricole CIB et les efforts de deleveraging, le premier semestre 2013 illustre la nouvelle organisation de la Banque contribuant à faire de CACIB une « Debt house », recentrée sur un portefeuille de clients stratégiques et sur un réseau géographique resserré autour de ses métiers d'excellence. Le 31 juillet, la vente des 80,1% restants de CLSA à CITIC Securities a été signée. Le montant total de la cession s'élève à 1 152 millions de dollars US, y compris la cession des 19,9 % réalisée en juillet 2012 et hors les activités taiwanaises de CLSA. L'impact de la cession apparaîtra dans les comptes du troisième trimestre 2013.

NB pour mémoire : les comptes 2012 ont été retraités du passage en IFRS 5 de CA Cheuvreux et CLSA et du passage du spread émetteur de BFI en AHM.

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	1 039	+3,6%	2 046	(10,6%)
- dont DVA	(26)	na	(39)	na
- dont couvertures de prêts	(10)	ns	15	(81,4%)
Produit net bancaire retraité*	1 075	+10,7%	2 070	(9,0%)
Charges d'exploitation	(618)	(1,6%)	(1 245)	(4,2%)
Résultat brut d'exploitation	457	+33,2%	825	(15,5%)
Coût du risque	(92)	+7,7%	(187)	+60,3%
Résultat d'exploitation	365	+41,6%	638	(25,7%)
Sociétés mises en équivalence	35	(12,1%)	69	(13,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	(75,0%)	3	(78,6%)
Résultat avant impôt	403	(30,3%)	710	(25,3%)
Impôt	(113)	+9,1%	(191)	(30,6%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(7)	ns	(4)	ns
Résultat net de l'exercice	283	+37,7%	516	(23,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	6	+17,4%	12	(25,9%)
RNPG retraité*	277	+38,3%	504	(23,6%)
Résultat net part du Groupe	254	+38,1%	492	(21,5%)

** Données 2012 hors Cheuvreux et CLSA, hors impact du plan d'adaptation. Données retraitées : hors couvertures de prêts, impact de la première application de CVA / DVA et DVA courante*

Au deuxième trimestre 2013, le produit net bancaire des activités pérennes s'élève à 1 039 millions d'euros, en hausse de 3,6 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Retraité des couvertures de prêts et de la DVA courante, il ressort à 1 075 millions d'euros, en progression de 10,7%, enregistrant une croissance soutenue dans les activités de marché par rapport à un deuxième trimestre 2012 qui avait été faible. CACIB consolide ainsi ses positions concurrentielles, fondées sur une expertise reconnue dans ses métiers d'excellence : en banque commerciale, CACIB conserve son premier rang dans les activités de syndication et se situe à la deuxième place

sur la zone EMEA et en Europe occidentale¹. CACIB se situe également à la deuxième place sur la syndication de prêts aux entreprises dans la zone EMEA¹. En banque de marché et d'investissement, CACIB demeure à la première place mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo¹, de même qu'en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP¹.

Sur la même période, en ligne avec la diminution des effectifs, les charges diminuent de 1,6%. En incluant les activités en extinction, la baisse atteint 6,1%. Le coût du risque se maintient à un niveau modéré, 92 millions d'euros, en hausse de 8,3 % par rapport au deuxième trimestre 2012, mais stable par rapport au premier trimestre 2013. Au total, le résultat net part du Groupe des activités pérennes ressort à 254 millions d'euros, en hausse de 38,1 % par rapport au deuxième trimestre 2013, et à 277 millions d'euros retraité des couvertures de prêts et de la DVA.

Pour le premier semestre 2013, le produit net bancaire retraité s'établit à 2 070 millions d'euros, en baisse de 9,0% par rapport au premier semestre 2012 qui avait bénéficié d'un début d'année particulièrement porteur dans les activités de marchés. Le recul des charges s'établit à 4,2%. Le coût du risque progresse de 60,3 %, par rapport à un début d'année 2012 très faible. Ainsi, le résultat net part du Groupe des activités pérennes, retraité des effets de la première application d'IFRS13 (CVA/DVA), de la DVA courante et des couvertures de prêts, ressort à 502 millions d'euros, en baisse de 23,6 % par rapport au premier semestre 2012 (retraité des impacts Cheuvreux/CLSA et plan d'adaptation).

Banque de financement

(en millions d'euros)	T2-13	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	515	525	(0,3 %)	1 018	1 003	(7,3%)
Charges d'exploitation	(217)	(217)	(7,0%)	(450)	(450)	(3,1%)
Résultat brut d'exploitation	298	308	+5,1%	568	553	(10,5%)
Coût du risque	(80)	(80)	(5,1%)	(171)	(171)	+53,4%
Résultat d'exploitation	218	228	+9,3%	397	382	(24,6%)
Sociétés mises en équivalence	35	35	(11,3%)	69	69	(12,9%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	3	+233,3%	3	3	x2,7
Résultat avant impôt	256	266	+6,8%	469	454	(22,7%)
Impôt	(67)	(71)	(11,0%)	(117)	(112)	(34,0%)
Résultat net de l'exercice	189	195	+15,0%	352	342	(18,1%)
Participations ne donnant pas le contrôle	4	4	+18,4%	7	7	(21,3%)
Résultat net part du Groupe	185	191	+15,1%	345	335	(17,9%)

* Retraité des couvertures de prêts et hors impact du plan en 2012

Après une année 2012 marquée par la réduction du portefeuille et de la liquidité, la banque de financement enregistre une bonne résistance au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012. Les financements structurés enregistrent une hausse de 3,6% à 286 millions d'euros, tandis que la banque commerciale, à 239 millions d'euros, témoigne d'une reprise progressive de l'activité par rapport aux deux

¹ Source : Thomson Financial

trimestres précédents, eux-mêmes en recul par rapport au début de l'année 2012. Ainsi, retraité des couvertures de prêts (impact négatif de 10 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, impact positif de 72 millions d'euros au deuxième trimestre de l'année précédente), le produit net bancaire affiche une quasi stabilité par rapport au deuxième trimestre 2012. Dans le même temps, la consommation de liquidité continue à se réduire, pour atteindre 87 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013, à comparer à 89 milliards d'euros au premier trimestre 2013 et 97 milliards d'euros au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque se stabilise après la hausse enregistrée au premier trimestre 2013 et recule de 5,1% par rapport au deuxième trimestre 2012. Rapporté aux encours clientèle de la banque de financement, il ressort à 29 points de base, contre 34 points de base le trimestre précédent, et identique à celui du deuxième trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit à 185 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, et à 191 millions d'euros après retraitement, en hausse de 15,1% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T2-13	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	524	550	+23,6%	1 028	1 067	(8,9%)
Charges d'exploitation	(401)	(401)	+1,7%	(795)	(795)	(4,8%)
Résultat brut d'exploitation	123	149	x3,0	233	272	(24,3%)
Coût du risque	(12)	(12)	ns	(16)	(16)	x 3,3
Résultat avant impôt	111	137	x2,3	217	256	(26,4%)
Impôt	(33)	(42)	+75,4%	(61)	(80)	(17,0%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(7)	(7)	ns	(4)	(4)	ns
Résultat net de l'exercice	71	88	x2,5	152	172	(31,0%)
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2	(15,8%)	5	5	(6,7%)
Résultat net part du Groupe	69	86	x2,5	147	167	(31,7%)

* Retraité de l'impact de la première application de CVA/DVA et de la DVA courante en 2013 ; retraité des impacts Cheuvreux/CLSA et plan d'adaptation en 2012

Les revenus de la banque de marché et d'investissement sont en forte croissance au deuxième trimestre 2013 : +23,6% par rapport à un deuxième trimestre 2012 faible, et +6,4% par rapport au premier trimestre 2013. Ces progressions résultent principalement d'une activité commerciale soutenue dans les activités de taux ; d'un volume d'émissions satisfaisant dans les activités de crédit, dans un contexte de marché encore volatil ; et enfin, du bon niveau d'activité en banque d'investissement, et notamment dans le primaire actions.

Les risques de marché restent maintenus à un niveau bas : la VaR s'établit à 15 millions d'euros au 30 juin 2013, avec une VaR moyenne à 12 millions d'euros sur le trimestre.

Activités en cours d'arrêt

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	49	+2,8%	103	+52,2%
Charges d'exploitation	(43)	(43,7%)	(86)	(45,4%)
Résultat brut d'exploitation	6	(119,0%)	17	(118,9%)
Coût du risque	(11)	(74,9%)	(29)	(46,8%)
Résultat avant impôt	(5)	(92,6%)	(12)	(91,4%)
Impôt	1	(95,0%)	4	(90,8%)
Résultat net de l'exercice	(4)	(91,6%)	(8)	(91,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(86,7%)	(3)	(85,0%)
Résultat net part du Groupe	(3)	(92,7%)	(5)	(93,6%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation et tenant compte de la réorganisation de la BFI depuis le 1^{er} juillet 2012

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt est négligeable ce trimestre. Il s'établit à -3 millions d'euros, après -2 millions au premier trimestre 2013.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	(376)	+0,3%	(1 254)	ns
Charges d'exploitation	(217)	+1,2%	(432)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	(593)	+0,6%	(1 686)	x3,8
Coût du risque	1	ns	66	ns
Résultat d'exploitation	(592)	(2,7%)	(1 620)	x3,5
Sociétés mises en équivalence	(23)	(6,9%)	(65)	+26,5%
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	ns	(4)	(7,0%)
Résultat avant impôts	(617)	(2,3%)	(1 689)	x3,3
Impôts	195	ns	585	ns
Résultat net	(422)	(31,8%)	(1 104)	+87,0%
Participations ne donnant pas le contrôle	33	(22,3%)	84	(6,1%)
Résultat net part du Groupe	(455)	(31,2%)	(1 188)	+74,7%

* Résultats 2012 retraités du passage du spread émetteur de BFI en AHM et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Au deuxième trimestre 2013, le produit net bancaire du pôle s'établit à -376 millions d'euros, contre un produit net bancaire de -374 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Il intègre un produit de 68 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et de celle liée aux contrats d'assurances en UC contre un équivalent de 328 millions d'euros au second trimestre 2012.

Pour mémoire, le produit net bancaire 2012 intégrait sur la période équivalente une dépréciation de 427 millions d'euros sur les titres d'Intesa Sanpaolo (deuxième trimestre) et l'impact favorable du rachat de dette hybride pour 864 millions d'euros (premier trimestre).

Retraité de l'impact de rachat de la dette hybride, le produit net bancaire du pôle du premier semestre 2012 s'élevait à -873 millions d'euros contre -1 254 millions d'euros au premier semestre 2013. Il avait bénéficié notamment de plus-values sur des cessions de portefeuilles et de versements plus significatifs de dividendes.

Les charges d'exploitation augmentent de 1,2% par rapport au deuxième trimestre 2012. Hors effet des nouvelles taxes sur le trimestre, elles enregistrent une baisse de 0,7%.

Le résultat net part du Groupe s'élève donc à -455 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 (-501 millions d'euros hors impacts de la réévaluation de la dette) et à -1 188 millions d'euros pour le semestre (-1 002 millions d'euros hors impacts de la réévaluation de la dette).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 723 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 6,2% sur la même période pour atteindre 471 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 646 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	8 165	+1,1%	15 799	(6,8%)
Charges d'exploitation	(4 979)	(1,1%)	(9 905)	(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	3 186	4,8%	5 894	(14,9%)
Coût du risque	(980)	(3,8%)	(2 159)	(6,2%)
Résultat d'exploitation	2 206	+9,2%	3 735	(19,2%)
Sociétés mises en équivalence	5	(94,5%)	34	(75,6%)
Résultat net sur autres actifs	2	(95,0%)	23	(41,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)	x3,5	(22)	x3,6
Résultat avant impôts	2 191	+2,7%	3 770	(21,4%)
Impôts	(717)	(17,2%)	(1 198)	(31,3%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(4)	ns	2	ns
Résultat net	1 470	+70,4%	2 574	+47,9%
Résultat net part du Groupe	1 385	+71,5%	2 410	+44,2%

**T2-12 retraité du passage en IFRS5, d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.*

Au deuxième trimestre 2013, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 8 165 millions d'euros, en hausse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 7,0% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution traduit pour l'essentiel la bonne tenue de l'activité dans les métiers cœur à savoir la banque de proximité et les métiers de l'épargne ; elle reflète également l'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (réévaluation de dette, DVA, couvertures de prêts et, au deuxième trimestre 2012, la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour 427 millions d'euros).

Les **charges d'exploitation** présentent une baisse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 1,3% sur le semestre et ce, malgré les nouvelles taxes sociales et fiscales. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST.

Le **coût du risque** est maîtrisé, en baisse de 3,8% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2012. Il s'établit à 46 points de base sur encours au deuxième trimestre 2013 à comparer à 61 points de base au deuxième trimestre 2012.

Le **résultat net des activités arrêtées** pour -4 millions d'euros est marginal sur le trimestre, alors qu'il intégrait au deuxième trimestre 2012 les résultats opérationnels d'Emporiki, de CLSA et de CA Cheuvreux pour un total de -404 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1 385 millions d'euros contre 808 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Hors réévaluation de dette, DVA et couverture de prêts, le résultat net part du Groupe du

trimestre s'établit à 1 363 millions d'euros contre 974 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, également retraité de la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo. La hausse provient pour l'essentiel de la disparition des pertes opérationnelles de la Grèce comptabilisées sur la ligne Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre 2013 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31			
Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heueux	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois arrêtée au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Les chiffres présentés ont été établis conformément à IAS 34 "information financière intermédiaire".

Les procédures d'examens limités sur les comptes intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

- **Visuels de présentation des résultats**



Résultats du 2^e trimestre
et du 1^{er} semestre 2013

6 août 2013


CRÉDIT AGRICOLE S.A.

AVERTISSEMENT

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Les chiffres présentés ont été établis conformément à IAS 34 "information financière intermédiaire".

Les procédures d'examens limités sur les comptes intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission.

Nota :

Le périmètre **Groupe Crédit Agricole** comprend : les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre considéré par le régulateur français et européen pour apprécier la liquidité et la solvabilité du Groupe.

Crédit Agricole S.A. est l'entité cotée, qui détient notamment ~25% des Caisses régionales et les filiales métier (Banque de proximité en France et à l'international, Gestion de l'épargne, Services financiers spécialisés, ainsi que Banque de financement et d'investissement).

SOMMAIRE

- 1 2^e trimestre 2013 – Messages clés
- 2 Résultats de Crédit Agricole S.A. et des pôles métiers
- 3 Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4 Annexes

3

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



T2-13 : MESSAGES CLÉS

*RNPG hors spread
émetteur, DVA et
CPM*

Résultats T2-13
Groupe Crédit Agricole : +1 363 m€
Crédit Agricole S.A. : +673 m€

Activité commerciale solide

*Encours de collecte bilan en BPF : +5,8% sur un an
Actifs sous gestion : +5,4%* sur un an*

Coût du risque maîtrisé : 46 pb sur encours au T2-13 (vs 61 pb au T2-12) pour le Groupe CA et 56 pb (vs 64 pb) pour Crédit Agricole S.A.

Montée en puissance des programmes de réduction des coûts :
charges -4,9% T2/T2, hors impact des nouvelles taxes

Solvabilité : ratio CET1 Full Bâle 3 Groupe CA à 10,0% dès le 30/06/13 vs 9,6% au 31/03/13** ; ratio CT1 Bâle 2.5 de 8,6% pour Crédit Agricole S.A. au 30/06/13**

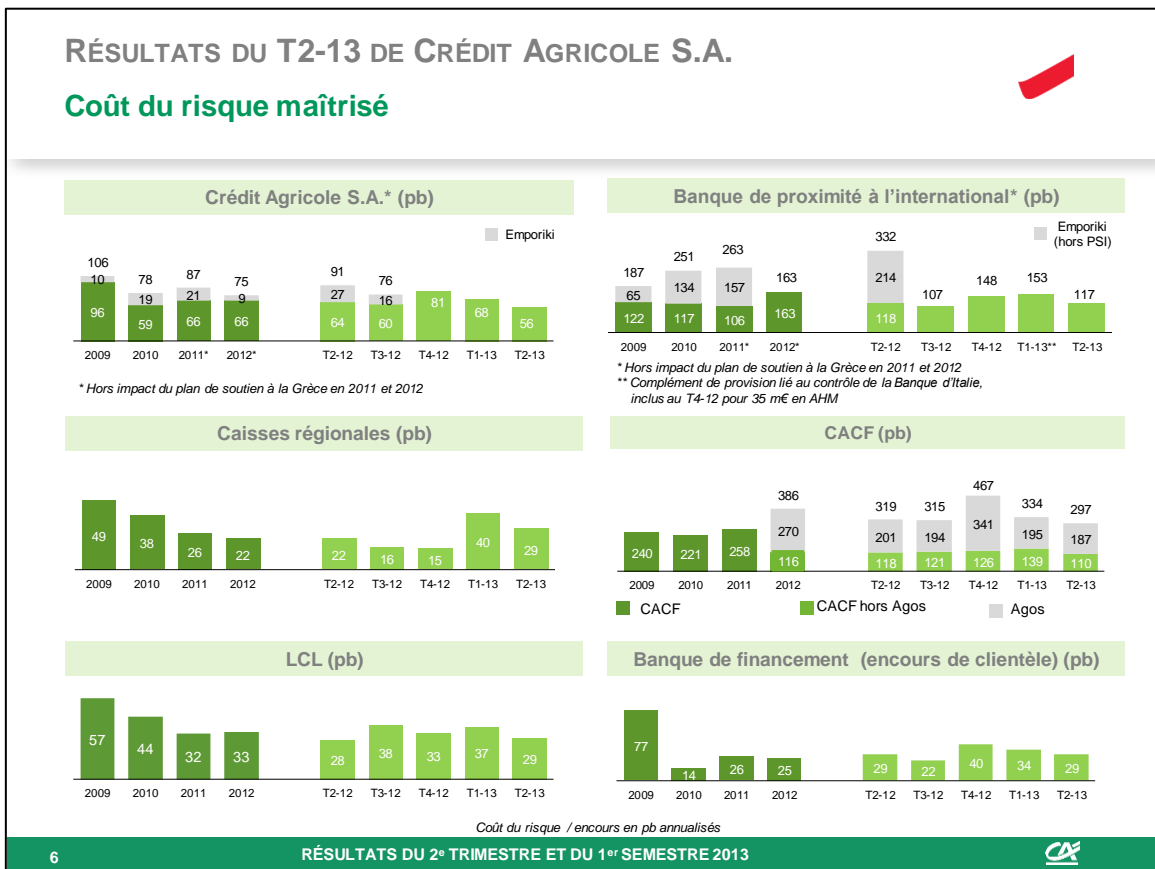
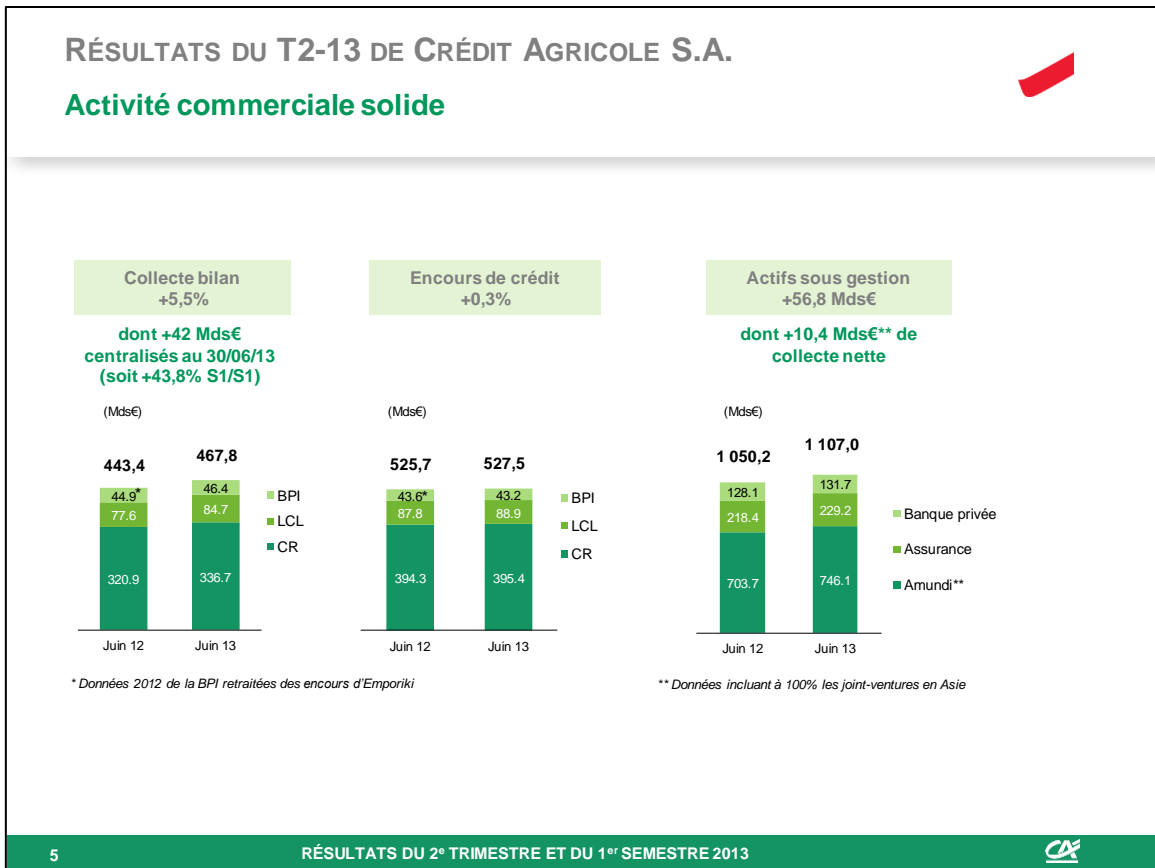
* Données incluant à 100% les joint-ventures en Asie

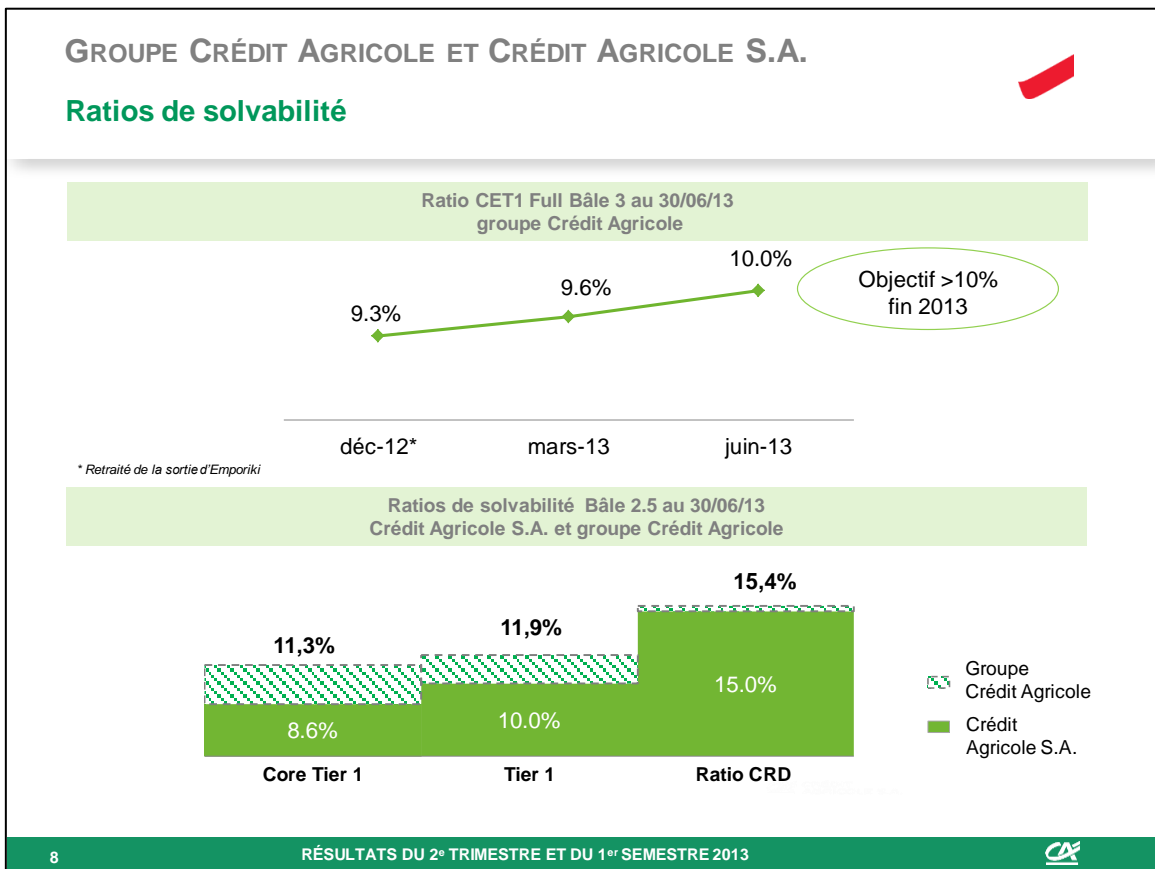
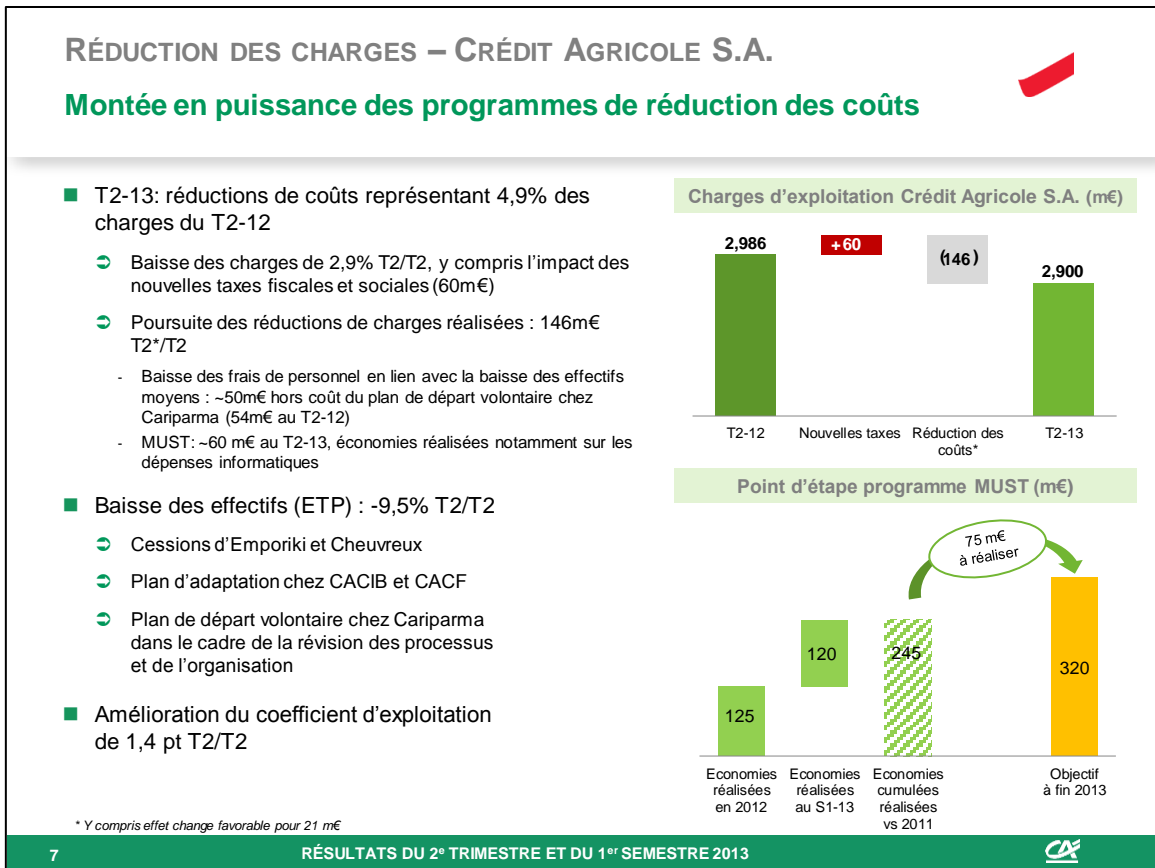
** Selon les règles de la CRD4, telles qu'analysées par Crédit Agricole S.A. à fin juin 2013 et sans application de dispositions transitoires

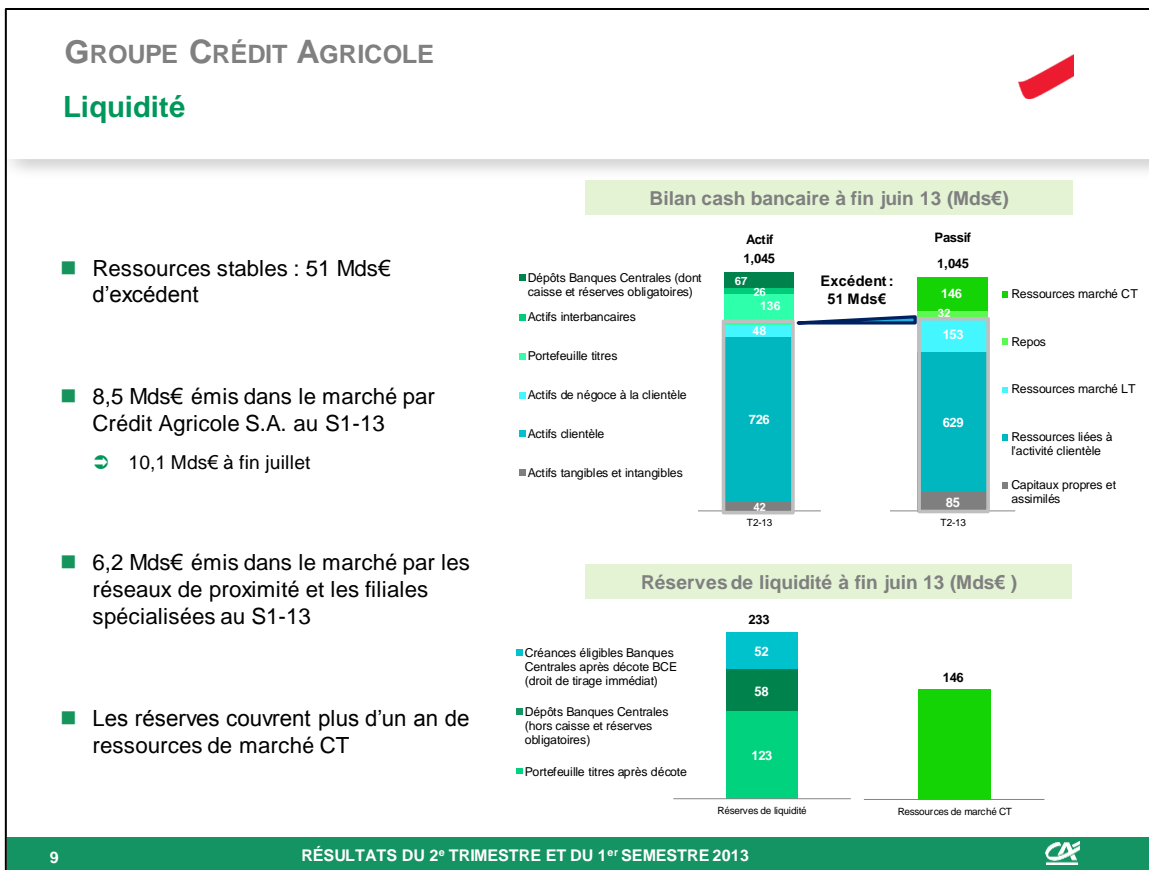
4

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013









SOMMAIRE

- 1** 2^e trimestre 2013 – Messages clés
- 2** Résultats de Crédit Agricole S.A. et des pôles métiers
- 3** Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4** Annexes

10
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat T2-13

En m€	T2-13	dont spread émetteur, DVA** et CPM	T2-12*	dont spread émetteur, DVA** et CPM	dont dépréciation ISP et SACAM International	Δ T2/T2*
Produit net bancaire	4 386	32	4 427	399	(427)	(0,9%)
Charges d'exploitation	(2 900)		(2 986)			(2,9%)
Résultat brut d'exploitation	1 486	32	1 441	399	(427)	+3,2%
Coût du risque	(680)		(788)			(13,9%)
Sociétés mises en équivalence	239		225		(67)	+5,9%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2		41			ns
Résultat avant impôt	1 047	32	919	399	(494)	+14,2%
Impôts	(256)	(10)	(395)	(138)		(35,1%)
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)		(405)			ns
Résultat net	787	22	119	261	(494)	x6,7
Résultat net part du Groupe	696	23	56	257	(494)	x12,6
Résultat net part du Groupe <i>hors spread émetteur, DVA et CPM et, en 2012, dépréciation des titres Intesa et SACAM international</i>		673		293		

* T2-12 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** Impacts Day 1 CVA/DVA et DVA courante comptabilisés à partir du 1^{er} janvier 2013

11

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat S1-13

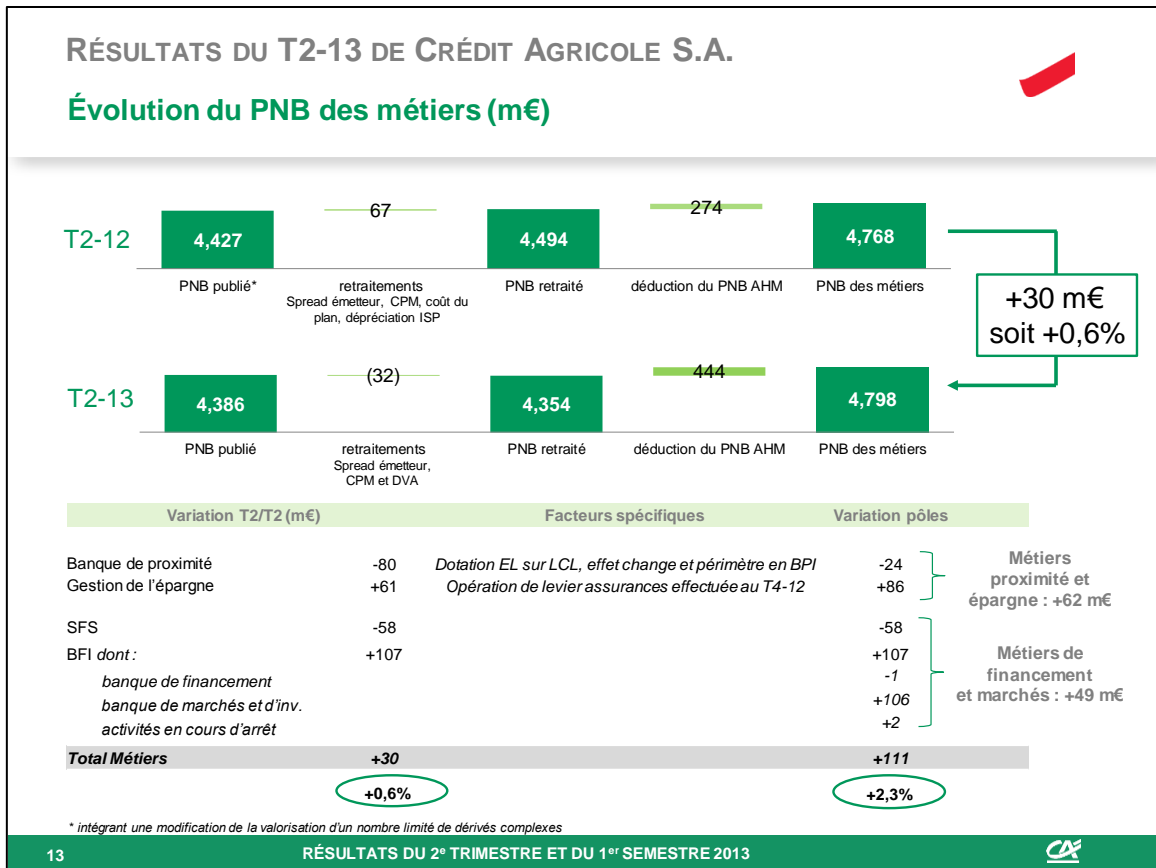
En m€	S1-13	dont spread émetteur, DVA** et CPM	S1-12*	dont spread émetteur, DVA** et CPM	dont dépréciation ISP et SACAM International	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	8 239	(317)	9 646	384	(427)	(14,6%)
Charges d'exploitation	(5 779)		(5 970)			(3,2%)
Résultat brut d'exploitation	2 460	(317)	3 676	384	(427)	(33,1%)
Coût du risque	(1 445)		(1 731)			(16,6%)
Sociétés mises en équivalence	586		640		(67)	(8,4%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	22		36			(39,3%)
Résultat avant impôt	1 623	(317)	2 621	384	(494)	(38,0%)
Impôts	(282)	115	(866)	(133)		(67,4%)
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	2		(1 312)			ns
Résultat net	1 343	(202)	443	251	(494)	x3,0
Résultat net part du Groupe	1 165	(196)	367	246	(494)	x3,2
Résultat net part du Groupe <i>hors spread émetteur, DVA et CPM et, en 2012, dépréciation des titres Intesa et SACAM international</i>		1 361		615		

* S1-12 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** Impacts Day 1 CVA/DVA et DVA courante comptabilisés à partir du 1^{er} janvier 2013

12

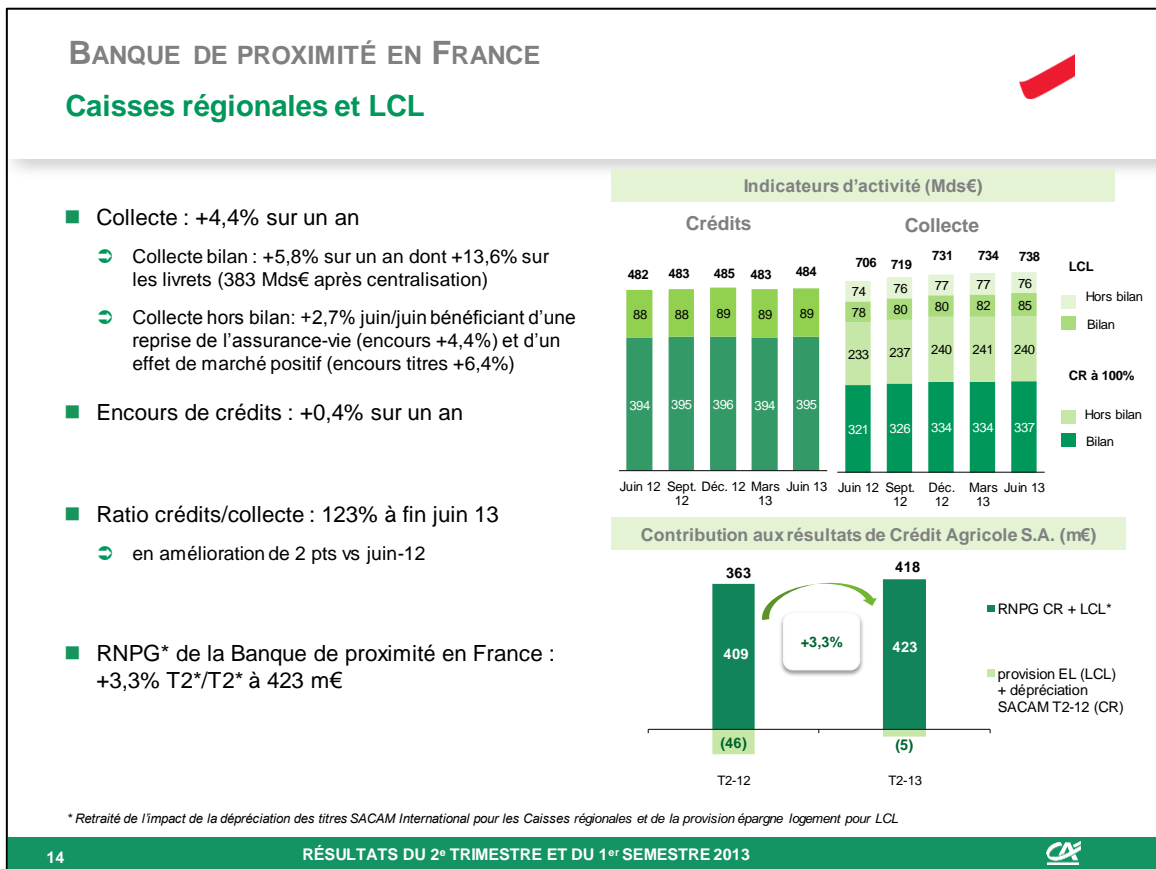
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013





13

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



14

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - Caisses régionales

- Encours de collecte globale : +2,2 Mds€ juin 13/déc. 12 et +22,1 Mds€ juin/juin
 - Collecte bilan : +4,9% juin/juin portée par les DAV (+2,1%) et les livrets (+13,1%)
 - Collecte hors bilan : +2,7% juin/juin dont +3,5% en assurance-vie
- Crédits : encours stables sur un an (+0,3%)
 - dont habitat +1,7% juin/juin
- ⇒ **Ratio Crédits/Collecte : 126% vs 127% au T2-12**
- Résultat d'exploitation: +6,4% T2/T2
 - PNB : +3,4% T2/T2
 - Baisse des coûts de la collecte clientèle et du refinancement
 - Commissions: +2,0% dont assurances +4,6% et commissions de gestion de comptes et moyens de paiement +15,9%
 - Charges : +0,9% T2/T2 y compris les nouvelles taxes fiscales et sociales
- Coût du risque
 - Taux de créances dépréciées : 2,5% (+10 pb juin/juin)
 - Hausse T2/T2 et S1/S1 concentrée sur quelques dossiers
 - Coût du risque sur encours : 29 pb au T2-13 (+7 pb T2/T2)

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de collecte

Jun 12 Sept 12 Déc 12 Mars 13 Juin 13

Encours de crédits

Jun 12 Sept 12 Déc 12 Mars 13 Juin 13

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13	Δ S1/S1
Produit net bancaire*	3 557	+3,4%	7 084	+3,9%
Charges d'exploitation	(1 887)	+0,9%	(3 753)	+1,3%
Coût du risque	(293)	+35,6%	(697)	+27,0%
Résultat d'exploitation (100%)*	1 377	+6,4%	2 634	+7,0%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	53,1%	(5,9 pts)	53,0%	(3,2 pts)
Résultat net mis en équivalence*	235	+1,7%	449	+0,5%
Var. quote-part dans les réserves	21	x2,3	150	(2,7%)
Quote-part de résultats MEQ (-25%)*	256	+6,7%	599	(0,3%)

* Variations retraitées de la dépréciation des titres SACAM International pour -268 m€ au T2-12 et -45m€ au T1-13 en PNB

15
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - LCL

- **Activité commerciale**
 - Encours de collecte globale : +6,1% sur l'année et +1,1% T2/T1
 - Collecte bilan : +3,4% T2/T1 portée par les livrets (+6,0%)
 - Maintien des encours de crédits T2/T1, soutenu par l'habitat, les professionnels et les entreprises
 - Amélioration du ratio Crédits/Collecte: 112% (-3 pts T2/T1)
- **Stabilité du RBE : -0,3% T2*/T2* et -0,2% S1*/S1***
 - Stabilité du PNB : +0,1% T2*/T2*
 - Bonne tenue de la marge d'intermédiation
 - Stabilité des commissions
 - Maîtrise des charges d'exploitation
- **Coût du risque : +1 pb T2/T2 à 29 pb**
 - Contenu sur l'ensemble des marchés
 - Taux de créances dépréciées : 2,4%, taux de couverture (y compris provisions collectives) : 74,5%

Indicateurs d'activité (Mds€)

Encours de collecte

Jun 12 Sept 12 Déc 12 Mars 13 Juin 13

Encours de crédits

Jun 12 Sept 12 Déc 12 Mars 13 Juin 13

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	Δ T2*/T2*	S1-13	Δ S1*/S1*
Produit net bancaire	960	+0,1%	1 935	(0,1%)
Charges d'exploitation	(632)	+0,3%	(1 245)	(0,1%)
Coût du risque	(69)	+4,5%	(158)	+9,7%
Résultat net part du Groupe	162	(1,5%)	334	(1,8%)
<i>Coefficient d'exploitation*</i>	65,3%	+0,1pt	63,7%	-

* Après retraitement provision épargne logement, reversement EIC au T1-12

16
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité à l'international - Cariparma

■ Bonne activité commerciale

- Confirmation de la progression de la collecte bilan : +3,5% sur un an, principalement sur les professionnels et les entreprises
- Forte progression de la production d'assurance-vie et OPCVM : 1,1 Md€, soit +41,4% T2/T2
- Encours de crédits : -1,8% sur un an

■ RNPG : 31 m€ au T2-13

- PNB : -8,3% T2/T2 et stable T2/T1 (+1,8%)
- Charges : -4,3% T2/T2 (après retraitement du coût du Plan de Départs Volontaires au T2-12)
- Coût du risque : +9,4% T2/T2 mais en baisse T2/T1*

- Taux de créances dépréciées: 9,6%, couvertes à hauteur de 44,6% (y compris provisions collectives)

Cariparma – Indicateur d'activité (Mds€)

Déc 11 Mars 12 Juin 12 Sept 12 Déc 12 Mars 13 Jun 13

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13*	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	393	(8,3%)	780	(5,9%)
Charges d'exploitation	(243)	(21,4%)	(487)	(13,1%)
Coût du risque	(98)	+9,4%	(203)	+24,9%
Résultat net	43	(24,7%)	80	(19,6%)
Résultat net part du Groupe	31	(25,1%)	59	(17,5%)
Coefficient d'exploitation**	59,4%	+2,3 pts	62,4%	+1,4 pt

* Après retraitement des provisions enregistrées dans les comptes de Cariparma en 2012, comme indiqué au T1-13
** Hors coûts du PDV comptabilisé au T2-12: 54m€

Résultat net du Groupe Cariparma (y compris Caliti) : 47 m€ au T2-13 et 85 m€ au S1-13

17
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion de l'épargne

■ Encours global : +10,4 Mds€ au S1-13 dont +4,5 Mds€ pour Amundi au S1-13

- Amundi : activité soutenue sur les institutionnels et les réseaux internationaux et élargissement de l'offre à l'international
- Assurance : bonne dynamique commerciale tant en en assurance-vie qu'en assurance dommages
- Banque privée : encours impacté au S1-13 par un effet change négatif
- CACEIS : forte hausse des encours administrés sur un an et bon développement commercial sur les encours conservés limitant l'impact de la sortie de la CDC

■ Résultat T2-13: 410 m€

- Amundi : résultats soutenus par l'activité commerciale et les marchés et amélioration poursuivie du coefficient d'exploitation
- Assurances : résultats élevés intégrant des charges de financement supplémentaires (optimisation de la structure du capital) et les nouvelles taxes sociales et fiscales
- Banque privée : progression des revenus liés notamment à l'activité des valeurs mobilières
- CACEIS : bon développement commercial et maîtrise des charges. Résultats maintenus à un niveau élevé malgré la baisse des taux

Encours gérés (Mds€)

* Données incluant à 100% les JV en Asie

Services financiers aux institutionnels (CACEIS)	Jun 12	Déc. 12	Jun 13	Δ Jun/Juin
Encours conservés	2 388	2 491	2 182	(8,6%)
Encours administrés	1 109	1 251	1 264	+14,0%

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

18
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs - Amundi

- Collecte au S1-13 : +4,5 Mds€, portée par les actifs longs, notamment obligataires, diversifiés et immobiliers

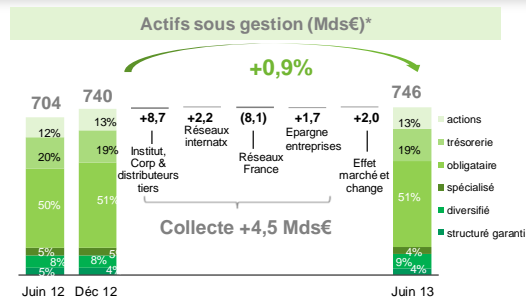
- Bonne activité auprès des institutionnels, des réseaux internationaux et sur l'épargne entreprise
- Encours gérés moyens de 757 Mds€ (+9,2% S1/S1)
- Sorties saisonnières des institutionnels et des corporates sur le monétaire en juin (règlement des pensions et dividendes)

- Poursuite du développement à l'international et élargissement de l'offre :

- Acquisition en cours aux Etats-Unis de Smith Breeden, spécialiste en produits de taux US
- Renforcement des équipes commerciales (Royaume Uni, Italie, Suède)

- Bonne dynamique de résultats : RNPG +12,1%** S1/S1

- RBE : +3,7% S1/S1** et +19,5% T2/T2
 - PNB : +2,5% S1/S1** et +8,3% T2/T2 grâce à la hausse des marchés financiers vs 2012
 - Charges : stables T2/T2 (+0,5%)
- Coefficient d'exploitation de 54,9%, en amélioration de 0,5 point vs T2-12



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13	Δ S1/S1**
Produit net bancaire	358	+8,3%	708	+2,5%
Charges d'exploitation	(196)	+0,5%	(388)	+1,5%
Résultat brut d'exploitation	162	+19,5%	320	+3,7%
Résultat net	111	+16,4%	219	+12,5%
Résultat net part du Groupe	81	+16,2%	160	+12,1%
Coefficient d'exploitation	54,8%	(4,2 pts)	54,9%	(0,5 pt)

** Retraité de la plus-value de cession avant impôt de 60 m€ enregistrée au T1-12 sur Hamilton Lane

19

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Assurances

- Assurance-vie : confirmation de la reprise en France et à l'international

- France : activité +12,4% T2/T2, en ligne avec le marché (source FFSA - juin 2013)
- International : chiffre d'affaires +36,4%* T2/T2
- Encours : +4,9% Juin/Juin à 229,2 Mds€ dont 17,9% d'UC

- Assurance dommages France : croissance supérieure au marché

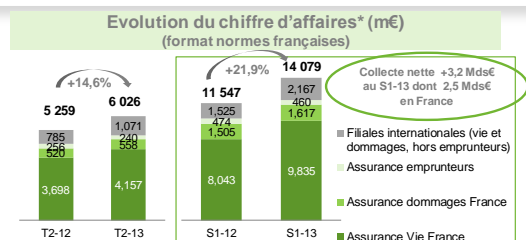
- Activité : +7,3% T2/T2 (marché +2,5% - source FFSA)
- Ratio S/C de 70,6% au S1-13 (vs 70,7% au S1-12)

- Assurance emprunteurs : légère baisse de l'activité liée au ralentissement du crédit à la consommation

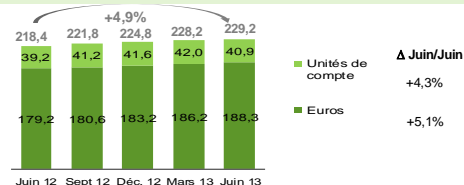
- RNPG : 260 m€ au T2-13 (254 m€ au T1-13)

- RNPG : +2,9% T2/T2** malgré l'impact négatif de 18 m€ au T2-13 de l'opération d'optimisation de la structure financière
- Charges d'exploitation : +2,5% T2/T2*** intégrant 3 m€ au T2-13 liés aux nouvelles taxes sociales et fiscales

- Poursuite des investissements dans l'économie française, pour 4,0 Mds€ au S1-13 dont 1,4 Md€ en investissements innovants



Evolution des encours assurance-vie gérés* (Mds€)



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	Δ T2-T2	S1-13	Δ S1/S1
Produit net bancaire	517	+4,5%	1 058	(1,1%)
Charges d'exploitation	(146)	+12,9%	(288)	+12,4%
Coût du risque	-	-	-	ns
Résultat net part du Groupe	260	(7,3%)	514	(5,7%)
Coefficient d'exploitation	28,2%	+2,1 pts	27,2%	+3,2 pts

* Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

** Retraité de la plus-value de cession de BES Vida au T2-12 pour 28 m€

*** Après élimination de l'impact positif ponctuel du traitement des titres souverains grecs sur l'assiette de calcul de certaines taxes (réduction des charges de 13 m€ au T2-12)

20

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

- **Crédit consommation** : stabilisation des encours consolidés dans la lignée du T1-13 (-1,2% T2/T1)
- **CAL&F** : maintien des encours financés (+2,0% T2/T1) et stabilité des revenus T2/T1(-0,3%)
- **RNPG** : 47 m€ au T2-13
 - PNB : stabilisation sur le trimestre (+0,1% T2/T1)
 - Charges sous contrôle : maintien du coefficient d'exploitation à 46,5% au T2-13
 - Coût du risque : -13,4% T2/T2
 - Coût du risque Agos-Ducato: 224 m€ (taux de couverture de 98,5% y compris provisions collectives)

Encours bruts Crédit consommation – CACF (Mds€)

* 38% en France, 34% en Italie et 28% autres pays

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13	Δ S1/S1
Produit net bancaire	826	(6,5%)	1 651	(8,5%)
Charges d'exploitation	(384)	+0,1%	(770)	(3,0%)
Coût du risque	(386)	(13,4%)	(816)	(23,7%)
Résultat net part du Groupe	47	(15,9%)	67	x2,4
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>46,5%</i>	<i>+3,1 pts</i>	<i>46,6%</i>	<i>+2,6 pts</i>

21
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement - Revenus*

- **Banque de financement**
 - Bonne résistance des revenus dans le contexte du *deleveraging* de 2012
 - Hausse de 3,6% T2/T2 en Financements structurés
 - Reprise progressive de l'activité en Banque commerciale
 - Poursuite de la baisse de la consommation de liquidité
- **Banque de marché et d'investissement**
 - Revenus en forte croissance : +23,6% par rapport à un T2-12 faible, et +6,4% par rapport au T1-13
 - activité commerciale soutenue pour les activités de taux dans un contexte de marché encore volatil
 - volume d'émissions satisfaisant dans les activités de crédit
 - bon niveau d'activité en banque d'investissement, et notamment en primaire actions
 - Risques de marché maintenus à un niveau bas
 - VaR à 15 m€ au 30/06/13 avec une VaR moyenne à 12 m€ sur le trimestre

Revenus de la Banque de financement* (m€)

Revenus de la BMI* (m€)

Revenus de la BFI pérenne* (m€)

22
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement - Résultats*

- Charges d'exploitation : -1,6% T2/T2 en BFI pérenne, avec un coefficient d'exploitation à 59,4%

- En ligne avec la baisse des effectifs
- En incluant les activités en extinction : -6,1% T2/T2

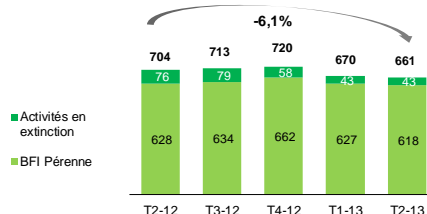
- Coût du risque +8,3% T2/T2, stable T2/T1

- Maintien à un niveau modéré avec une dotation nette de 92 m€ au T2-13, identique à celle du T1-13

- Cession de CLSA

- 31 juillet 2013 : finalisation de la cession de la participation restante de 80,1%
- Montant total de la cession : 1 152 m\$
 - Y compris la cession des 19,9% réalisée en juillet 2012, et hors les activités taïwanaises de CLSA
 - Impact dans les comptes du T3-13

Charges de la BFI (pérenne + act. en extinction)* (m€)



Contribution de la BFI pérenne aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T2-13	ΔT2/T2*	S1-13*	Δ S1*/S1*
Produit net bancaire	1 039	+3,6%	2 046	(10,6%)
- dont DVA	(26)	ns	(39)**	ns
- dont Couvertures de prêts	(10)	ns	15	(81,4%)
Produit net bancaire retraité*	1 075	+10,7%	2 070	(9,0%)
Charges d'exploitation	(618)	(1,6%)	(1 245)	(4,2%)
Coût du risque	(92)	+8,3%	(187)	+60,3%
Résultat net part du Groupe	254	+38,1%	492	(21,5%)
RNPG retraité*	277	+38,3%	502**	(23,6%)

* 2012 retraité du passage en IFRS5 de CA Cheuvreux et CLSA, des impacts du plan d'adaptation. Revenus hors couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 et DVA courante.

** Y compris au T1 l'effet Day 1 DVA / CVA: -46 m€ en PNB et -25 m€ en RNPG

23

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



ACTIVITÉS HORS MÉTIERS

Compte de résultat

- PNB : -376 m€ au T2-13 stable vs T2-12

- Spreads émetteurs : + 68 m€ au T2-13 vs +328 m€ au T2-12
- Plusieurs éléments non récurrents au T2-12
 - Dépréciation d'Intesa : -427 m€
 - Plus-values sur cessions de portefeuilles
- Moindre encaissement de dividendes en 2013 (Intesa)

- Charges d'exploitation

- T2/T2 : -0,7% hors effet impôts et taxes
- S1/S1: -1,8%

- RNPG hors spreads émetteurs: -501m€ au T2-13, stable vs T1-13 : -501m€

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13	Δ S1/S1*
Produit net bancaire	(376)	+0,3%	(1 254)	+43,6%
dont coût de financement	(535)	(0,6%)	(1 066)	(1,4%)
dont gestion financière	(24)	(88,3%)	(110)	(68,7%)
dont spreads émetteurs	68	(79,2%)	(293)	ns
dont autres	115	x2,7	215	(16,2%)
Charges d'exploitation	(217)	+1,2%	(432)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	(593)	+0,6%	(1 686)	+28,4%
Coût du risque	1	ns	66	ns
Résultat d'exploitation	(592)	(2,7%)	(1 620)	+22,6%
Sociétés mises en équivalence	(23)	(6,9%)	(65)	+26,5%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	ns	(4)	(7,0%)
Résultat avant impôts	(617)	(2,3%)	(1 689)	+22,6%
Impôts	195	ns	585	ns
Résultat net part du Groupe	(455)	(31,2%)	(1 188)	(3,6%)
RNPG hors spreads émetteurs	(501)		(1 002)	

* Retraité du rachat de dette hybride au S1-12 pour 864 m€

24

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



CRÉDIT AGRICOLE S.A. : STRUCTURE FINANCIÈRE

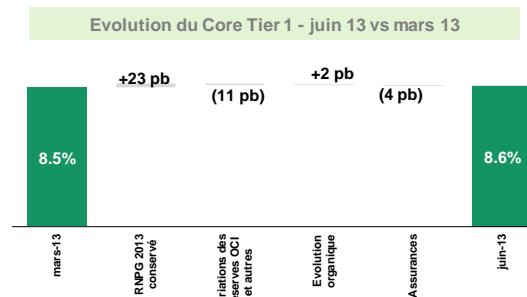
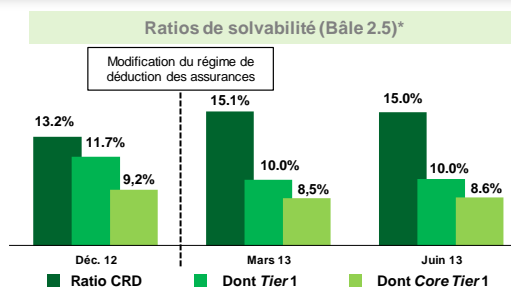
Ratios de solvabilité

■ Emplois pondérés : inchangés vs 31/03/13

- Augmentation de 1,5 Md€ des emplois pondérés de l'assurance : hausse du capital de l'assurance (pondéré à 370%) liée au paiement du dividende en actions
- Effet change et organique : -1,5 Md€
- L'évolution des emplois pondérés est détaillée en annexe (p.68)

■ Ratio Core Tier 1 : +10 pb vs 31/03/13

- Résultat conservé de la période absorbé par la baisse des réserves latentes

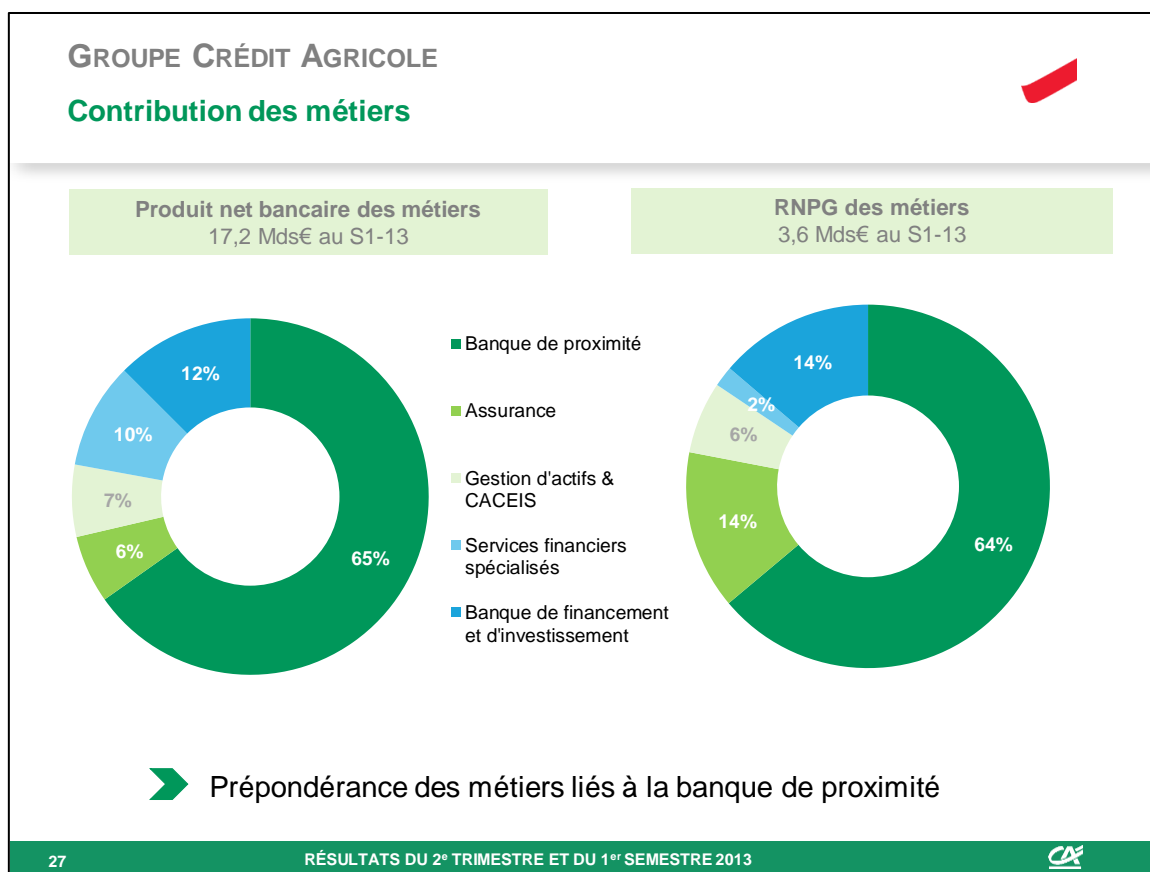


Au 30/06/13 : emplois pondérés au titre des sociétés d'assurance pour 41,5 Mds€

* Traitement des assurances : jusqu'au 31/12/12, application de la méthode du joint forum (impact CAsa : déduction de 13,2 Mds€ du Tier 2 au 31/12/12)
En 2013, application du régime transitoire Bâle 2.5 (Directive congolomérat) : DME déduite du Tier 1 et pondération de VME-DME et de la dette hybride à 370%.

SOMMAIRE

- 1 2^e trimestre 2013 – Messages clés
- 2 Résultats de Crédit Agricole S.A. et des pôles métiers
- 3 Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4 Annexes



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Contribution à 100% des Caisses régionales au résultat du Groupe

En m€	T2-13	Δ T2/T2	S1-13	Δ S1/S1
Produit net bancaire	3 718	+4,1%	7 449	+4,0%
Charges d'exploitation	(1 981)	+0,9%	(3 939)	+1,2%
Résultat brut d'exploitation	1 737	+7,9%	3 510	+7,4%
Coût du risque	(296)	+30,9%	(704)	+25,0%
Sociétés mises en équivalence	-	(62,5%)	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	(71,4%)	2	(66,1%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)	x3,5	(22)	x3,6
Résultat avant impôt	1 420	+2,8%	2 786	+2,9%
Impôts	(479)	+3,3%	(945)	+8,1%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	ns	-	ns
Résultat net part du Groupe	941	+2,6%	1 841	+0,4%
Coefficient d'exploitation	53,3%	(1,7 pt)	52,9%	(1,5 pt)

La dépréciation des titres SACAM International n'a pas d'impact dans le périmètre groupe Crédit Agricole. Elle n'a d'impact que dans les comptes de Crédit Agricole S.A. sur la ligne « Sociétés mises en équivalence »

28 RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Compte de résultat T2-13

En m€	T2-13	dont spread émetteur, DVA** et CPM	T2-12*	dont spread, DVA ** et CPM	dont dépréciation ISP	Δ T2/T2*
Produit net bancaire	8 165	32	8 073	399	(427)	+1,1%
Charges d'exploitation	(4 979)		(5 033)			(1,1%)
Résultat brut d'exploitation	3 186	32	3 040	399	(427)	+4,8%
Coût du risque	(980)		(1 018)			(3,8%)
Sociétés mises en équivalence	5		74			(94,5%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2		44			(95,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)		(6)			x3,5
Résultat avant impôt	2 191	32	2 134	399	(427)	+2,7%
Impôts	(717)	(10)	(866)	(138)		(17,2%)
Résultat net des act. arrêtées ou en cours de cession	(4)		(404)			(99,2%)
Résultat net	1 470	22	864	261		+70,4%
Résultat net part du Groupe	1 385	22	808	261	(427)	+71,5%
Résultat net part du Groupe hors spread émetteur, DVA et CPM et, en 2012, dépréciation des titres Intesa	1 363		974			

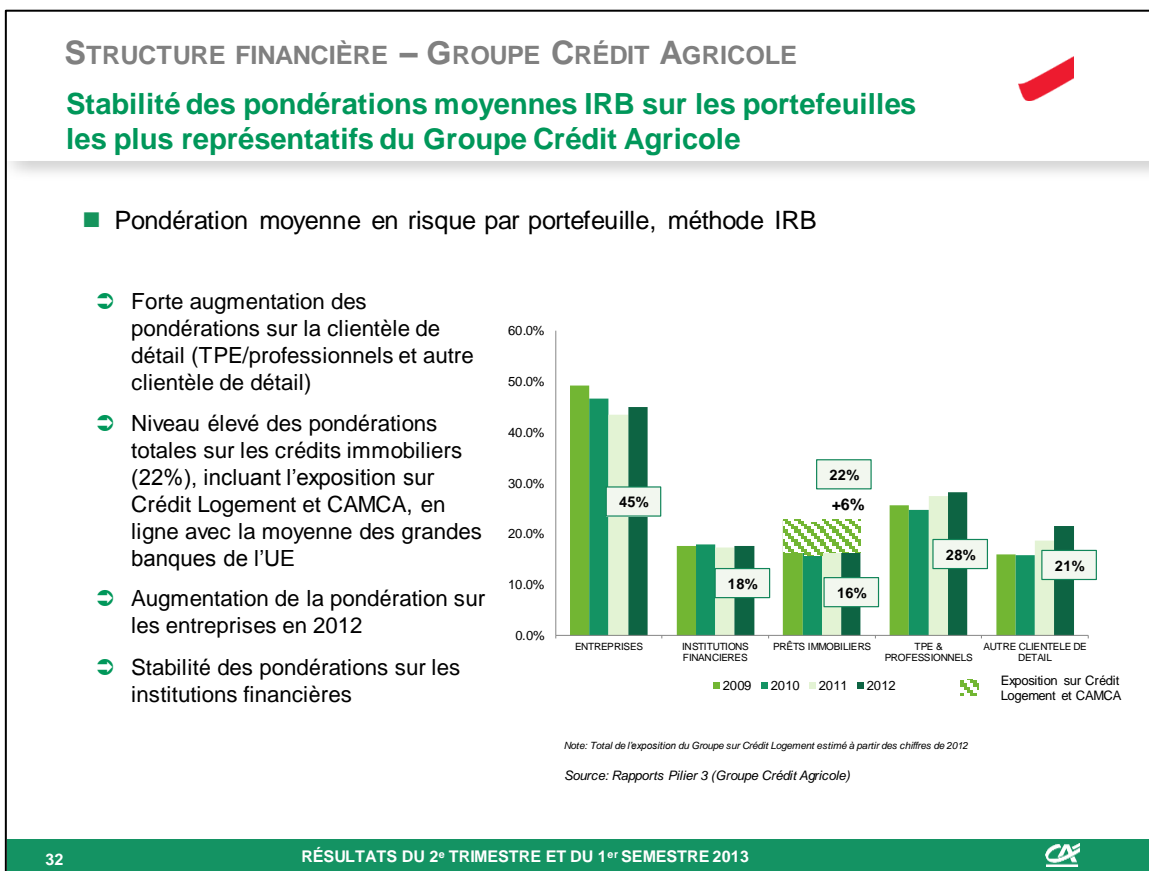
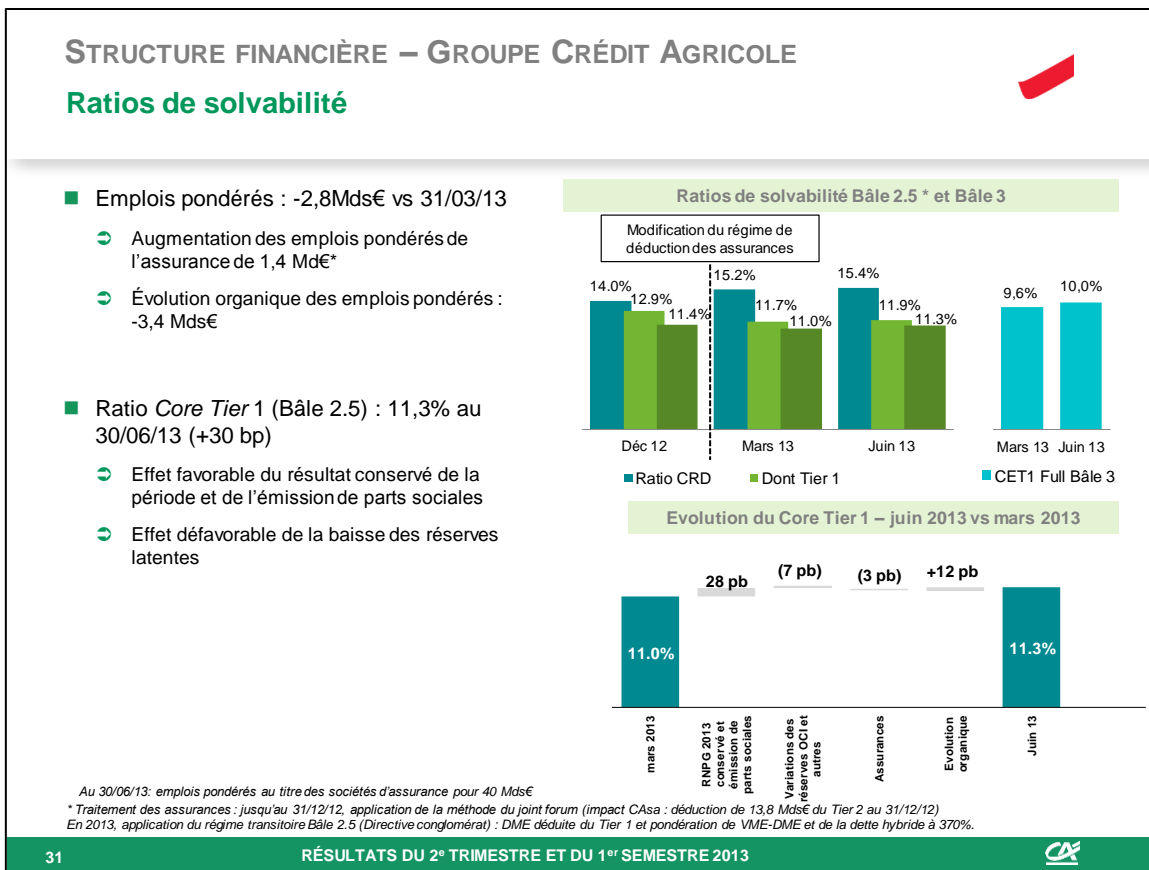
* T2-12 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** Impacts Day 1 CVA/DVA et DVA courante comptabilisés à partir du 1^{er} janvier 2013

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Compte de résultat S1-13

En m€	S1-13	dont spread émetteur, DVA** et CPM	S1-12*	dont spread, DVA ** et CPM	dont dépréciation ISP	Var S1/S1*
Produit net bancaire	15 799	(317)	16 960	384	(427)	(6,8%)
Charges d'exploitation	(9 905)		(10 035)			(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	5 894	(317)	6 925	384	(427)	(14,9%)
Coût du risque	(2 159)		(2 302)			(6,2%)
Sociétés mises en équivalence	34		137			(75,6%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	23		40			(41,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)		(6)			x3,6
Résultat avant impôt	3 770	(317)	4 794	384	(427)	(21,4%)
Impôts	(1 198)	115	(1 743)	(133)		(31,3%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	2		(1 310)			(100,2%)
Résultat net	2 574	(202)	1 741	251		+47,9%
Résultat net part du Groupe	2 410	(202)	1 671	251	(427)	+44,2%
Résultat net part du Groupe hors spread émetteur, DVA et CPM et, en 2012, dépréciation des titres Intesa	2 612		1 847			

* S1-12 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** Impacts Day 1 CVA/DVA et DVA courante comptabilisés à partir du 1^{er} janvier 2013



STRUCTURE FINANCIÈRE – GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Adaptation aux évolutions réglementaires

■ Solvabilité

- ➔ Ratio CET1 Full Bâle 3* > 10% fin 2013 pour le groupe Crédit Agricole
- ➔ Finalisation du Switch 2 au S2-13, pour mise en place au 01/01/14 (sans impact pour le groupe Crédit Agricole)

■ Respect des nouveaux ratios de liquidité (1^{re} application : 2015)

- ➔ LCR Crédit Agricole S.A. > 100% en 2013
- ➔ LCR groupe Crédit Agricole > 100% en 2014

■ Ratio de levier groupe Crédit Agricole : 3,5%* juin 2013

* Selon CRD 4, telle qu'appliquée par le groupe Crédit Agricole
Ratio de levier : Core Tier 1 full Bâle 3 et Tier 1 existant grand-fatheré ; pour les dérivés et les repos : valeur prudentielle

SOMMAIRE

- 1** 2^e trimestre 2013 – Messages clés
- 2** Résultats de Crédit Agricole S.A. et des pôles métiers
- 3** Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4** Annexes

SOMMAIRE DES ANNEXES

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat détaillé par pôle - trimestriel	36
Compte de résultat détaillé par pôle - semestriel	37
Données par action	38

Données complémentaires sur les pôles de Crédit Agricole S.A.

Caisses régionales : Encours de collecte et de crédit	39
Caisses régionales : Données du compte de résultat	40
LCL : Encours de collecte et de crédit	41
LCL : Détail du produit net bancaire	42
BPI : Indicateurs d'activité et produit net bancaire par entité	43
Gestion de l'épargne : Indicateurs d'activité - encours gérés	44
Gestion de l'épargne : Indicateurs d'activité - assurance-vie	45
Services financiers spécialisés : Indicateurs d'activité	46
BFI : Analyse des résultats du T2-13	47
BFI : Analyse des résultats du S1-13	48
BFI : Activités en cours d'arrêt	49
BFI : Classements	50
BFI : Mandats significatifs	51
BFI : Expositions sensibles selon le FSB	52

Evolution du risque

Fonds propres alloués par métier	57
Emplois pondérés par métier	58
Evolution des encours de risques de crédit	59
Risques par zone géographique et par secteur d'activité	60
Exposition aux risques de marché	61
Mise à jour des expositions souveraines - groupe CA	62
Expositions assurances aux dettes souveraines périphériques	63
Encours de crédit aux pays européens sous surveillance	64
Encours de crédit à l'Espagne et à l'Italie	65

Structure financière

Fonds propres prudentiels du groupe Crédit Agricole	66
Fonds propres prudentiels de Crédit Agricole S.A.	67
Evolution des emplois pondérés de Crédit Agricole S.A.	68
Liquidité : Bilan cash du groupe Crédit Agricole	69
Liquidité : Réserves de liquidité du groupe Crédit Agricole	70
Liquidité : Un financement diversifié du groupe Crédit Agricole	71

Bilan consolidé

Capitaux propres et dettes subordonnées	72
Bilan consolidé : Crédit Agricole S.A.	73
Bilan consolidé : Groupe Crédit Agricole	74

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé*

En m€	Banque de proximité en France - Caisses régionales		Banque de proximité en France - LCL		Banque de proximité à l'international		Services financiers spécialisés		Gestion de l'épargne		Banque de financement et d'investissement **		Activités en cours d'arrêt		Activités hors métiers **		Groupe	
	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13	T2-12	T2-13
Produit net bancaire	-	-	1 001	960	651	612	884	826	1 215	1 276	1 003	1 039	47	49	(374)	(376)	4 427	4 386
Charges d'exploitation	-	-	(630)	(632)	(447)	(378)	(384)	(384)	(606)	(628)	(628)	(618)	(76)	(43)	(215)	(217)	(2 986)	(2 900)
Résultat brut d'exploitation	-	-	371	328	204	234	500	442	609	648	375	421	(29)	6	(589)	(593)	1 441	1 486
Coût du risque	-	-	(66)	(69)	(128)	(121)	(444)	(386)	(4)	(2)	(85)	(92)	(43)	(11)	(18)	1	(788)	(680)
Sociétés mises en équivalence	173	256	-	-	28	(41)	5	8	3	4	40	35	-	-	(24)	(23)	225	239
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	1	1	(2)	-	-	-	28	-	12	3	-	-	2	(2)	41	2
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	173	256	306	260	102	72	61	64	636	650	342	367	(72)	(5)	(629)	(617)	919	1 047
Impôts	-	-	(107)	(90)	13	(26)	(34)	(37)	(187)	(199)	(114)	(100)	22	1	12	195	(395)	(256)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	(365)	3	-	-	-	-	(39)	(7)	-	-	(1)	-	(405)	(4)
Résultat net	173	256	199	170	(250)	49	27	27	449	451	189	260	(50)	(4)	(618)	(422)	119	787
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	9	8	7	24	(29)	(20)	36	41	5	6	(9)	(1)	44	33	63	91
Résultat net part du Groupe	173	256	190	162	(257)	25	56	47	413	410	184	254	(41)	(3)	(662)	(455)	56	696

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS 5 d'Emporiki, CLSA et Cheuvreux, et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en Activités hors métiers (AHM)

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé*

En m€	Banque de proximité en France - Caisses régionales		Banque de proximité en France - LCL		Banque de proximité à l'international		Services financiers spécialisés		Gestion de l'épargne		Banque de financement et d'investissement **		Activités en cours d'arrêt		Activités hors métiers **		Groupe	
	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13	S1-12	S1-13
Produit net bancaire	-	-	2 013	1 935	1 244	1 207	1 805	1 651	2 602	2 551	2 287	2 046	(296)	103	(9)	(1 254)	9 646	8 239
Charges d'exploitation	-	-	(1 246)	(1 245)	(839)	(764)	(794)	(770)	(1 194)	(1 237)	(1 300)	(1 245)	(157)	(86)	(440)	(432)	(5 970)	(5 779)
Résultat brut d'exploitation	-	-	767	690	405	443	1 011	881	1 408	1 314	987	801	(453)	17	(449)	(1 686)	3 676	2 460
Coût du risque	-	-	(144)	(158)	(245)	(318)	(1 069)	(816)	(55)	(3)	(116)	(187)	(94)	(29)	(8)	66	(1 731)	(1 445)
Sociétés mises en équivalence	545	599	-	-	52	(41)	10	14	5	10	80	69	-	-	(52)	(65)	640	586
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	6	-	17	-	-	28	-	12	3	-	-	(4)	(4)	36	22
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	545	599	623	538	212	101	(48)	79	1 386	1 321	963	686	(547)	(12)	(513)	(1 689)	2 621	1 623
Impôts	-	-	(209)	(187)	(29)	(27)	(37)	(52)	(428)	(427)	(279)	(178)	192	4	(76)	585	(866)	(282)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	(1 269)	6	-	-	-	-	(41)	(4)	-	-	(2)	-	(1 312)	2
Résultat net	545	599	414	351	(1 086)	80	(85)	27	958	894	643	504	(355)	(8)	(591)	(1 104)	443	1 343
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	20	17	-	27	(113)	(40)	90	81	16	12	(27)	(3)	90	84	76	178
Résultat net part du Groupe	545	599	394	334	(1 086)	53	28	67	868	813	627	492	(328)	(5)	(681)	(1 188)	367	1 165

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS 5 d'Emporiki, CLSA et Cheuvreux, et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes
 ** 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en Activités hors métiers (AHM)

37

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



STRUCTURE FINANCIÈRE

Données par action

Répartition du capital	Jun 12	Décembre 12	Jun 13
SAS Rue La Boétie	1 405 263 364	1 405 263 364	1 405 263 364
Titres d'auto-contrôle*	9 782 319	7 319 186	7 017 615
Employés (FCPE, PEE)	125 884 016	110 546 010	111 247 810
Public	957 090 838	974 891 977	974 491 748
Nombre d'actions (fin de période)	2 498 020 537	2 498 020 537	2 498 020 537

Données par action	Jun 12**	Décembre 12**	Jun 13
Nombre d'actions (fin de période)	2 498 020 537	2 498 020 537	2 498 020 537
Nombre moyen (retenu pour la détermination du résultat net par action)	2 475 587 234	2 476 072 634	2 478 032 948
Actif net par action	17,8 €	15,8 €	16,1 €
Actif net tangible par action	10,1 €	9,6 €	9,8 €
Résultat net part du Groupe	367m€	(6 389m€)	1 165m€
Résultat net par action	0,15€	(2,58€)	0,47€

* Actions détenues directement au bilan de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du programme de rachat en couverture des engagements vis-à-vis des salariés et au sein du contrat de liquidité
 ** 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

38

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES

Encours de collecte et de crédit

Encours de collecte (Mds€)*

En Mds€	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin/Juin
Titres	41,3	43,4	45,0	44,2	43,6	+5,7%
OPCVM et SCPI	36,7	37,0	35,6	35,9	35,2	(4,1%)
Assurance-vie	155,5	156,4	160,0	160,9	160,9	+3,5%
Collecte hors bilan	233,5	236,8	240,6	241,0	239,7	+2,7%
Dépôts à vue	81,7	82,9	83,0	81,2	83,4	+2,1%
Épargne logement	75,9	75,5	75,9	75,5	75,4	(0,7%)
Livrets	95,0	97,4	103,0	106,0	107,4	+13,1%
Comptes et dépôts à terme	68,3	70,6	71,8	71,6	70,5	+3,3%
Collecte bilan	320,9	326,4	333,7	334,3	336,7	+4,9%
TOTAL	554,4	563,2	574,3	575,3	576,4	+4,0%

Livrets, dont :

Livret A	26,0	27,2	30,6	32,6	33,4	+28,6%
LEP	13,2	13,2	12,9	13,0	12,9	(1,8%)
LDD	21,4	21,4	28,5	29,7	30,0	+40,2%

Encours de crédit (Mds€)

En Mds€	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin/Juin
Habitat	217,1	217,7	218,9	219,4	220,9	+1,7%
Consommation	16,4	16,0	15,9	15,5	15,4	(6,3%)
Entreprises et professionnels	83,9	83,8	84,1	82,2	81,2	(3,3%)
Agriculture	34,6	34,8	34,0	34,5	35,4	+2,3%
Collectivités locales	42,3	42,6	43,1	42,5	42,5	+0,6%
TOTAL	394,3	394,9	396,0	394,1	395,4	+0,3%

* Encours hors placements de la clientèle financière

39

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES

Données du compte de résultat

Contribution des Caisses régionales aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m€	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	Δ T2/T2	Δ S1/S1
Résultat net mis en équivalence	184	227	216	227	164	211	72	214	235	+43,3%	+14,9%
Variation de quote-part dans les réserves	16	(9)	-	145	9	(1)	(3)	129	21	x2,3	(2,7%)
QUOTE-PART DE RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	200	218	216	372	173	210	69	343	256	+48,1%	+9,9%

Commissions clientèle par trimestre

En m€	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	Δ T2/T2	Δ S1/S1
Services et autres opérations bancaires	123	222	163	185	217	174	152	186	150	(30,7%)	(16,5%)
Valeurs mobilières	96	98	88	90	78	77	80	81	69	(11,5%)	(10,4%)
Assurances	550	526	624	578	522	514	680	613	547	+4,6%	+5,4%
Gestion de comptes et moyens de paiement	585	465	507	513	484	511	519	508	562	+15,9%	+7,2%
TOTAL	1 354	1 311	1 382	1 366	1 301	1 276	1 431	1 388	1 328	+2,0%	+1,8%

40

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

Encours de collecte et de crédit

Encours de collecte (Mds€)							Encours de crédit (Mds€)						
En Mds€	Jun 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Jun 13	Δ Jun/Juin	En Mds€	Jun 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Jun 13	Δ Jun/Juin
Titres	7,8	8,3	8,5	8,6	8,6	+10,1%	Entreprises et professionnels	26,7	26,9	27,1	27,0	27,0	+1,2%
OPCVM	17,2	17,4	17,1	16,3	15,1	(11,9%)	Consommation	6,9	6,7	7,0	6,7	6,6	(3,7%)
Assurance-vie	48,9	50,2	51,1	52,2	52,4	+7,0%	Habitat	54,2	54,6	55,1	55,3	55,3	+2,0%
Collecte Hors bilan	73,9	75,9	76,7	77,1	76,1	+3,0%	TOTAL	87,8	88,2	89,2	89,0	88,9	+1,3%
Dépôts à vue	25,6	26,2	26,2	25,3	26,0	+1,8%							
Epargne logement	8,4	8,4	8,2	8,2	8,2	(2,8%)							
Obligations	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	+9,7%							
Livrets *	29,1	29,8	30,2	31,7	33,6	+15,2%							
CAT, PEP	12,4	13,4	13,2	14,4	14,6	+17,6%							
Collecte Bilan	77,6	80,0	80,0	81,9	84,7	+9,1%							
TOTAL	151,5	155,9	156,7	159,0	160,8	+6,1%							
Livrets, dont													
Livret A	4,8	5,2	5,8	6,4	6,7	+39,7%							
LEP	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	(2,4%)							
LDD	5,4	5,4	6,3	7,0	7,2	+33,7%							

* Y compris épargne liquide entreprise

41

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

Détail du produit net bancaire

Produit net bancaire								
En m€	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	Δ T2**/T2**	Δ S1**/S1**
Marge d'intérêt	621	618	590	555	596	578	+0,3%	(0,9%)
Commissions	391	383	369	364	379	382	(0,1%)	1,0%
- Gestion mobilière	45	43	45	43	43	43	+0,2%	(2,3%)
- Assurance	127	132	129	134	134	134	+1,7%	+3,5%
- Gestion de comptes services et moyens de paiement	219	208	195	187	202	205	(1,4%)	+0,2%
TOTAL	1 012	1 001	959	919	975	960	+0,1%	(0,1%)

* Les commissions sur engagement liées à la mise en place d'un crédit ont été reclassées en marge d'intérêt
 ** Après retraitement provision PEL-CEL et reversement EIC

42

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL

Indicateurs d'activité et produit net bancaire par entité

Activité - Cariparma

(m€)	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Juin 13
Dont Crédits aux particuliers	13 159	13 407	13 602	13 714	13 689	13 752
<i>Dont crédits immobiliers</i>	<i>12 102</i>	<i>12 375</i>	<i>12 601</i>	<i>12 762</i>	<i>12 770</i>	<i>12 848</i>
Dont Crédits aux professionnels et PME	14 973	14 775	14 488	14 220	13 685	13 503
Dont Crédits aux grandes entreprises	4 124	4 155	3 968	3 872	3 740	4 032
Total encours de crédits	33 589	33 656	33 456	33 370	32 836	33 044
Total encours de collecte bilan	34 909	34 892	35 457	35 621	35 772	36 110
Total encours de collecte hors bilan	48 090	46 750	52 897	51 302	50 804	50 188

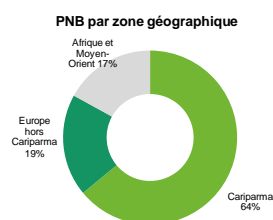
Activité - Autres entités BPI*

(m€)	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Juin 13
Dont Crédits aux particuliers	4 985	4 901	5 017	5 049	4 984	4 973
<i>Dont crédits immobiliers</i>	<i>2 004</i>	<i>1 971</i>	<i>2 010</i>	<i>2 028</i>	<i>2 048</i>	<i>2 049</i>
Dont Crédits aux professionnels et PME	1 135	1 228	1 249	1 262	1 252	1 282
Dont Crédits aux grandes entreprises	3 198	3 787	3 616	3 561	3 643	3 892
Total encours de crédits	9 318	9 916	9 883	9 872	9 879	10 147
Total encours de collecte bilan	9 145	10 016	9 911	10 095	10 444	10 305
Total encours de collecte hors bilan	na	1 119	1 207	1 140	1 422	1 551

Produit net bancaire

(m€)	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	Δ T2 / T2
Cariparma	400	429	401	404	387	393	(8,3%)
Autres entités BPI*	193	222	216	207	208	219	(1,2%)
Produit net bancaire	593	651	617	611	595	612	(5,9%)

* 2012 retraité des encours d'Emporiki



43

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



GESTION DE L'ÉPARGNE

Indicateurs d'activité - Evolution des encours gérés

Encours gérés hors double comptes*

En Mds€	Déc. 11	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin / Juin	Δ Juin 13 / Mars 13
Encours gérés	1 006	1 047	1 050	1 074	1 097	1 122	1 107	+5,4%	(1,3%)
Encours gérés hors double comptes	814	846	845	861	878	897	884	+4,6%	(1,4%)

* Gestion d'actifs, assurance-vie et banque privée (Gestion d'actifs : données incluant à 100% les joint-ventures en Asie)

Encours gérés en Banque privée

En Mds€	Déc. 11	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin / Juin	Δ Juin 13 / Mars 13
LCL Private Banking	34,8	36,0	35,1	35,8	38,3	38,5	38,4	+9,5%	(0,2%)
CA Private Banking	91,5	93,2	93,0	94,6	93,9	96,5	93,3	+0,3%	(3,4%)
France	22,4	22,6	22,1	22,4	22,1	22,4	22,4	+1,3%	(0,1%)
International	69,1	70,6	70,9	72,2	71,8	74,1	70,9	0,0%	(4,3%)
Total	126,3	129,2	128,1	130,4	132,2	135,0	131,7	+2,8%	(2,5%)

44

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



GESTION DE L'ÉPARGNE

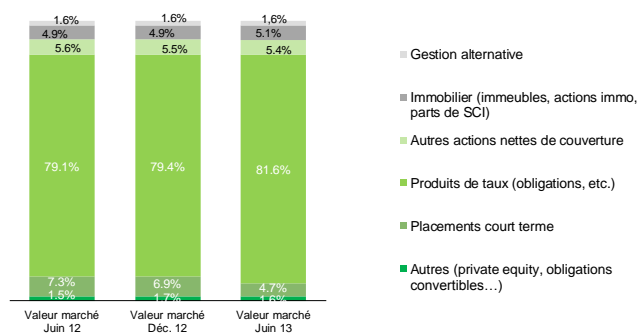
Indicateurs d'activité - Assurance-vie

Encours gérés en assurance-vie*

En Mds€	Juin 11	Sept. 11	Déc. 11	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin / Juin
en UC	39,0	37,5	37,7	39,8	39,2	41,2	41,6	42,0	40,9	+4,3%
en euros	177,2	178,8	178,5	178,9	179,2	180,6	183,2	186,2	188,3	+5,1%
Total	216,2	216,3	216,2	218,7	218,4	221,8	224,8	228,2	229,2	+4,9%

* Retraité de BES Vida sorti au T2-12

Ventilation des placements (hors unités de comptes)**



** Périmètre des entités vie du groupe Crédit Agricole Assurances, retraits de BES Vida (sortie du périmètre au T2-12)

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Indicateurs d'activité

CACF (Mds€)

	Juin 11	Sept. 11	Déc. 11	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin / Juin	Δ Juin 13 / Mars 13
Encours consolidés	52,2	51,9	51,6	51,0	49,7	48,6	47,6	47,1	46,5	(6,4%)	(1,2%)
<i>dont Agos-Ducato</i>	21,0	20,9	20,7	20,7	20,8	20,1	19,3	19,1	18,9	(9,2%)	(1,3%)
Encours groupe Crédit Agricole	13,3	13,3	13,4	13,3	13,3	13,1	13,3	12,8	12,7	(4,3%)	(0,6%)
Encours gérés pour compte de tiers	12,9	12,9	13,3	13,0	13,1	12,5	12,3	13,1	13,1	(0,7%)	(0,3%)
Total Encours gérés	78,4	78,1	78,3	77,3	76,1	74,2	73,2	73,0	72,3	(5,1%)	(0,9%)

CAL&F (Mds€)

	Juin 11	Sept. 11	Déc. 11	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Δ Juin / Juin	Δ Juin 13 / Mars 13
Encours gérés en crédit-bail*	18,2	18,2	18,1	17,9	17,5	16,9	16,6	16,4	16,2	(7,7%)	(1,2%)
<i>dont France*</i>	14,2	14,2	14,1	13,8	13,5	12,9	12,7	12,5	12,3	(8,9%)	(1,2%)
Chiffre d'affaires factoré	16,6	12,2	15,4	14,1	14,5	13,1	14,6	13,7	14,8	+2,4%	+8,7%
<i>dont France</i>	10,0	9,4	10,5	9,1	9,7	8,6	9,9	8,8	9,7	(0,3%)	+10,3%

* retraits jusqu'en 2012 (changement de méthodologie sur les syndications)

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Analyse des résultats du T2-13

En m€	T2-13 Publié	Impact des couvertures de prêts	Impact DVA courante	T2-13 Retraité	Activités en cours d'arrêt	BFI pérenne retraitée	Dont banque de financement	Dont banque de marché et d'invest.
Produit net bancaire	1 088	(10)	(26)	1 124	49	1 075	525	550
Charges d'exploitation	(661)	-	-	(661)	(43)	(618)	(217)	(401)
Résultat brut d'exploitation	427	(10)	(26)	463	6	457	308	149
Coût du risque	(103)	-	-	(103)	(11)	(92)	(80)	(12)
Résultat d'exploitation	324	(10)	(26)	360	(5)	365	228	137
Sociétés mises en équivalence	35	-	-	35	-	35	35	-
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	-	3	-	3	3	-
Impôts	(99)	4	9	(112)	1	(113)	(71)	(42)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	(7)	-	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Résultat net	256	(6)	(17)	279	(4)	283	195	88
Participations ne donnant pas le contrôle	5	-	-	5	(1)	6	4	2
Résultat net part du Groupe	251	(6)	(17)	274	(3)	277	191	86

47

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

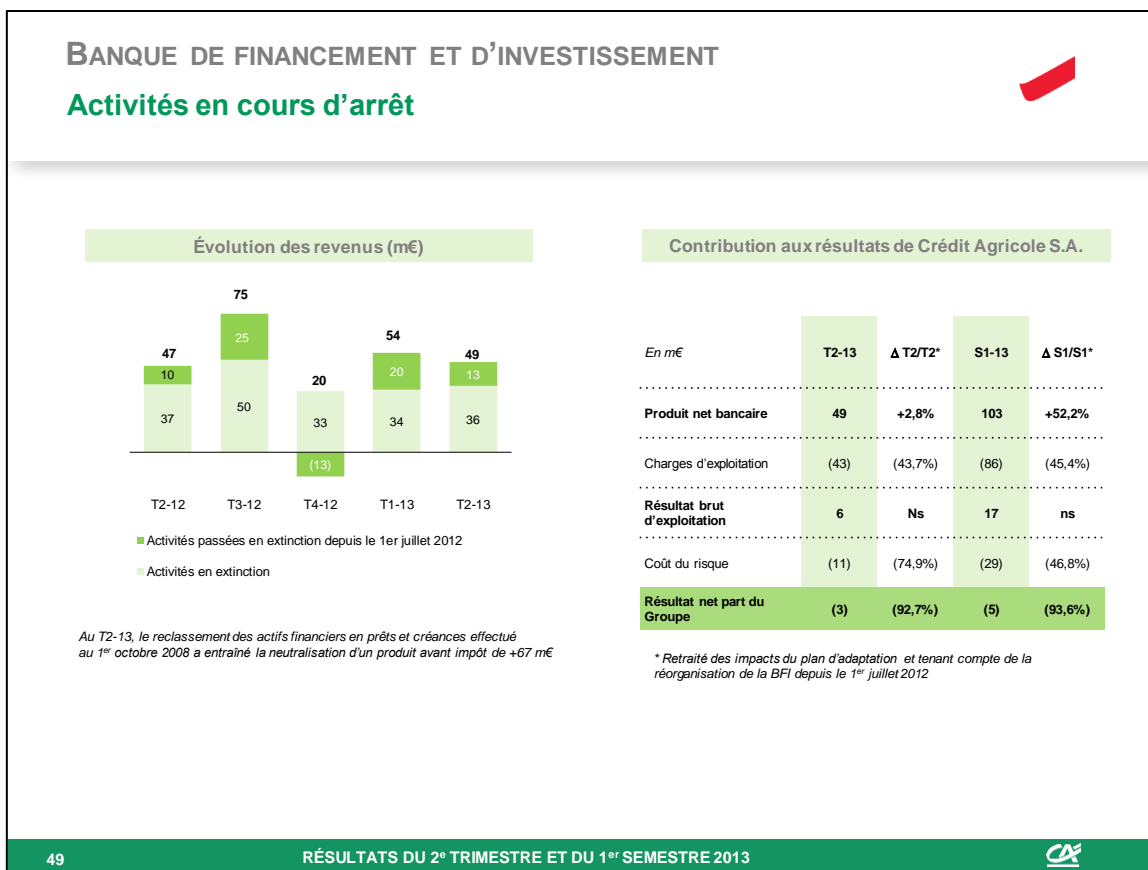
Analyse des résultats du S1-13

En m€	S1-13 Publié	Impact des couvertures de prêts	Impact CVA/DVA Day 1	Impact DVA courante	S1-13 Retraité	Activités en cours d'arrêt	BFI pérenne retraitée	Dont banque de financement	Dont banque de marché et d'invest.
Produit net bancaire	2 149	15	(46)	7	2 173	103	2 070	1 003	1 067
Charges d'exploitation	(1 331)	-	-	-	(1 331)	(86)	(1 245)	(450)	(795)
Résultat brut d'exploitation	818	15	(46)	7	842	17	825	553	272
Coût du risque	(216)	-	-	-	(216)	(29)	(187)	(171)	(16)
Résultat d'exploitation	602	15	(46)	7	626	(12)	638	382	256
Sociétés mises en équivalence	69	-	-	-	69	-	69	69	-
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	-	-	3	-	3	3	-
Impôts	(174)	(5)	21	(2)	(188)	4	(192)	(112)	(80)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	-	-	-	(4)	-	(4)	-	(4)
Résultat net	496	10	(25)	5	506	(8)	514	342	172
Participations ne donnant pas le contrôle	9	-	-	-	9	(3)	12	7	5
Résultat net part du Groupe	487	10	(25)	5	497	(5)	502	335	167

48

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013





BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Classements

Consolidation des positions concurrentielles de Crédit Agricole CIB et expertises reconnues dans ses métiers d'excellence

- Banque de financement - Banque commerciale
 - ➔ CACIB conserve son 1^{er} rang sur les activités de syndication en France et se situe à la 2^e place sur la zone EMEA et en Europe occidentale¹
 - ➔ CACIB se situe également à la 2^e place sur la syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA¹

- Banque de marché et d'investissement - Origination et Titrisation
 - ➔ CACIB demeure à la 1^{re} place mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo¹
 - ➔ 1^{re} place également en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP¹

¹ Source : Thomson Financial

50
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Mandats significatifs

■ Banque de marché et d'investissement

JUNE 2013



EUR 365,000,000

Spin-Off
Global Coordinator
Advisor

MAY 2013



USD 500,000,000
FRN Senior Unsecured Notes
Due 2016

USD 1,000,000,000
1,7% Senior Unsecured Notes
Due 2016

Joint Bookrunner

APRIL 2013



For the disposal of
its stake in



EUR 2,283,000,000

Advisor

APRIL 2013



EUR 625,000,000
4,625% Senior Unsecured Notes
Due 2020

USD 2,485,000,000
4,5% Senior Unsecured Notes
Due 2020

Joint Bookrunner

■ Métiers de financement

JUNE 2013



USD 3,500,000,000
Term Loan Facility

Mandated Lead
Arranger

MAY 2013



EUR 150,000,000
Construction of the second
tranche of the SFR's future
Headquarters

APRIL 2013



EUR 34,000,000
Acquisition of 4 clinics

Agent & Co-Arranger

APRIL 2013



USD 120,000,000
Senior Secured Facility
Shipping Sector

Bookrunner & MLA

51
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

■ Expositions sur ABS Immobiliers

RMBS	US		Royaume-Uni		Espagne	
	31/12/12	30/06/13	31/12/12	30/06/13	31/12/12	30/06/13
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute	339	242	181	143	100	64
Décote	(161)	(88)	(32)	(24)	(26)	(9)
Exposition nette en m€	178	154	149	119	74	55
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	109	85	40	37	6	5
Décote	(97)	(72)	(5)	(5)	(1)	(1)
Exposition nette en m€	12	13	35	32	5	4
% subprime sous-jacents sur exposition nette	95%	97%				
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	78%	75%				
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	22%	25%				
Ventilation par notation sur exposition brute totale						
AAA	5%	3%				
AA	4%	3%				
A	3%	4%	79%	100%	58%	82%
BBB	3%	3%			13%	18%
BB	3%	2%	21%			
B	5%	2%			7%	
CCC	3%	10%				
CC	3%	3%				
C	43%	22%			22%	
Non noté	26%	48%				
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Exposition nette en m€ CMBS						
		31/12/12		30/06/13		
Comptabilisés en prêts et créances						
CMBS US		25		23		
CMBS Grande-Bretagne		68		33		
CMBS Autres						
Comptabilisés en actifs évalués à la juste valeur						
CMBS US						
CMBS Grande-Bretagne		5		5		
CMBS Autres		3		2		

- Stock de provisions collectives au 30/06/13 sur RMBS et CMBS en prêts et créances : 69 m€
- Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste valeur :
 - 30 juin 13: nominal = 57 m€ ; juste valeur = 49 m€
 - 31 décembre 12: nominal = 93 m€ ; juste valeur = 79 m€

52
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013


BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

■ CDO super senior à sous jacents résidentiels US non couverts

⇒ Décomposition par tranche de CDO super senior

En m€	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	1 173	1 875
Décote	(1 156)	(1 222)
Provision collective	-	(121)
Valeur nette	17	532
<i>Valeur nette au 31/12/12</i>	<i>18</i>	<i>744</i>
Taux de décote*	99%	72%
Sous-jacent		
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits avant 2006	9%	30%
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits en 2006 et 2007	31%	3%
% des actifs Alt A sous-jacents	2%	6%
% des actifs Jumbo sous-jacents	0%	3%

- ⇒ Après dépréciation collective et prise en compte des tranches décotées à 100%, le taux de décote des CDO comptabilisés en prêt et créances s'élève à 72%

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

■ CDO super senior à sous-jacents résidentiels US

⇒ Méthodologie au 30/06/13:

CDO super senior évalués à la juste valeur

- Les décotes sont obtenues à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO
- Les taux de pertes finales appliqués sur les prêts en vie sont calibrés en fonction :
 - de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel
 - du comportement historique des portefeuilles (remboursements anticipés, amortissement, pertes constatées)
- Les taux de pertes sont exprimés en pourcentage du nominal des prêts en vie. Cette approche nous permet notamment de visualiser nos hypothèses de pertes en fonction de nos risques toujours au bilan de la banque.

Taux de perte <i>subprime</i> produits en :			
Date de clôture	2005	2006	2007
31/12/11	50%	60%	60%
31/12/12	50%	60%	60%
30/06/13	50%	60%	60%

CDO super senior évalués au coût amorti

- Depuis le quatrième trimestre 2012, ils sont dépréciés selon la même méthodologie que les CDO super senior évalués à la juste valeur, à la différence que, les flux futurs obtenus sont actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif en date de reclassement.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT			
Expositions sensibles selon les recommandations du FSB			
■ Autres expositions			
➤ CLO non couverts			
En m€	Brut	Décote	Net
CLO évalués à la juste valeur	539	(16)	523
CLO en prêts et créances*	2 020	(35)	1 985
* Inclut une provision collective de 11 m€			
➤ CDO Mezzanines non couverts			
En m€	Brut	Décote	Net
CDO mezzanines non couverts évalués à la juste valeur	602	(602)	-
CDO mezzanines non couverts en prêts et créances*	74	(74)	-
* Tranches de CDO mezzanines issues de la liquidation d'un CDO anciennement comptabilisé en prêts et créances			

55

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT					
Expositions sensibles selon les recommandations du FSB					
■ Protections acquises pour couvrir des expositions sur CDO et autres actifs au 30/06/13					
➤ Auprès de <i>monolines</i>					
En m€	Monolines en couverture de :				Total protections acquises auprès de <i>monolines</i>
	CDO résidentiels américains	CDO corporate	CLO	Autres sous-jacents	
Montant notionnel brut de la protection acquise	65	2 653	280	318	3 316
Montant notionnel brut des éléments couverts	65	2 653	280	318	3 316
Juste valeur des éléments couverts	41	2 651	264	199	3 155
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	24	2	16	119	161
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	(1)	(1)	(15)	(92)	(109)
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur <i>monolines</i>	23	1	1	27	52

Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur *monolines*

Notation la plus basse émise par S&P ou Moody's au 30 juin 13:
 Baa2: Assured Guaranty
 B+ : Radian
 B3 : MBIA
 N/R : CIFG

➤ Auprès de CDPC

- Au 30/06/13, l'exposition nette auprès de CDPC est de 85 m€ (sur des CDO *corporate*) après prise en compte d'une décote de 22 m€. L'exposition nette au 31/12/12 était de 89 m€.

56

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



ÉVOLUTION DU RISQUE

Fonds propres alloués par métier

■ Les fonds propres sont alloués par métier sur la base de :

- Pour la Banque de proximité en France, la BPI, les SFS et la BFI :
7% des emplois pondérés majorés de 50% de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participation dans des établissements financiers étrangers
- Pour la Gestion d'actifs et la Banque privée :
le maximum entre 7% des emplois pondérés et 3 mois de charges d'exploitation, majorés de 50% de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participation dans des établissements financiers étrangers
- Pour l'Assurance:
100% de la marge de solvabilité

En Mds€	Juin 12*	Déc. 12*	Juin 13
Banque de proximité en France	2,9	3,0	3,0
- Caisses régionales	0,1	0,2	0,2
- LCL	2,8	2,8	2,8
Banque de proximité à l'international	5,1	4,4	3,4
Services financiers spécialisés	3,9	3,8	3,7
Gestion de l'épargne et assurance	10,1	10,7	11,1
Banque de financement et d'investissement	8,5	8,2	8,4
- Banque de financement	5,3	5,1	5,1
- Banque de marchés et d'investissement	2,7	2,3	2,6
- Activités en cours d'arrêt	0,5	0,8	0,7

* Y compris Emporiki dans la Banque de proximité à l'international

ÉVOLUTION DU RISQUE

Emplois pondérés par métier

En Mds€	Juin 12*	Déc. 12*	Juin 13
Banque de proximité en France	39,1	40,5	40,7
- Caisses régionales	1,0	2,2	3,2
- LCL	38,1	38,3	37,5
Banque de proximité à l'international	59,9	56,2	41,7
Services financiers spécialisés	54,0	53,2	53,1
Gestion de l'épargne et assurance	16,7	16,7	60,1
Banque de financement et d'investissement	111,6	107,1	109,3
- Banque de financement	66,3	63,1	62,8
- Banque de marchés et d'investissement	38,4	33,1	36,9
- Activités en cours d'arrêt	6,9	10,9	9,6
Activités hors métiers	20,9	19,4	21,4
Total	302,2	293,1	326,3
dont risque de crédit	271,2	257,1	285,6
dont risque de marché	8,1	13,1	17,9
dont risque opérationnel	22,9	22,9	22,8

* Y compris Emporiki dans la Banque de proximité à l'international

ÉVOLUTION DU RISQUE

Evolution des encours de risque de crédit

Crédit Agricole S.A.			
En m€	Juin 12*	Déc. 12*	Juin 13
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	500 053	442 018	433 589
dont créances dépréciées	15 500	15 559	16 692
Dépréciations constituées ⁽¹⁾	12 049	11 778	12 423
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,1%	3,5%	3,8%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	57,0%	57,3%	57,5%
Dépréciations constituées / créances dépréciées ⁽¹⁾	77,7%	75,7%	74,4%

* Hors Emporiki, Cheuvreux et CLSA reclassés en IFRS5

Caisses régionales (données sociales cumulées – normes françaises)			
En m€	Juin 12	Déc. 12	Juin 13
Encours bruts de créances clientèle	391 885	393 750	393 189
dont créances dépréciées	9 472	9 432	9 818
Dépréciations constituées ⁽¹⁾	10 215	10 146	10 397
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,4%	2,4%	2,5%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	67,9%	67,6%	66,2%
Dépréciations constituées / créances dépréciées	107,8%	107,6%	105,9%

NB : en principal, hors opérations de location financement avec la clientèle, hors opérations internes au Crédit Agricole et hors créances rattachées
(1) Y compris dépréciations collectives

59

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



ÉVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : répartition des risques

Par zone géographique	Juin 13
France (hors banque de détail)	36%
Europe de l'Ouest hors Italie	14%
France (banque de détail)	16%
Italie	11%
Amérique du Nord	10%
Asie et Océanie hors Japon	4%
Afrique et Moyen-Orient	3%
Europe de l'Est	3%
Amérique centrale et du Sud	1%
Japon	2%
Total	100%

Par secteur d'activité	Juin 13
Clientèle de banque de détail	29%
Services non marchands / secteur public / collectivités	18%
Banques	8%
Energie	8%
Autres activités financières non bancaires	5%
Divers	3%
Maritime	3%
Immobilier	3%
Industrie lourde	2%
BTP	2%
Distribution / Biens de consommation	3%
Automobile	3%
Aéronautique / aérospatial	2%
Agroalimentaire	2%
Assurance	1%
Autres transports	1%
Autres industries	2%
Telecom	1%
Santé / pharmacie	1%
Tourisme / hôtels / restauration	1%
Informatique / technologie	1%
Media / édition	1%
Total	100%

60

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



ÉVOLUTION DU RISQUE

Exposition aux risques de marché

- La VaR (99% - 1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe
- Var (99% - 1 jour) au 30 juin 13: 16 m€ pour Crédit Agricole S.A.

Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

En m€	VAR (99% - 1 jour) 1 ^{er} janvier au 30 juin 13			30 juin 13	31 déc. 12
	Minimum	Maximum	Moyenne		
Taux	5	11	8	8	7
Crédit	4	11	7	10	4
Change	1	3	2	2	2
Actions	1	3	2	1	3
Matières premières	0	0	0	0	0
VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.	6	18	11	16	9

ÉVOLUTION DU RISQUE

Mise à jour des expositions souveraines publiées à l'occasion des stress tests de l'EBA - groupe Crédit Agricole

- Expositions du groupe bancaire sur une base consolidée au 30 juin 2013

En m€	Expositions nettes* 30/06/13			Expositions nettes* 31/12/12		
	Dont portefeuille bancaire	Dont portefeuille de négociation	Total	Dont portefeuille bancaire	Dont portefeuille de négociation	Total
Grèce	-	-	-	-	-	-
Irlande	94	-	94	99	-	99
Portugal	149	92	241	147	27	174
Italie	4 570	224	4 794	4 504	47	4 551
Espagne	114	156	270	93	61	154
Total	4 927	472	5 399	4 843	135	4 978

* L'exposition nette correspond à la valeur des titres au bilan, brut de couverture

EVOLUTION DU RISQUE

Expositions des sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole aux dettes souveraines périphériques

- L'exposition brute correspond à la valeur au bilan IFRS. Exposition avant mécanisme de partage entre assurés et assureur

<i>En m€</i>	Expositions brutes 30/06/13	Expositions brutes 31/12/12
Irlande	1 045	1 045
Portugal	1 668	1 572
Italie	4 548	4 387
Espagne	1 042	979
Grèce	-	-
Total	8 303	7 983

63

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Encours de crédit* aux pays européens sous surveillance

<i>En m€</i>	30/06/13		31/12/12	
	Encours de crédit brut	Encours de crédit net	Encours de crédit brut	Encours de crédit net
Grèce	4 290	3 973	4 345	4 091
dont clientèle de détail	544	409	688	570
dont entreprises hors para-publiques**	3 700	3 518	3 589	3 453
Irlande	2 337	2 329	2 155	2 148
dont clientèle de détail	24	23	22	22
dont entreprises hors para-publiques	2 308	2 301	2 122	2 115
Portugal	1 681	1 561	1 823	1 679
dont clientèle de détail	1 215	1 121	1 428	1 311
dont entreprises hors para-publiques	453	427	380	353
Chypre	22	21	29	29

* Exposition bancaire non souveraine

** Dont 3,1 Mds€ d'encours liés à l'activité de shipping de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013 contre 3 Mds€ au 31 décembre 2012

64

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Encours de crédit* à l'Espagne et à l'Italie

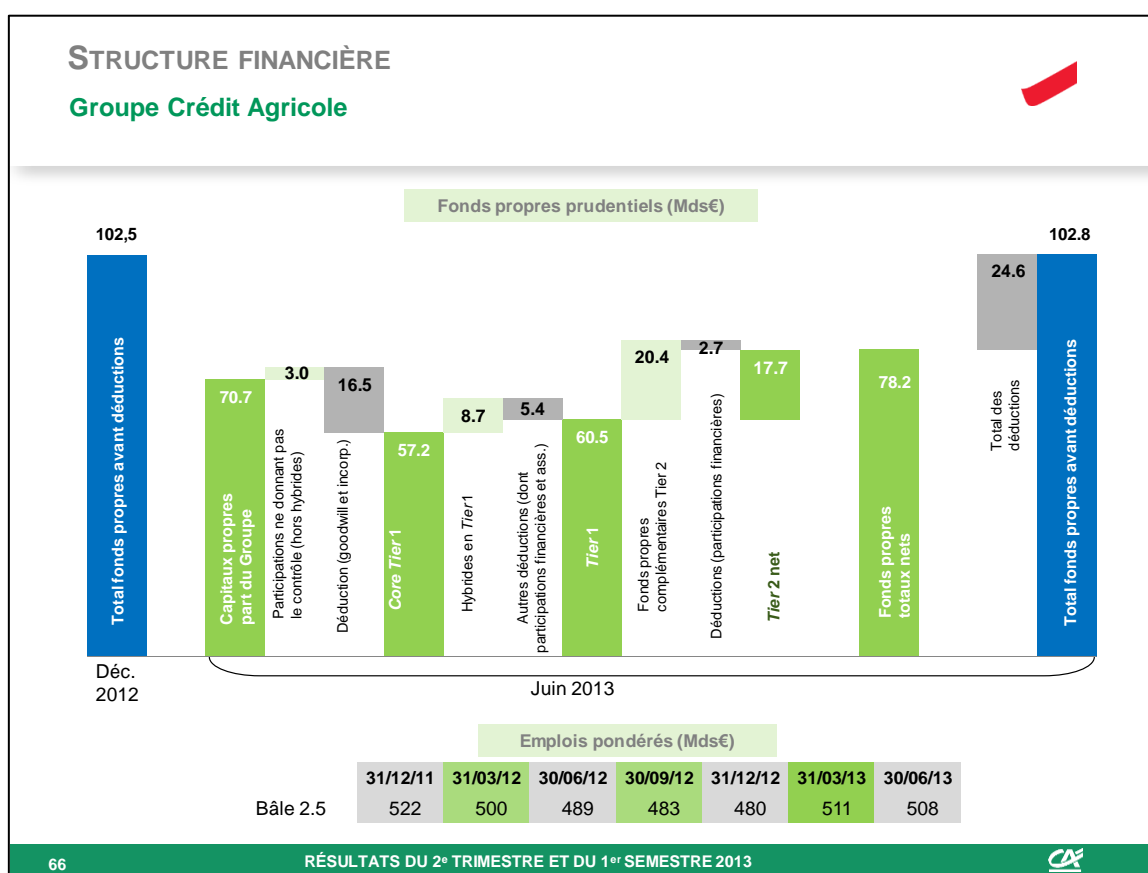
En m€

	30/06/13		31/12/12	
	Encours de crédit brut	Encours de crédit net	Encours de crédit brut	Encours de crédit net
Espagne	7 578	7 131	7 581	7 168
dont clientèle de détail	1 616	1 538	1 632	1 558
dont entreprises hors para-publiques	5 120	4 754	5 135	4 800
Italie (Cariparma, Agos Ducato, FGAC, CACIB)	63 476	59 023	66 026	62 092
dont clientèle de détail	41 895	38 361	44 072	40 821
dont entreprises hors para-publiques	18 751	17 940	19 828	19 254

* Exposition bancaire non souveraine

65

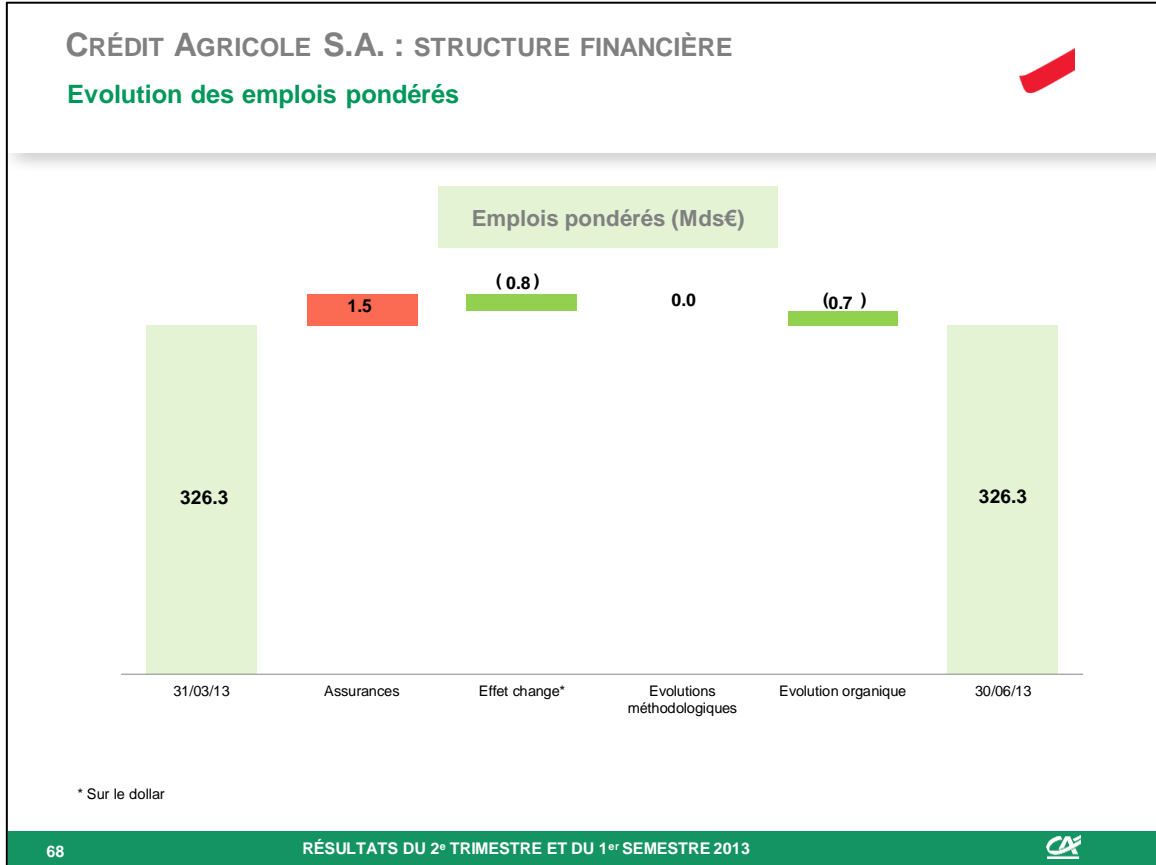
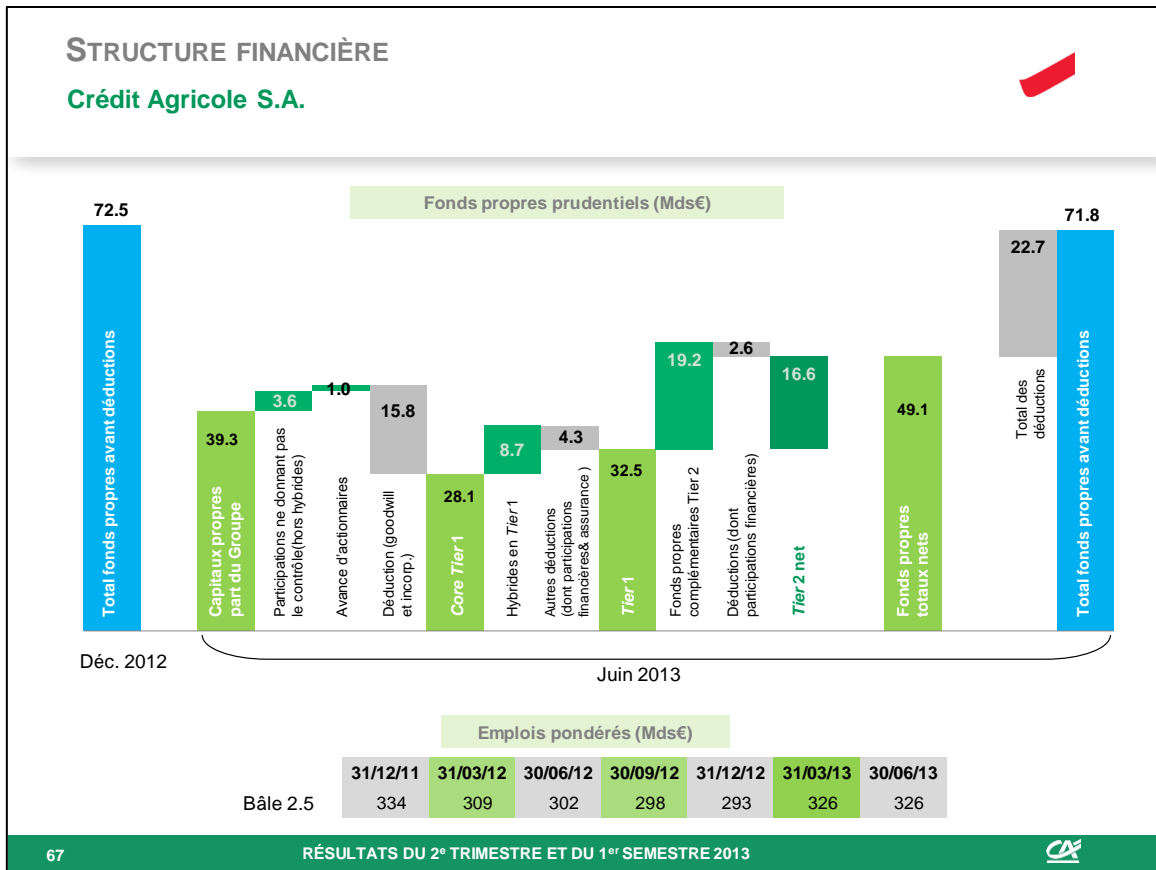
RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013

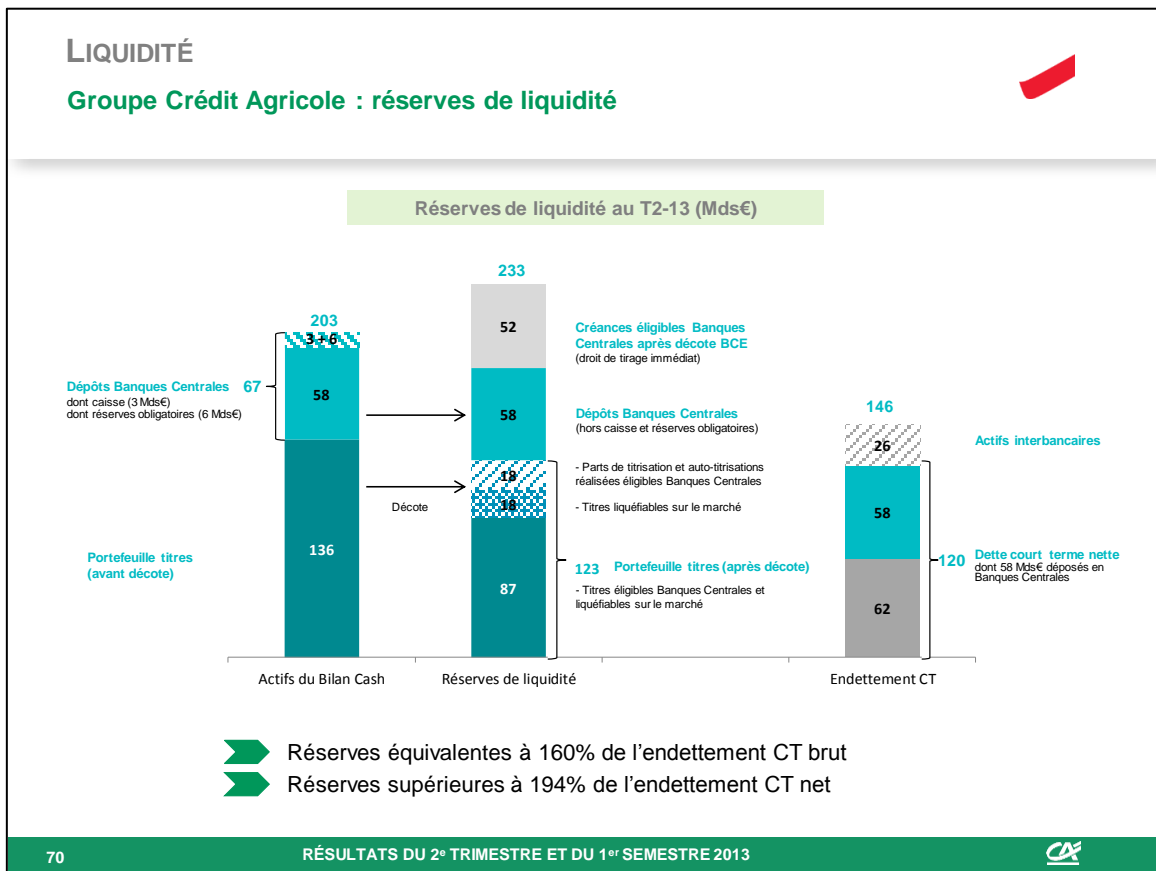
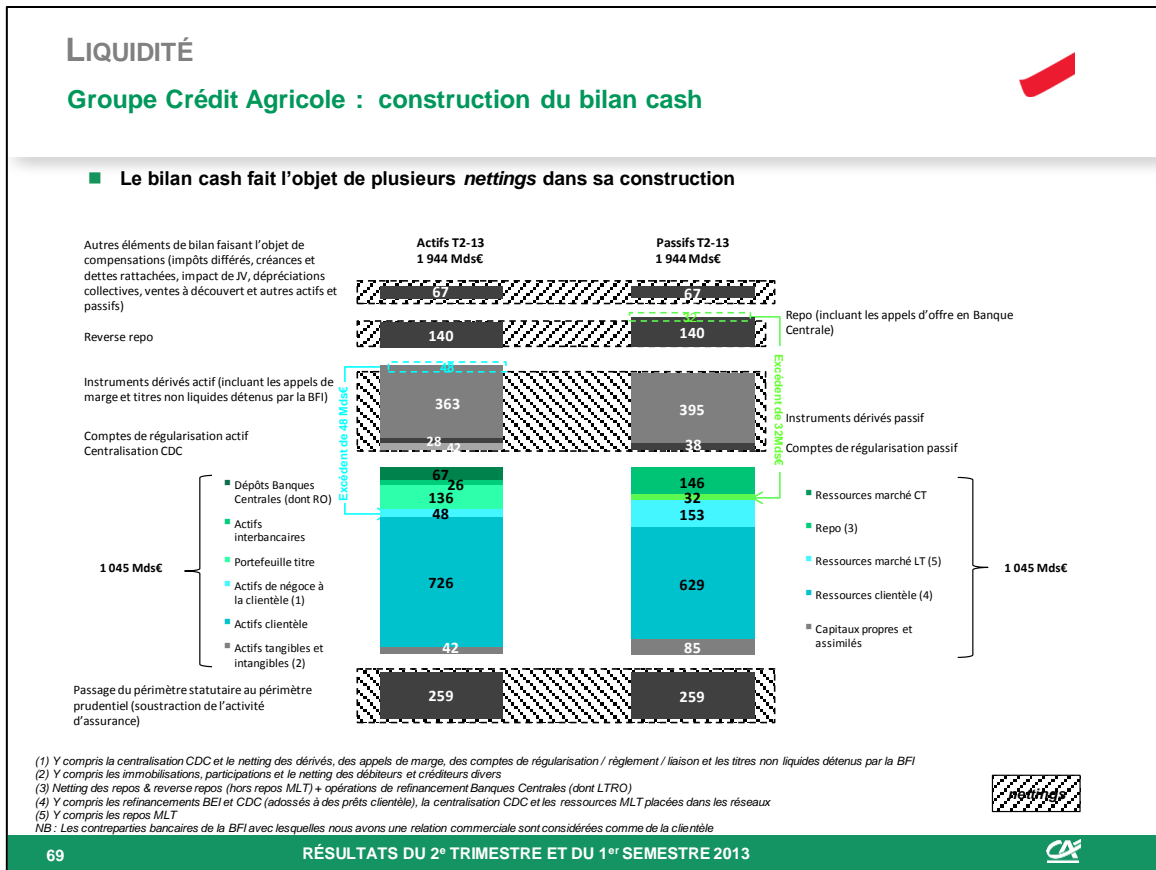


66

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013





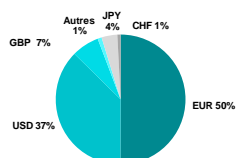


LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : un financement diversifié

Encours de dette CT* – groupe Crédit Agricole Ventilation par devise au 30/06/13

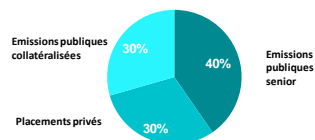
- Proportion de la dette CT brute en USD : 37%



* Durée maximale de 369 jours

Levées MLT* de marché 2013 – Crédit Agricole S.A. Ventilation par segment : 8,5 Mds€ au 30/06/13

- Durée moyenne : 6,4 ans au S1-13 (vs 6,3 ans en 2012)
- Spread moyen vs mid-swap : 51,5 pb au S1-13 (vs 122 pb en 2012)
- Levées réalisées au 31/07/13 : 10,1 Mds€

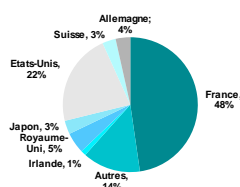


Y compris refinancements BEI et CDC

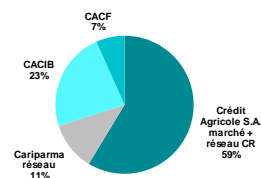
* Programme MLT 2013: 12 Mds€

Encours de dette CT – groupe Crédit Agricole Ventilation par pays au 30/06/13

- Proportion de la dette CT brute en provenance des US : 22%



Levées MLT* 2013 – groupe Crédit Agricole Ventilation par principale entité : 14,7 Mds€ au 30/06/13



71

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



STRUCTURE FINANCIÈRE

Capitaux propres et dettes subordonnées

En m€	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
31 décembre 2012 *	39 557	5 505	45 062	29 980
Dividendes versés en 2013	-	(234)	(234)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires	1	100	101	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(530)	(8)	(538)	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	(45)	(18)	(63)	
Résultat 1 ^{er} semestre 2013	1 165	178	1 343	
Autres	(7)	-	(7)	
Au 30 juin 2013	40 141	5 523	45 664	29 435

* 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

72

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/12 ET 30/06/13					
Crédit Agricole S.A.					
En Mds€			En Mds€		
Actif	30/06/13	31/12/12*	Passif	30/06/13	31/12/12*
Caisse, banques centrales	54,6	42,7	Banques centrales	1,9	1,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	588,7	661,5	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	529,3	614,9
Actifs financiers disponibles à la vente	260,9	259,7	Dettes envers les établissements de crédit	183,2	160,7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	393,9	385,6	Dettes envers la clientèle	487,2	483,6
Prêts et créances sur la clientèle	318,6	329,8	Dettes représentées par un titre	150,8	150,4
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	14,5	14,6	Comptes de régularisation et passifs divers	98,7	85,1
Comptes de régularisation et actifs divers	105,1	85,0	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	6,0	22,0
Actifs non courants destinés à être cédés	6,5	21,5	Provisions techniques des contrats d'assurance	248,1	244,6
Participations dans les entreprises mises en équivalence	18,9	18,6	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	34,0	34,7
Valeurs immobilisées	9,2	9,2	Capitaux propres part du Groupe	40,1	39,6
Ecart d'acquisition	14,0	14,0	Participations ne donnant pas le contrôle	5,6	5,5
Total actif	1 784,9	1 842,2	Total passif	1 784,9	1 842,2

* 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

73

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/12 ET 30/06/13					
Groupe Crédit Agricole					
En Mds€			En Mds€		
Actif	30/06/13	31/12/12*	Passif	30/06/13	31/12/12*
Caisse, banques centrales	59,4	46,1	Banques centrales	2,1	1,3
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	587,2	661,2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	529,3	615,6
Actifs financiers disponibles à la vente	279,7	276,7	Dettes envers les établissements de crédit	125,1	108,7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	117,1	117,3	Dettes envers la clientèle	645,8	639,0
Prêts et créances sur la clientèle	722,7	734,9	Dettes représentées par un titre	170,2	173,0
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	23,5	23,0	Comptes de régularisation et passifs divers	104,5	92,2
Comptes de régularisation et actifs divers	117,6	96,6	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	6,0	22,0
Actifs non courant destinés à être cédés	6,5	21,5	Provisions techniques des contrats d'assurance	249,1	245,5
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3,3	3,3	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	34,3	34,6
Valeurs immobilisées	12,5	12,7	Capitaux propres part du Groupe	72,5	70,8
Ecart d'acquisition	14,7	14,7	Participations ne donnant pas le contrôle	5,3	5,3
Total actif	1 944,2	2 008,0	Total passif	1 944,2	2 008,0

* 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

74

RÉSULTATS DU 2^e TRIMESTRE ET DU 1^{er} SEMESTRE 2013



• **Séries trimestrielles**

Groupe Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	5,219	4,427	3,351	3,443	3,853	4,386
Charges d'exploitation	(2,984)	(2,986)	(2,947)	(3,120)	(2,879)	(2,900)
Résultat brut d'exploitation	2,235	1,441	404	323	974	1,486
Coût du risque	(943)	(788)	(964)	(1,041)	(765)	(680)
Sociétés mises en équivalence	415	225	19	(156)	347	239
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	41	41	111	20	2
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(572)	(2,823)		
Résultat avant impôts	1,702	919	(1,072)	(3,586)	576	1,047
Impôts	(471)	(395)	248	215	(26)	(256)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(907)	(405)	(1,962)	(717)	6	(4)
Résultat net	324	119	(2,786)	(4,088)	556	787
Participations ne donnant pas le contrôle	13	63	65	(183)	87	91
Résultat net part du Groupe	311	56	(2,851)	(3,905)	469	696

* 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Banque de proximité en France – Caisses régionales

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire						
Charges d'exploitation						
Résultat brut d'exploitation						
Coût du risque						
Sociétés mises en équivalence	372	173	210	69	343	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	372	173	210	69	343	256
Impôts						
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	372	173	210	69	343	256
Participations ne donnant pas le contrôle						
Résultat net part du Groupe	372	173	210	69	343	256

Banque de proximité en France - LCL

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	1,012	1,001	959	919	975	960
Charges d'exploitation	(616)	(630)	(637)	(639)	(613)	(632)
Résultat brut d'exploitation	396	371	322	280	362	328
Coût du risque	(78)	(66)	(90)	(77)	(89)	(69)
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	(1)	2	5	1
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	317	306	231	205	278	260
Impôts	(102)	(107)	(77)	(75)	(97)	(90)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	215	199	154	130	181	170
Participations ne donnant pas le contrôle	11	9	8	7	9	8
Résultat net part du Groupe	204	190	146	123	172	162

Banque de proximité à l'international

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	593	651	617	611	595	612
Charges d'exploitation	(392)	(447)	(390)	(478)	(386)	(378)
Résultat brut d'exploitation	201	204	227	133	209	234
Coût du risque	(117)	(128)	(115)	(162)	(197)	(121)
Sociétés mises en équivalence	24	28	(188)	(257)		(41)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(2)	(2)	(1)	17	
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(1,066)		
Résultat avant impôts	110	102	(78)	(1,353)	29	72
Impôts	(42)	13	(43)	22	(1)	(26)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	(904)	(365)	(1,764)	(709)	3	3
Résultat net	(836)	(250)	(1,885)	(2,040)	31	49
Participations ne donnant pas le contrôle	(7)	7	14	(145)	3	24
Résultat net part du Groupe	(829)	(257)	(1,899)	(1,895)	28	25

Cariparma

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	400	429	401	404	387	393
Charges d'exploitation	(251)	(309)	(240)	(324)	(244)	(243)
Résultat brut d'exploitation	149	120	161	80	143	150
Coût du risque	(73)	(89)	(87)	(124)	(144)	(98)
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(997)		
Résultat avant impôts	76	31	74	(1,041)	(1)	52
Impôts	(33)	26	(35)	31	10	(9)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	43	57	39	(1,010)	9	43
Participations ne donnant pas le contrôle	12	16	12	(149)	2	12
Résultat net part du Groupe	31	41	27	(862)	7	31

Emporiki

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire						
Charges d'exploitation						
Résultat brut d'exploitation						
Coût du risque						
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts						
Impôts						
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(905)	(368)	(1,765)	(711)	-	-
Résultat net	(905)	(368)	(1,765)	(711)	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	(20)	(16)	(6)	(5)	-	-
Résultat net part du Groupe	(885)	(352)	(1,759)	(706)	-	-

Autres entités de la BPI

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	193	222	216	207	208	219
Charges d'exploitation	(141)	(138)	(150)	(154)	(142)	(135)
Résultat brut d'exploitation	52	84	66	53	66	84
Coût du risque	(44)	(39)	(28)	(38)	(54)	(23)
Sociétés mises en équivalence	24	28	(188)	(257)		(41)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(2)	(2)	(1)	17	
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(69)		
Résultat avant impôts	34	71	(152)	(312)	30	20
Impôts	(9)	(13)	(8)	(9)	(11)	(17)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	1	3	1	2	3	3
Résultat net	26	61	(159)	(319)	22	6
Participations ne donnant pas le contrôle	1	7	8	9	1	12
Résultat net part du Groupe	25	54	(167)	(327)	21	(6)

Services financiers spécialisés

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	921	884	821	819	825	826
Charges d'exploitation	(410)	(384)	(395)	(412)	(386)	(384)
Résultat brut d'exploitation	511	500	426	407	439	442
Coût du risque	(625)	(444)	(423)	(613)	(430)	(386)
Sociétés mises en équivalence	5	5	4	5	6	8
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(572)	(923)		
Résultat avant impôts	(109)	61	(565)	(1,124)	15	64
Impôts	(3)	(34)	(26)	(38)	(15)	(37)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	(112)	27	(591)	(1,162)	0	27
Participations ne donnant pas le contrôle	(84)	(29)	(27)	(85)	(20)	(20)
Résultat net part du Groupe	(28)	56	(564)	(1,077)	20	47

Crédit à la consommation

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	779	749	702	677	692	693
Charges d'exploitation	(330)	(305)	(317)	(331)	(311)	(309)
Résultat brut d'exploitation	449	444	385	346	381	384
Coût du risque	(593)	(413)	(398)	(570)	(398)	(355)
Sociétés mises en équivalence	5	5	4	5	6	8
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(572)	(923)		
Résultat avant impôts	(139)	36	(581)	(1,142)	(11)	37
Impôts	15	(23)	(18)	14		(25)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	(124)	13	(599)	(1,128)	(11)	12
Participations ne donnant pas le contrôle	(84)	(28)	(27)	(81)	(20)	(20)
Résultat net part du Groupe	(40)	41	(572)	(1,046)	9	32

Crédit-bail et affacturage

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	142	135	119	142	133	133
Charges d'exploitation	(80)	(78)	(78)	(81)	(75)	(75)
Résultat brut d'exploitation	62	57	41	61	58	58
Coût du risque	(32)	(32)	(24)	(43)	(32)	(31)
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	30	25	17	18	26	27
Impôts	(18)	(10)	(9)	(52)	(15)	(12)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	12	15	8	(35)	11	15
Participations ne donnant pas le contrôle				(4)		
Résultat net part du Groupe	12	15	8	(31)	11	15

Gestion de l'épargne (Gestion d'actifs, assurances et banque privée)

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	1,387	1,215	1,254	1,304	1,275	1,276
Charges d'exploitation	(588)	(606)	(590)	(617)	(609)	(628)
Résultat brut d'exploitation	799	609	664	687	666	648
Coût du risque	(51)	(4)	3	(3)	(1)	(2)
Sociétés mises en équivalence	2	3	3	2	6	4
Gains ou pertes nets sur autres actifs		28				
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	750	636	670	686	671	650
Impôts	(241)	(187)	(223)	(197)	(228)	(199)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	509	449	447	489	443	451
Participations ne donnant pas le contrôle	54	36	41	43	40	41
Résultat net part du Groupe	455	413	406	446	403	410

Gestion d'actifs : Amundi*

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	420	330	346	360	350	358
Charges d'exploitation	(187)	(195)	(186)	(199)	(192)	(196)
Résultat brut d'exploitation	233	135	160	161	158	162
Coût du risque		1	2		1	
Sociétés mises en équivalence	2	3	3	2	6	4
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	235	139	165	164	165	166
Impôts	(77)	(44)	(54)	(48)	(57)	(55)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession				0		
Résultat net	158	95	111	115	108	111
Participations ne donnant pas le contrôle	42	25	30	31	29	30
Résultat net part du Groupe	116	70	81	84	79	81

* y compris les activités de gestion d'actifs de la BFT

Services financiers aux institutionnels

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-12
Produit net bancaire	215	220	215	200	200	215
Charges d'exploitation	(141)	(149)	(139)	(147)	(142)	(146)
Résultat brut d'exploitation	74	71	76	53	58	69
Coût du risque						
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	74	71	76	53	58	69
Impôts	(25)	(26)	(25)	(22)	(18)	(26)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	49	45	51	31	40	43
Participations ne donnant pas le contrôle	7	7	8	5	6	7
Résultat net part du Groupe	42	38	43	26	34	36

Crédit Agricole Private Banking

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	176	170	173	193	184	186
Charges d'exploitation	(132)	(133)	(133)	(118)	(133)	(140)
Résultat brut d'exploitation	44	37	40	75	51	46
Coût du risque	1	(5)		(3)	(2)	(2)
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs						
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	45	32	40	71	49	44
Impôts	(8)	(6)	(7)	(13)	(9)	(8)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	37	26	33	58	40	36
Participations ne donnant pas le contrôle	3	3	3	6	4	3
Résultat net part du Groupe	34	23	30	52	36	33

Assurances

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	575	494	520	551	541	517
Charges d'exploitation	(127)	(129)	(132)	(153)	(142)	(146)
Résultat brut d'exploitation	448	365	388	398	399	371
Coût du risque	(52)		1			
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs		28				
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	396	393	389	398	399	371
Impôts	(130)	(112)	(137)	(113)	(144)	(110)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	266	281	252	285	255	261
Participations ne donnant pas le contrôle	2	0	0	1	1	1
Résultat net part du Groupe	264	281	252	284	254	260

Banque de financement et d'investissement (activités pérennes)

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	1,284	1,003	1,064	970	1,007	1,039
Charges d'exploitation	(672)	(628)	(634)	(662)	(627)	(618)
Résultat brut d'exploitation	612	375	430	308	380	421
Coût du risque	(31)	(85)	(68)	(108)	(95)	(92)
Sociétés mises en équivalence	40	40	36	49	34	35
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	12	(1)	26	0	3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	(834)	0	0
Résultat avant impôts	621	342	397	(559)	319	367
Impôts	(165)	(114)	(79)	(57)	(78)	(100)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(2)	(39)	(200)	(8)	3	(7)
Résultat net	454	189	118	(624)	244	260
Participations ne donnant pas le contrôle	11	5	5	(4)	6	6
Résultat net part du Groupe	443	184	113	(620)	238	254

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM

Banque de financement

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	535	559	499	499	503	515
Charges d'exploitation	(231)	(233)	(230)	(253)	(233)	(217)
Résultat brut d'exploitation	304	326	269	246	270	298
Coût du risque	(27)	(84)	(63)	(119)	(91)	(80)
Sociétés mises en équivalence	40	40	36	48	34	35
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	0	25	0	3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0
Résultat avant impôts	317	283	242	200	213	256
Impôts	(82)	(91)	(95)	(10)	(50)	(67)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0	0	0	0
Résultat net	235	192	147	190	163	189
Participations ne donnant pas le contrôle	5	4	3	3	3	4
Résultat net part du Groupe	230	188	144	187	160	185

Banque de marché et d'investissement

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	749	444	565	471	504	524
Charges d'exploitation	(441)	(395)	(404)	(409)	(394)	(401)
Résultat brut d'exploitation	308	49	161	62	110	123
Coût du risque	(4)	(1)	(5)	11	(4)	(12)
Sociétés mises en équivalence	0	0	0	1	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	11	(1)	1	0	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	(834)	0	0
Résultat avant impôts	304	59	155	(759)	106	111
Impôts	(83)	(23)	16	(47)	(28)	(33)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(2)	(39)	(200)	(8)	3	(7)
Résultat net	219	(3)	(29)	(814)	81	71
Participations ne donnant pas le contrôle	6	1	2	(7)	3	2
Résultat net part du Groupe	213	(4)	(31)	(807)	78	69

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM

Activités en cours d'arrêt

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	(343)	47	76	20	54	49
Charges d'exploitation	(81)	(76)	(79)	(58)	(43)	(43)
Résultat brut d'exploitation	(424)	(29)	(3)	(38)	11	6
Coût du risque	(51)	(43)	(10)	(72)	(18)	(11)
Sociétés mises en équivalence						
Gains ou pertes nets sur autres actifs			1	1		
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	(475)	(72)	(12)	(109)	(7)	(5)
Impôts	170	22	(8)	56	3	1
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0	0	0	0
Résultat net	(305)	(50)	(20)	(53)	(4)	(4)
Participations ne donnant pas le contrôle	(18)	(9)	0	0	(2)	(1)
Résultat net part du Groupe	(287)	(41)	(20)	(53)	(2)	(3)

Activités hors métiers

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13
Produit net bancaire	365	(374)	(1,440)	(1,200)	(878)	(376)
Charges d'exploitation	(225)	(215)	(222)	(254)	(215)	(217)
Résultat brut d'exploitation	140	(589)	(1,662)	(1,454)	(1,093)	(593)
Coût du risque	10	(18)	(261)	(6)	65	1
Sociétés mises en équivalence	(28)	(24)	(46)	(24)	(42)	(23)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	44	83	(2)	(2)
Variation de valeur des écarts d'acquisition						
Résultat avant impôts	116	(629)	(1,925)	(1,401)	(1,072)	(617)
Impôts	(88)	12	704	504	390	195
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	(1)	(1)	2			
Résultat net	27	(618)	(1,219)	(897)	(682)	(422)
Participations ne donnant pas le contrôle	46	44	24	1	51	33
Résultat net part du Groupe	(19)	(662)	(1,243)	(898)	(733)	(455)

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SOMMAIRE

1. Examen de la situation financière et du résultat du premier semestre 2013	71
2. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013	115
3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	202

En application des articles 222-1, 222-4, 222-5 et 222-6 du Règlement général de l'AMF

1. Examen de la situation financière et du résultat du premier semestre 2013

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	72
Environnement économique et financier	72
Changements de principes et méthodes comptables	72
Évolution du périmètre de consolidation	72
Résultats du groupe Crédit Agricole S.A.	73
Résultats par pôle d'activité	76
STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	93
Évolution récente du capital	93
FONDS PROPRES ET RATIOS PRUDENTIELS	95
TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	104
TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES	104
Événements récents	104
Perspectives second semestre 2013	104
FACTEURS DE RISQUES	105

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Environnement économique et financier

Bilan premier semestre 2013

Le ferme engagement de Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne (BCE), à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder l'intégrité de la zone euro, et l'annonce en septembre 2012 d'un programme de rachats illimités de titres de dette sous conditions strictes (baptisé OMT pour « Outright Monetary Transactions ») auront marqué un tournant dans la crise des dettes souveraines en contribuant à une stabilisation des marchés. La tendance de fond à la décompression des primes de risque sur les marchés obligataires s'est poursuivie au premier semestre 2013 en dépit d'une succession d'événements sources d'incertitude et de volatilité.

En février, le résultat des élections italiennes a renvoyé l'image d'un paysage politique fragmenté avec un problème de gouvernabilité, lié à l'absence de majorité identique dans les deux Chambres. Face à cette impasse politique, la réaction des marchés a été immédiate mais moins violente qu'on aurait pu le craindre. Après des semaines d'atermoiements, Enrico Letta, le numéro deux du Parti démocrate, a été chargé de former un gouvernement de large coalition, une solution plébiscitée par les marchés qui ont accueilli favorablement la nouvelle. Même la gestion chaotique du dossier chypriote fin mars - avec un sauvetage financier coûteux (17 milliards d'euros, soit 100% du PIB), une mise à contribution des gros déposants et la liquidation de la deuxième banque du pays - n'a pas provoqué les effets de contagion tant redoutés.

En revanche, la situation économique a continué à se détériorer au premier trimestre. Les pays du Centre n'ont pas échappé à la sinistrose, la France est entrée officiellement en récession (-0,2% en séquence trimestrielle), la deuxième en moins de cinq ans, tandis que la croissance allemande a calé (0,1% trimestre sur trimestre). L'activité dans la périphérie s'est contractée une nouvelle fois (-0,6% en Italie et -0,5% en Espagne). En zone euro, la stratégie de sortie de crise fondée sur l'austérité pour alléger le poids des dettes, et sur la compression des coûts salariaux pour regagner en compétitivité, s'accorde mal avec l'idée de reprise. Les ressorts domestiques de croissance vont rester durablement déprimés dans un contexte de chômage élevé, de désinflation, voire de déflation salariale et de hausse de la pression fiscale. Les chiffres de croissance au deuxième trimestre attestent certes d'un léger mieux, mais il n'est encore question que d'une stabilisation de l'activité à un bas niveau.

Les signaux de reprise sont plus tangibles aux États-Unis, l'emploi et la consommation ayant soutenu l'activité en première partie d'année. **Ce faisant, Ben Bernanke, le patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), a annoncé en juin son intention de ralentir son programme d'achat d'actifs.** Le pari est celui d'une activité suffisamment solide aux États-Unis pour supporter le retrait progressif des deux béquilles, budgétaire et monétaire, qui ont supporté l'édifice de croissance pendant la crise. A en juger par leurs réactions, avec un mouvement massif de ventes, une chute généralisée des actifs et une remontée brutale des rendements obligataires, les marchés semblent hostiles à toute idée de siphonage du réservoir de liquidité qui leur sert de carburant.

Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.

Évolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans les notes 2.1.1 et 10 des annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.

Résultats du groupe Crédit Agricole S.A.**COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SYNTHÉTIQUE - PRINCIPAUX SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION**

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012*	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	8 239	9 646	(14,6%)
Charges d'exploitation	(5 779)	(5 970)	(3,2%)
Résultat brut d'exploitation	2 460	3 676	(33,1%)
Coût du risque	(1 445)	(1 731)	(16,6%)
Résultat d'exploitation	1 015	1 945	(47,8%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	586	640	(8,4%)
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	22	36	(39,3%)
Résultat avant impôt	1 623	2 621	(38,0%)
Impôt sur les bénéfices	(282)	(866)	(67,4%)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	2	(1 312)	ns
RÉSULTAT NET	1 343	443	x3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 165	367	x3,2
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	0,47	0,15	x3,2

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Le **produit net bancaire** atteint 8 239 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 14,6% par rapport au premier semestre 2012 qui intégrait un gain de 864 millions d'euros au titre d'une opération de rachat de dette hybride. Hors cette opération, la baisse est ramenée à 6,2%. En outre, le produit net bancaire intègre, pour le premier semestre 2013, des éléments spécifiques, représentant globalement -317 millions d'euros, à comparer à -43 millions d'euros au premier semestre 2012. Ces éléments se décomposent en :

- la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et celle liée aux contrats d'assurances en UC ainsi que la DVA et les couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement qui représentent globalement -317 millions d'euros contre +384 millions pour le premier semestre 2012 ;
- en 2012, la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour - 427 millions d'euros au titre de la dépréciation durable des titres AFS.

Les charges d'exploitation, à 5 779 millions d'euros, sont en baisse de 3,2% par rapport au premier semestre 2012 traduisant la montée en puissance des programmes de réduction des coûts. Cette évolution est d'autant plus notable que les nouvelles taxes fiscales et sociales ont augmenté d'un

semestre sur l'autre de 85 millions d'euros. Hors ces nouvelles taxes, l'économie ainsi réalisée au premier semestre 2013 représente 276 millions d'euros¹. Cette économie de charges est en lien avec la baisse des effectifs moyens. Ainsi, ceux-ci ont baissé de 9,5% au premier semestre 2013 (en ETP) par rapport au même semestre de l'année précédente. Cette diminution reflète les cessions d'Emporiki et Cheuvreux, le plan d'adaptation chez CACIB et CACF ainsi que le plan de départ volontaire chez Cariparma dans le cadre de la révision des processus et de l'organisation. L'impact du programme MUST de réduction des charges dans le périmètre Crédit Agricole S.A. s'élève quant à lui à environ 120 millions d'euros au premier semestre 2013, les économies ayant été réalisées notamment sur les dépenses informatiques.

Le coût du risque reste globalement modéré : à 1 445 millions d'euros, il est en baisse de 16,6% par rapport au premier semestre 2012. Il s'établit à 62 points de base sur encours, en données annualisées, à comparer à 69 points de base, hors Emporiki, au premier semestre 2012, qui avait enregistré des dotations plus élevées sur Agos Ducato. Dans la banque de proximité, l'évolution du coût du risque est également celle qui était attendue, tant chez LCL (32 points de base contre 31 points de base au premier semestre 2012) que dans la banque de proximité à l'international (135 points de base contre 115 points de base au premier semestre 2012). Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste modéré. Le coût du risque sur encours de la banque de financement ressort à 32 points de base par rapport à 19 points de base au premier semestre 2012.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 16,7 milliards d'euros et représente 3,8% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à 3,1% un an plus tôt (données hors Emporiki, Cheuvreux et CLSA). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 57,5%, à comparer à 57,0 % au 30 juin 2012. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 74,4% au 30 juin 2013.

Le résultat des sociétés mises en équivalence du semestre atteint 586 millions d'euros, en baisse de 8,4% par rapport au premier semestre 2012. La contribution des Caisses régionales s'élève quant à elle à 599 millions d'euros, en hausse de 10,0% par rapport au premier semestre 2012.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 1 623 millions d'euros, contre 2 621 millions d'euros au premier semestre 2012.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le premier semestre 2013 un profit de 1 165 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA courante et des couvertures de prêts (CPM), le résultat ressort à 1 361 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de 615 millions d'euros au premier semestre 2012², qui intégrait les pertes opérationnelles de la Grèce comptabilisées pour -1 244 millions d'euros.

¹ Y compris un effet change pour 26 millions d'euros

² Hors spread émetteur, DVA et couvertures de prêts, et dépréciation des titres Intesa et SACAM international

Liquidité

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 045 milliards d'euros à fin juin 2013, comparé à 1 032 milliards d'euros à fin décembre 2012.

L'endettement court terme, correspondant à l'encours de dettes d'une durée maximale de 369 jours levées par le Groupe auprès de contreparties de marché (hors le net des opérations de repos et reverse repos et hors opérations de refinancement Banques Centrales), s'élève à 146 milliards d'euros au 30 juin 2013. L'ensemble des ressources court terme reste stable à 178 milliards d'euros, tandis que les actifs liquides au bilan atteignent 229 milliards d'euros.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables s'élève à 51 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les ressources stables, constituées des capitaux propres (et assimilés), des ressources liées à l'activité clientèle et des ressources de marché long terme, s'élèvent à 867 milliards d'euros. Les besoins de financement liés aux actifs tangibles et intangibles ainsi qu'à l'activité clientèle totalisent 816 milliards d'euros au 30 juin 2013.

Les réserves de liquidité après décote s'élèvent à 233 milliards d'euros au 30 juin 2013. Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (160%). Les réserves de liquidité disponibles se composent de créances éligibles au refinancement Banques Centrales pour 52 milliards d'euros après décote Banque Centrale Européenne, de dépôts Banques Centrales d'un montant de 58 milliards d'euros (hors caisse et réserves obligatoires) et d'un portefeuille de titres après décote de 123 milliards d'euros. Ce portefeuille est constitué de titres éligibles Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 87 milliards d'euros, de titres liquéfiables sur le marché pour 18 milliards d'euros et de parts de titrisation ainsi que d'auto-titrisations éligibles Banques Centrales totalisant aussi 18 milliards d'euros après liquéfaction.

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a levé 10,1 milliards d'euros entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 juillet 2013, réalisant 84% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2013. Les réseaux de proximité et les filiales spécialisées ont également levé 6,2 milliards d'euros au cours du premier semestre.

Résultats par pôle d'activité

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les métiers sont structurés en six pôles d'activité:

- Banque de proximité en France - Caisses régionales de Crédit Agricole ;
- Banque de proximité en France - LCL ;
- Banque de proximité à l'international (BPI) ;
- Services financiers spécialisés (SFS) ;
- Gestion de l'épargne et assurances ;
- Banque de financement et d'investissement (BFI) ;

auxquels s'ajoute le pôle Activités hors métiers.

Les pôles métiers du Groupe sont définis dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012 - note n° 5 « Informations sectorielles » - (cf. pages 336 et 337 du document de référence déposé le 15 mars 2013 sous le n° D.13-0141 et dans l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2013 - note n° 4 « Informations sectorielles ». L'organisation et les activités sont décrites en pages 17 à 31 du document de référence de Crédit Agricole S.A.)

Activité et résultats par pôle d'activité

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012
Banque de proximité en France - Caisses régionales	599	545
Banque de proximité en France - LCL	334	394
Banque de détail à l'international	53	(1 086)
Services financiers spécialisés	67	28
Gestion de l'épargne	813	868
Banque de financement et d'investissement	487	299
Activités hors métiers	(1 188)	(681)
TOTAL	1 165	367

1- Banque de proximité en France - Caisses régionales de Crédit Agricole

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1*
Produit net bancaire*	7 086	6 592	+3,9%
Charges d'exploitation	(3 753)	(3 704)	+1,3%
Résultat brut d'exploitation	3 333	2 888	+7,0%
Coût du risque	(697)	(549)	+27,0%
Résultat d'exploitation *	2 636	2 339	+2,9%

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1*
Résultat net mis en équivalence*	449	391	+0,5%
Variation de la quote-part dans les réserves	150	154	(2,7%)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	599	545	(0,3%)

*variations retraitées de la dépréciation des titres SACAM international pour -268 millions d'euros en 2012 et -45 millions d'euros en 2013 en produit net bancaire.

Données consolidées des 38 Caisses régionales retraitées des opérations intragroupes

Les Caisses régionales maintiennent le développement de leur activité dans un marché toujours peu porteur.

Les encours de collecte atteignent 577 milliards d'euros à fin juin 2013 (+4,0% en un an), dont 337 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 4,9 % sur un an. Cette dernière est tirée tant par les livrets (+13,1% entre juin 2012 et juin 2013) que les dépôts à vue (+2,1%) et les comptes et dépôts à terme (+3,3%). Seuls les encours d'épargne logement marquent une baisse sur les douze derniers mois, limitée à 0,7%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 2,7% entre juin 2012 et juin 2013, grâce à un regain d'intérêt pour l'assurance-vie (encours +3,5% entre juin 2012 et juin 2013) et les valeurs mobilières (+5,6%).

Les encours de crédit s'élèvent à 395 milliards d'euros au 30 juin 2013, stables sur un an (+0,3%) et traduisent des évolutions contrastées. Si les encours de crédit à l'habitat progressent de 1,7% en un an, le crédit à la consommation et les prêts aux entreprises et professionnels sont en recul sur douze mois, de respectivement 6,3% et 3,3%.

En conséquence, le **ratio crédit/collecte** continue de s'améliorer, s'établissant à fin juin 2013 à 126 % contre 127 % à fin juin 2012.

Le **produit net bancaire** des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à près de 7,1 milliards d'euros pour le premier semestre 2013, en hausse de 3,9% par rapport au premier semestre 2012 retraité de la dépréciation des titres SACAM International (pour -268 millions d'euros au premier semestre 2012 et -45 millions d'euros au premier semestre 2013). Il est tiré notamment par la baisse du coût de la collecte clientèle et des coûts de refinancement. Par ailleurs, les revenus générés par les commissions augmentent de 1,8% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 grâce aux performances des assurances (+5,4% sur la même période) et de la gestion des comptes et moyens de paiement (+7,2%).

Les **charges d'exploitation** restent maîtrisées à 3,7 milliards d'euros sur le semestre. Elles progressent de 1,3% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013, notamment sous le poids des nouvelles taxes fiscales et sociales. Le coefficient d'exploitation recule de 3,2 points sur la même période pour s'établir à 53,0%.

Le **résultat brut d'exploitation** progresse ainsi de 7,0% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 pour atteindre plus de 3,3 milliards d'euros.

A fin juin 2013, le **coût du risque** sur encours représente 29 points de base contre 22 points de base en juin 2012 et 40 points de base à fin mars 2013; il s'établit à -697 millions d'euros pour le semestre. La hausse du coût du risque entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 est concentrée sur un nombre limité de dossiers. L'encours total de provisions constituées au 30 juin 2013 représente 105,9% des créances douteuses. Le taux de créances dépréciées représente 2,5% des encours bruts (+10 points de base depuis fin juin 2012).

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. s'établit à 599 millions d'euros pour le premier semestre 2013, stable par rapport au premier semestre 2012.

2- Banque de proximité en France – LCL

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 935	2 013	(3,9%)
Charges d'exploitation	(1 245)	(1 246)	(0,1%)
Résultat brut d'exploitation	690	767	(10,0%)
Coût du risque	(158)	(144)	+9,7%
Résultat avant impôt	538	623	(13,6%)
Impôts sur les bénéfices	(187)	(209)	(10,4%)
RESULTAT NET	351	414	(15,2%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	334	394	(15,2%)

LCL continue de soutenir l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Le premier semestre 2013 continue à s'inscrire dans les tendances de l'année 2012, associant la hausse de la collecte à un développement maîtrisé des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 1,3 % sur un an et s'élèvent à 88,9 milliards d'euros au 30 juin 2013. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 55,3 milliards d'euros, progressent de 2,0% sur un an ainsi que par les crédits aux professionnels et aux entreprises, qui atteignent 27,0 milliards d'euros, et présentent un accroissement de 1,2% par rapport à juin 2012.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 160,8 milliards d'euros, en hausse de 6,1% en un an. Ainsi, les encours de bilan, en hausse de 9,1% sur un an, sont tirés par la progression des livrets (+15,2%) et de celle des comptes et dépôts à terme (+17,6%). Les encours de collecte hors bilan, pour leur part, augmentent de 3,0% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie qui est en progression de 7,0% sur la période.

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 4 points sur un an et s'établit à 112% à fin juin 2013, à comparer à 116% à fin juin 2012.

Le produit net bancaire du semestre s'établit à 1 935 millions d'euros, en baisse de 3,9% par rapport au premier semestre 2012. Après retraitement de la provision épargne logement et de la reprise de provision sur l'Amende Image Chèques (EIC), il présente une quasi-stabilité, affichant une variation de -0,1%.

Compte tenu de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales, les frais généraux restent maîtrisés. Ils affichent une baisse de 0,1 % par rapport au premier semestre de l'année précédente. Après retraitement, le coefficient d'exploitation se maintient à un niveau stable par rapport au premier semestre 2012, à 63,7%¹.

Le coût du risque augmente de 9,7% par rapport au semestre de l'année précédente. Rapporté aux encours de crédit, il est stable par rapport au 30 juin 2012. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,4%, stable par rapport à juin 2012. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 74,5% contre 77,4% au 30 juin 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe du semestre s'établit à 334 millions d'euros, en baisse de 1,8%¹ par rapport au premier semestre 2012.

¹ retraité de la provision épargne logement et de la reprise de provision sur l'Amende Image Chèques (EIC)

3- Banque de proximité à l'international

Le résultat net part du Groupe du pôle Banque de proximité à l'international s'établit au premier semestre 2013 à 53 millions d'euros contre une perte de 1 086 millions d'euros au premier semestre 2012 qui intégrait une contribution négative d'Emporiki pour 1 244 millions d'euros (intégrant le coût de l'extension du PSI grec à trois entreprises publiques ainsi que le coût du risque additionnel constaté lors de l'échange des titres d'Etat grecs au premier trimestre 2012). Hors la contribution négative du BES de 44 millions d'euros au premier semestre 2013 et le complément de provision lié au contrôle de la Banque d'Italie comptabilisé au T1-13 dans la contribution de Cariparma, la contribution du pôle serait de 117 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012*	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	1 207	1 244	(3,0%)
Charges d'exploitation	(764)	(839)	(9,0%)
Résultat brut d'exploitation	443	405	+9,5%
Coût du risque	(318)	(245)	+30,3%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(41)	52	ns
Résultat net sur autres actifs et variation de valeur des écarts d'acquisition	17	-	ns
Résultat avant impôt	101	212	(52,8%)
Impôts sur les bénéfices	(27)	(29)	(6,2%)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	6	(1 269)	ns
RESULTAT NET	80	(1 086)	ns
RESULTAT NET PART DU GROUPE	53	(1 086)	ns

* 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki

En **Italie**, Cariparma a fait preuve d'une bonne activité commerciale au premier semestre 2013. Ainsi, la collecte bilan confirme sa progression : elle s'établit à 36,1 milliards d'euros soit +3,5% sur un an, principalement sur les professionnels et les entreprises. Parallèlement, Cariparma a poursuivi sa politique de diversification des offres commerciales qui lui a permis d'afficher une forte hausse de la production d'assurance-vie et OPCVM. Celle-ci s'élève à 2,0 milliards d'euros au premier semestre 2013, soit +72,9% par rapport au premier semestre de l'année précédente. Enfin, en raison de la faiblesse persistante de la demande, l'encours de crédits total, à 33 milliards d'euros, baisse de 1,8% sur un an malgré la hausse de 3,8% sur un an de l'encours des crédits habitat qui atteint 12,8 milliards d'euros à fin juin 2013. L'excédent de liquidité s'élève ainsi à 3,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 ; il permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie.

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	S1-13 ¹	S1-12	Variation S1/S1
Produit net bancaire	780	829	(5,9%)
Charges d'exploitation	(487)	(560)	(13,1%)
Coût du risque	(203)	(162)	+24,9%
Résultat net	80	100	(19,6%)
Résultat net part du Groupe	59	72	(17,5%)

En termes de résultat, le produit net bancaire s'établit à 780 millions d'euros, en baisse de 5,9% par rapport au même semestre de l'année précédente. Les charges sont quant à elles en net recul de 13,1% par rapport au premier semestre 2012. Après retraitement du coût du Plan de Départs Volontaires pour 54 millions d'euros, comptabilisé au deuxième trimestre 2012, cette baisse est de 3,8%. Cette évolution favorable reflète la baisse des effectifs (ETP) ainsi que les effets de la révision des processus et de l'organisation de Cariparma.

Le coût du risque reste marqué par la détérioration de la conjoncture. Il s'élève à 203 millions d'euros ; ce montant n'inclut pas l'impact sur les comptes locaux en 2012 de la revue effectuée par la Banque d'Italie sur l'ensemble des banques italiennes. Cet impact est de 39 millions d'euros, provisionné à hauteur de 35 millions d'euros dans le pôle Activités hors métiers de Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre 2012 puis affecté à la contribution de Cariparma au cours du premier semestre 2013. Retraité de cet impact, le coût du risque augmente de 24,9 % au premier semestre 2013 par rapport au même semestre de l'année précédente. Le ratio de créances douteuses sur encours s'établit à 9,6 % au 30 juin 2013, avec un taux de couverture de 44,6 % (y compris provisions collectives).

Au total, le résultat net part du Groupe de Cariparma s'élève à 59 millions d'euros¹ au premier semestre 2013 contre 72 millions d'euros au même semestre de l'année précédente.

Hors l'Italie, les autres entités du Groupe restent en équilibre collecte / crédit. Le produit net bancaire de ces entités s'élève à 427 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 415 millions d'euros un an plus tôt. Sa répartition géographique au premier semestre 2013 affiche une contribution des entités européennes hors Cariparma de 19% tandis que les entités situées en Afrique et Moyen-Orient contribuent pour 17%. Au premier semestre 2012, leur contribution respective était de 18% et 15%. Au total, leur contribution au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'élève à +58 millions d'euros² au premier semestre 2013.

¹ Retraité de l'impact de 21 millions d'euros en résultat net part du Groupe du complément de provision liée au contrôle de la Banque d'Italie comptabilisé dans les comptes de Cariparma au premier semestre 2013

² Hors contribution du BES

4- Gestion de l'épargne

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2013, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 107,0 milliards d'euros¹, en hausse de 10,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché positif sur la période. Hors l'effet marché et change de +2,7 milliards d'euros, cette hausse provient de la progression des encours de la gestion d'actifs de 4,5 milliards d'euros et de l'assurance-vie de 3,2 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce semestre, à 813 millions d'euros, en baisse de 6,2 % par rapport au même semestre de l'année précédente.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1
Produit net bancaire	2 551	2 602	(2,0%)
Charges d'exploitation	(1 237)	(1 194)	+3,6%
Résultat brut d'exploitation	1 314	1 408	(6,6%)
Coût du risque	(3)	(55)	(94,0%)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	10	5	x2,1
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	28	ns
Résultat avant impôt	1 321	1 386	(4,6%)
Impôts sur les bénéfices	(427)	(428)	(0,3%)
RESULTAT NET	894	958	(6,5%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	813	868	(6,2%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi poursuit son développement à l'international et l'élargissement de son offre, par l'acquisition en cours de la société américaine Smith Breeden, spécialiste en produits de taux USD, et le renforcement de ses équipes commerciales au Royaume Uni, en Italie et en Suède.

Amundi affiche ce semestre un bon niveau d'activité. En incluant à 100% les joint-ventures en Asie, les actifs sous gestion s'élèvent à fin juin 2013 à 746 milliards d'euros (+0,9% par rapport à fin décembre 2012) grâce notamment à une collecte de 4,5 milliards d'euros sur le semestre. Celle-ci est

¹ Incluant à 100% les joint-ventures en Asie en gestion d'actifs

portée par les actifs longs, notamment obligataires, diversifiés et immobiliers, et pâtit en revanche de sorties saisonnières de la part des institutionnels et des *corporates* sur le monétaire au mois de juin (règlement des pensions et dividendes). La collecte est soutenue ce semestre par la clientèle institutionnelle (+8,7 milliards d'euros), les réseaux internationaux (+2,2 milliards d'euros) et l'épargne entreprises (+1,7 milliard d'euros). A 757 milliards d'euros au 30 juin 2013, les encours moyens progressent de 9,2% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013. L'effet marché est positif de 2 milliards d'euros sur la même période.

Les résultats reflètent cette bonne dynamique ainsi que la hausse des marchés financiers par rapport à l'année précédente. Amundi affiche un résultat net part du Groupe de 160 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une hausse de 12,1% par rapport au premier semestre 2012, retraité de la plus-value de cession de Hamilton Lane de 60 millions d'euros avant impôt au premier trimestre 2012. Ceci reflète la croissance de 2,5% du produit net bancaire par rapport au premier semestre 2012 retraité de la plus-value sur Hamilton Lane, alors que les charges augmentent de 1,5% sur la même période. Le coefficient d'exploitation s'établit à 54,9% au premier semestre 2013, en amélioration de 0,5 point en un an.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de conjuguer une politique commerciale dynamique associée à une maîtrise des coûts. Ainsi, les encours administrés sont en hausse de 14,0% sur un an pour atteindre 1 264 milliards d'euros. Les encours conservés sont en baisse sur la même période du fait de la sortie de la Caisse des dépôts. Cette baisse, de 8,6%, est néanmoins limitée compte tenu du bon développement commercial de la filiale.

Affectés par la baisse des taux, les revenus du métier sont en diminution de 5,0% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013. Les charges, maîtrisées, sont en baisse de 0,9% sur la même période.

Le résultat net part du Groupe du premier semestre 2013 s'établit à 70 millions d'euros, en baisse de 12,3 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

L'activité **Banque privée** se maintient sur le semestre. Les encours, qui atteignent 131,7 milliards d'euros au 30 juin 2013 sont en baisse de 0,4% par rapport au 31 décembre 2012, du fait d'un effet change négatif.

Sur le périmètre France, les encours, à 60,8 milliards d'euros, présentent une légère hausse de 0,7% par rapport au 31 décembre 2012. En revanche, à l'international, ils enregistrent une baisse de 1,3% pour atteindre 70,9 milliards d'euros.

Bénéficiant d'une progression des revenus liés notamment à l'activité des valeurs mobilières, le résultat net part du Groupe du premier semestre 2013 s'établit à 69 millions d'euros, en hausse de 21,2 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

Le pôle **Assurances** réalise un chiffre d'affaires de 14,1 milliards d'euros sur le premier semestre 2013, contre 11,5 milliards d'euros sur le premier semestre 2012 et affiche une progression de 21,9%.

L'assurance-vie a connu un excellent début d'année tant en France qu'à l'international. Le chiffre d'affaires s'élève à 9,8 milliards d'euros au premier semestre et progresse en France de 22,3% par rapport au premier semestre de l'année précédente, dans un marché en croissance de 7%¹. A l'international, il augmente de 42,1%² sur la même période. Les encours gérés en assurance-vie sont ainsi portés à 229,2 milliards d'euros, en hausse de 4,9%² sur un an. La part des encours en euros s'élève à 188,3 milliards d'euros, en progression de 5,1% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 40,9 milliards d'euros augmentent de 4,3% sur la même période et représentent 17,9% des encours totaux. Depuis le début de l'année, la collecte nette s'élève à 3,2 milliards d'euros dont 2,5 milliards d'euros en France.

¹ Source FFSA (chiffres à fin juin 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

L'assurance dommages en France continue de faire preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de 7,4% au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012, croissance supérieure au marché qui progresse de 2,5% sur la même période¹. Au premier semestre 2013 le ratio sinistres sur cotisation (tous exercices et net de réassurance) est maîtrisé et s'établit à 70,6% contre 70,7% au premier semestre 2012.

Avec un chiffre d'affaires de 460 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 474 millions d'euros un an plus tôt, l'activité en assurance emprunteurs est en légère baisse, pénalisée par le ralentissement du crédit à la consommation.

Après retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) au premier semestre 2012 qui bénéficiaient de la déductibilité de certaines taxes (réduction des charges de 25 millions d'euros), les charges d'exploitation progressent de 2,6% au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012 intégrant 6 millions d'euros de charges sur la période liées aux nouvelles taxes sociales et fiscales. Au total, le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 27,2% sur le semestre, en hausse de 3,2 points par rapport au premier semestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit sur le semestre à 514 millions d'euros intégrant des charges de financement supplémentaires liées à l'opération d'optimisation de la structure du capital du Groupe dans l'environnement réglementaire Bâle 3. Les coûts relatifs à cette opération sont comptabilisés en produit net bancaire et représentent une charge de 50 millions d'euros sur le semestre et 36 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Malgré ces coûts additionnels, le résultat net part du groupe ne baisse que de 0,6%¹ par rapport au premier semestre 2012.

Enfin, Crédit Agricole Assurances a poursuivi ses investissements dans l'économie française, pour 4 milliards d'euros au premier semestre 2013 dont 1,4 milliard d'euros en investissements innovants.

¹ Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

5- Services financiers spécialisés

Après plusieurs trimestres marqués par le plan d'adaptation, **le pôle SFS**, sur le premier semestre, renoue avec les bénéfices et présente des indicateurs d'activité (produit net bancaire et encours) en voie de stabilisation.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 651	1 805	(8,5%)
Charges d'exploitation	(770)	(794)	(3,0%)
Résultat brut d'exploitation	881	1 011	(12,8%)
Coût du risque	(816)	(1 069)	(23,7%)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	10	+40,8%
Résultat avant impôt	79	(48)	ns
Impôts sur les bénéfices	(52)	(37)	+42,4%
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-
RESULTAT NET	27	(85)	ns
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	67	28	x2,4

Au premier semestre 2013, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 67 millions d'euros contre 28 millions au premier semestre 2012. Conséquence du plan d'adaptation, les volumes d'activité diminuent. Le produit net bancaire enregistre ainsi une baisse de 8,5% par rapport au premier semestre 2012. Par ailleurs, les efforts sur les charges sont maintenus ; ainsi les charges sont-elles en baisse de 3,0% sur l'ensemble du premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012.

La forte diminution du **coût du risque** par rapport à l'exercice précédent, soit -23,7% sur le semestre, reflète principalement l'amélioration sur Agos.

Le métier **Crédit à la consommation**, après plusieurs trimestres de contraction conformément au plan d'adaptation, tend à stabiliser son niveau d'activité et ses revenus. Les encours consolidés de CACF reculent ainsi de 6,4% sur un an mais baissent seulement de 1,2% entre le premier et le deuxième trimestre 2013. Ils ressortent à 46,5 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 49,7 milliards au 30 juin 2012. La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 1,9 milliard d'euros sur un an. Les encours gérés s'établissent à 72,3 milliards d'euros au 30 juin 2013. Leur répartition géographique est inchangée sur le premier semestre avec 38% des encours localisés en France, 34% en Italie et 28% dans les autres pays.

Le **produit net bancaire** de CACF s'élève à 1 385 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 9,4%. Les charges d'exploitation demeurent sous contrôle et diminuent de 2,5% par rapport au premier semestre 2012.

Le **coût du risque** reste maîtrisé en dehors de l'Italie, à 124 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos au premier semestre 2013 contre 109 points de base au premier semestre 2012. Le coût du risque d'Agos est en forte baisse après les compléments de provisions passés en 2012 : au premier semestre 2013, il s'établit ainsi à 456 millions d'euros. Cette baisse est le fruit des mesures significatives prises sur la gouvernance et la gestion des risques dans cette filiale depuis le mois de mars 2012.

Les résultats des métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** reflètent l'ajustement de ces métiers au plan d'adaptation depuis fin 2011 avec une baisse globale des encours, partiellement compensée par un niveau élevé de marges et une bonne maîtrise des charges. Dans le métier du **crédit-bail**, l'encours ressort à 16,2 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 17,5 milliards au 30 juin 2012. Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré atteint 14,8 milliards d'euros au 30 juin 2013 et progresse de 2,4% par rapport au 30 juin 2012, plus particulièrement sur l'international. Ainsi, la contribution de ces deux métiers au Résultat net part du Groupe est stable par rapport à 2012 et s'élève à +26 millions d'euros.

6- Banque de financement et d'investissement

Après une année 2012 marquée par la transformation du modèle de Crédit Agricole CIB et les efforts de deleveraging, le premier semestre 2013 illustre la nouvelle organisation de la banque contribuant à faire de CACIB une « Debt house », recentrée sur un portefeuille de clients stratégiques et sur un réseau géographique resserré autour de ses métiers d'excellence. Au cours du semestre, la cession de Crédit Agricole Cheuvreux à Kepler a été finalisée, aboutissant à la création de Kepler Cheuvreux, le leader européen des courtiers indépendants, dont Crédit Agricole CIB détient 15,1%. Par ailleurs, le 31 juillet 2013, la vente des 80,1% restants de CLSA à CITIC Securities a été signée, l'accord portant sur l'ensemble du périmètre de CLSA à l'exception de ses activités à Taiwan, pour un montant global de 1 152 millions de dollars.

Au premier semestre 2013, la banque de financement et d'investissement fait preuve d'une bonne résistance, avec une baisse limitée, -7,3 % du produit net bancaire qui s'établit à 2 173 millions d'euros (retraité des impacts CVA/DVA et couvertures de prêts). La politique de maîtrise des coûts mise en œuvre se traduit par une baisse de 8,6% des charges d'exploitation.

Malgré les effets du plan d'adaptation en 2012 et les efforts entrepris en termes de liquidité, la banque de financement maintient ses positions sur ses principaux métiers. Dans un environnement encore volatil, les revenus des activités de marchés affichent une bonne résistance. La banque d'investissement enregistre de bonnes performances sur la période grâce notamment au primaire actions. Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt, à -5 millions d'euros pour le semestre, est non significatif.

NB pour mémoire : les comptes 2012 ont été retraités du passage en IFRS 5 de CA Cheuvreux et CLSA et du passage du spread émetteur de BFI en AHM.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2013 Impact CVA/DVA* et couverture de prêts	S1 2013 (hors CVA/DVA et couv de prêts)	S1 2012**
Produit net bancaire	2 149	(24)	2 173	2 343
Charges d'exploitation	(1 331)	-	(1 331)	(1 457)
Résultat brut d'exploitation	818	(24)	842	886
Coût du risque	(216)	-	(216)	(171)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69	-	69	80
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	3	12
Résultat avant impôt	674	(24)	698	807
Impôts sur les bénéfices	(174)	14	(188)	(228)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	-	(4)	ns
RESULTAT NET	496	(10)	506	579
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	487	(10)	497	584

* Impact de la première application sur CVA/DVA et DVA courante

** 2012 hors impacts Cheuvreux/CLSA, plan d'adaptation et couvertures de prêts

Activités pérennes

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013*	S1 2012**	Variation S1*/S1**
Produit net bancaire	2 070	2 275	(9,0%)
Charges d'exploitation	(1 245)	(1 300)	(4,2%)
Résultat brut d'exploitation	825	975	(15,5%)
Coût du risque	(187)	(116)	+60,3%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69	80	(13,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	3	12	(78,6%)
Résultat avant impôt	710	951	(25,3%)
Impôts sur les bénéfices	(192)	(275)	(30,6%)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	-	ns
RESULTAT NET	514	676	(23,7%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	502	660	(23,6%)

* Retraité de la première application d'IFRS 13 (CVA/DVA), de la DVA courante et des couvertures de prêts

** 2012 hors impacts Cheuvreux/CLSA, plan d'adaptation et couvertures de prêts

Au premier semestre 2013, le produit net bancaire des activités pérennes s'élève à 2 046 millions d'euros, en baisse de 10,6 % par rapport au premier semestre 2012. Retraité des couvertures de prêts et des impacts CVA/DVA, il ressort à 2 070 millions d'euros, en baisse de 9,0% par rapport au premier semestre 2012 qui avait bénéficié d'un début d'année particulièrement porteur dans les activités de marchés.

CACIB consolide ses positions concurrentielles, fondées sur une expertise reconnue dans ses métiers d'excellence : en banque commerciale, CACIB conserve son premier rang dans les activités de syndication¹ et se situe à la deuxième place sur la zone EMEA et en Europe occidentale¹. CACIB se situe également à la deuxième place sur la syndication de prêts aux entreprises dans la zone EMEA¹. En banque de marché et d'investissement, CACIB demeure à la première place mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo¹, de même qu'en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP¹.

¹ Source : Thomson Financial

Au premier semestre 2013, en ligne avec la diminution des effectifs, les charges diminuent de 4,2%. Le coût du risque progresse de 60,3 %, par rapport à un début d'année 2012 très faible. Rapporté aux encours, il se maintient à un niveau modéré, 23 points de base annualisés sur le semestre.

Au total, le résultat net part du Groupe des activités pérennes ressort à 492 millions d'euros, en baisse de 21,5% par rapport au premier semestre 2012, et à 502 millions d'euros retraité des couvertures de prêts et de la DVA.

Banque de financement

	S1 2013*	S1 2012**	Variation S1*/S1**
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire	1 003	1 082	(7,3%)
Charges d'exploitation	(450)	(464)	(3,1%)
Résultat brut d'exploitation	553	618	(10,6%)
Coût du risque	(171)	(111)	+53,4%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69	80	(12,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	3	1	x2,7
Résultat avant impôt	454	588	(22,7%)
Impôts sur les bénéfices	(112)	(169)	(34,0%)
RESULTAT NET	342	419	(18,1%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	335	410	(18,0%)

* Retraité des couvertures de prêts

** 2012 hors impacts plan d'adaptation et couvertures de prêts

Après une année 2012 marquée par la réduction du portefeuille et de la liquidité, la banque de financement enregistre une bonne résistance au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012. Le produit net bancaire des financements structurés reste pratiquement stable, à 569 millions d'euros contre 578 millions d'euros au premier semestre 2012. La banque commerciale est en retrait de 13,8% semestre sur semestre, reflétant la dépréciation de titres sur un dossier en début d'année et, en sens inverse, une reprise progressive de l'activité par rapport à une fin d'année 2012 et un début 2013 marqués par un marché dégradé.

Dans le même temps, la consommation de liquidité continue à se réduire, pour atteindre 87 milliards d'euros en fin de semestre 2013, à comparer à plus de 95 milliards d'euros au premier semestre 2012.

Le coût du risque ressort en hausse sensible sur le premier semestre 2013, +53,4 % mais rapporté à une base de comparaison 2012 très faible. Rapporté aux encours clientèle de la banque de financement, il reste modéré à 33 points de base.

Banque de marché et d'investissement

	S1 2013*	S1 2012**	Variation S1*/S1**
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire	1 067	1 193	(10,5%)
Charges d'exploitation	(795)	(836)	(4,8%)
Résultat brut d'exploitation	272	357	(23,9%)
Coût du risque	(16)	(5)	x3,1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	1	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	-	11	ns
Résultat avant impôt	256	364	(29,6%)
Impôts sur les bénéfices	(80)	(106)	(25,2%)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	-	ns
RESULTAT NET	172	258	(32,9%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	167	250	(32,9%)

* Retraité de la première application d'IFRS 13 (CVA/DVA) et de la DVA courante

** 2012 hors impacts Cheuvreux/CLSA, et plan d'adaptation

Dans un contexte de marché encore incertain et notamment marqué par les annonces de la Fed sur sa politique monétaire, les activités de marchés affichent une bonne résistance par rapport à un premier semestre 2012 élevé.

Au sein du segment Global Markets, l'activité est principalement soutenue par les activités de taux qui sont portées par une bonne activité commerciale et par la titrisation dont les résultats restent stables sur la période, à des niveaux satisfaisants. Les revenus de la banque d'investissement bénéficient d'un niveau de commissions important et enregistrent de bonnes performances notamment sur la ligne produit primaire actions avec par exemple la cession des titres EADS de Lagardère où Crédit Agricole CIB est intervenu en tant que conseil. CACIB progresse ainsi de la 6^e à la 1^{re} place mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo et occupe également la 1^{re} place en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP (source Thomson Financial).

Le résultat net part du Groupe atteint 167 millions d'euros soit une baisse de 32,9% par rapport à 2012.

La VaR continue d'être maîtrisée et s'établit au niveau faible de 15 millions d'euros au 30 juin 2013.

Activités en cours d'arrêt

	S1 2013	S1 2012*	Variation S1/S1*
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire	103	67	+52,2%
Charges d'exploitation	(86)	(157)	(45,4%)
Résultat brut d'exploitation	17	(90)	ns
Coût du risque	(29)	(55)	(46,8%)
Résultat avant impôt	(12)	(145)	(91,4%)
Impôts sur les bénéfices	4	47	(90,8%)
RESULTAT NET	(8)	(98)	(91,7%)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(5)	(77)	(93,6%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation en 2012 et tenant compte de la réorganisation de la BFI depuis le 1^{er} juillet 2012

Le poids des activités en extinction poursuit sa diminution par rapport à 2012 et représente, avec un résultat net part du Groupe de -5 millions d'euros, un impact non significatif sur le semestre.

Au premier semestre 2013, un relatif regain d'appétit de certains investisseurs pour des produits de type CDOs et ABS a permis à CACIB de générer 103 millions d'euros de revenus sur ces portefeuilles.

Les charges enregistrent une baisse sensible, -45,4%, en lien avec la baisse des effectifs et l'arrêt progressif des activités de dérivés actions et matières premières.

Des informations complémentaires sur la nature des principales expositions sont présentées dans la partie « expositions sensibles selon les recommandations du Financial Stability Board » dans la partie « Facteurs de risques ».

7- Activités hors métiers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation S1/S1
Produit net bancaire	(1 254)	(9)	ns
Charges d'exploitation	(432)	(440)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	(1 686)	(449)	x3,8
Coût du risque	66	(8)	ns
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(65)	(52)	+26,5%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	(4)	(7,0%)
Résultat avant impôt	(1 689)	(513)	x3,3
Impôts sur les bénéfices	585	(76)	ns
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	(2)	ns
RESULTAT NET	(1 104)	(591)	+87,0%
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(1 188)	(681)	+74,7%

Au premier semestre 2013, le produit net bancaire du pôle s'établit à -1 254 millions d'euros, contre un produit net bancaire de -9 millions d'euros au premier semestre 2012, qui intégrait l'impact favorable du rachat de dette hybride pour +864 millions d'euros et une dépréciation de -427 millions d'euros sur les titres d'Intesa Sanpaolo. Par ailleurs, il supporte une charge de 293 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB (-393 millions d'euros) et de celle liée aux contrats d'assurances en UC (+100 millions d'euros). Au premier semestre 2012, ces mêmes éléments volatils avaient impacté favorablement le produit net bancaire pour un total de 302 millions d'euros.

Les charges d'exploitation diminuent de 1,8% par rapport au premier semestre 2012 malgré la mise en place de nouvelles taxes sociales et fiscales sur le semestre. Hors effet des nouvelles taxes sur le semestre, elles enregistrent une baisse de 5,4%.

Le résultat net part du Groupe s'élève donc à -1 188 millions d'euros pour le semestre (-1 002 millions d'euros hors impacts de la réévaluation de la dette).

Structure financière du groupe Crédit Agricole S.A.

Évolution récente du capital

Au 30 juin 2013, le capital de Crédit Agricole S.A. s'élevait à 7 494 061 611 euros, divisé en 2 498 020 537 actions de 3 euros de nominal.

Au titre de l'année 2012, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. étant négatif, le Conseil d'administration a décidé de ne pas proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2013 de distribuer de dividendes.

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital social de Crédit Agricole S.A. au cours des cinq dernières années :

Date et nature de l'opération	Montant du capital (en euros)	Nombre d'actions
Capital au 31/12/2007	5 009 270 616	1 669 756 872
07/07/2008 Augmentation de capital par émission d'actions en numéraire (Assemblée générale du 21/05/2008)	+ 1 669 756 872	+ 556 585 624
Capital au 31/12/2008	6 679 027 488	2 226 342 496
22/06/09 Paiement du dividende 2008 en actions (Assemblée générale du 19/05/09)	+ 279 712 323	+ 93 237 441
Capital au 31/12/2009	6 958 739 811	2 319 579 937
21/06/10 Paiement du dividende 2009 en actions (Assemblée générale du 19/05/10)	+ 199 239 846	+ 66 413 282
29/07/10 Augmentation de capital réservée aux salariés (Assemblée générale du 19/05/09)	+ 47 001 216	+ 15 667 072
Capital au 31/12/2010	7 204 980 873	2 401 660 291
20/06/11 Paiement du dividende 2010 en actions (Assemblée générale du 18/05/11)	+ 288 935 580	+ 96 311 860
05/10/11 Augmentation de capital réservée aux salariés (Assemblée générale du 18/05/11)	+ 145 158	+ 48 386
Capital au 31/12/2011	7 494 061 611	2 498 020 537
Capital au 31/12/2012	7 494 061 611	2 498 020 537
Capital au 30/06/2013	7 494 061 611	2 498 020 537

Évolution de la répartition du capital

Le tableau ci-après présente l'évolution de la détention du capital de Crédit Agricole S.A. au cours de la dernière année :

Actionnaires	Situation au 30/06/2013			Situation au 31/12/2012	Situation au 30/06/2012
	Nombre d'actions	% des droits de vote	% du capital	% du capital	% du capital
SAS Rue La Boétie*	1 405 263 364	56,41	56,25	56,25	56,26
Actions en auto détention**	7 017 615	-	0,28	0,29	0,39
Salariés (FCPE, PEE)	111 247 810	4,47	4,46	4,43	5,04
Public (investisseurs institutionnels et actionnaires individuels)	974 491 748	39,12	39,01	39,03	38,31
TOTAL	2 498 020 537	100	100	100	100

* La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

** Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placées au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées et au sein d'un contrat de liquidité.

Fonds propres et ratios prudentiels

L'arrêté du 20 février 2007, transposition française de la réglementation Bâle 2, impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques.

Contexte réglementaire

I. Champ d'application des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle

Les établissements de crédit et entreprises d'investissement sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée, mais peuvent en être exemptés dans les conditions prévues par l'article 4 du règlement n° 2000-03 du 6 septembre 2000 modifié en date du 29 octobre 2009.

L'Autorité de contrôle prudentiel a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de cette exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sous-consolidé.

Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'Autorité de contrôle prudentiel de l'assujettissement sur base individuelle dans le respect de l'article 4.2 du règlement 2000-03 susvisé.

II. Réforme des ratios de solvabilité

Le ratio de solvabilité, dont les modalités de calcul sont indiquées dans la directive européenne CRD 3, se fonde sur l'évaluation des emplois pondérés du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel.

Pour l'essentiel de son périmètre, le groupe Crédit Agricole S.A a été autorisé par l'Autorité de contrôle prudentiel à utiliser pour l'évaluation des emplois pondérés la méthode IRB (risque crédit), la méthode modèle interne (risques de marché), et la méthode AMA (risque opérationnel).

Ratios prudentiels

I. Périmètre prudentiel

Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle :

Les entités exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée et qui sont comptablement consolidées sont les sociétés d'assurance. Ces sociétés d'assurance ne présentent pas d'insuffisance de fonds propres.

L'information sur ces entités ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans l'annexe 10 aux comptes consolidés intermédiaires résumés "Périmètre de consolidation au 30 juin 2013".

II. Ratios prudentiels au 30 juin 2013

Le tableau ci-après présente le ratio de solvabilité européen CRD et détaille les risques pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires, calculés conformément à la réglementation.

Le ratio de solvabilité global est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit ;
- des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

<i>(en milliards d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
FONDS PROPRES DE BASE (A)	36,8	36,3
Capital et réserves part du groupe	39,3	38,6
Fonds propres de base sur accord de l'Autorité de contrôle prudentiel	1,0	1,0
Intérêts minoritaires hors titres hybrides	3,6	3,3
Titres hybrides retenus en fonds propres de base sur accord de l'Autorité de contrôle prudentiel	8,7	9,3
Déductions des fonds propres de base dont notamment immobilisations incorporelles	(15,8)	(15,9)
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (B)	19,2	20,3
FONDS PROPRES SURCOMPLEMENTAIRES	0,0	0,0
DEDUCTIONS DES FONDS PROPRES DE BASE ET DES FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	(6,9)	(4,8)
Déductions des fonds propres de base (C)	(4,3)	(2,1)
Déductions des fonds propres complémentaires (D)	(2,6)	(2,7)
<i>Dont participations dans les établissements de crédit ou financiers supérieures à 10% de leur capital (hors créances subordonnées) ou donnant une influence notable sur ces établissements</i>	<i>(3,4)</i>	<i>(3,6)</i>
<i>Dont positions de titrisation pondérées à 1250%</i>	<i>(0,5)</i>	<i>(0,7)</i>
<i>Dont, pour les établissements utilisant les approches notation interne, la différence négative entre la somme des ajustements de valeurs et des dépréciations collectives afférentes aux expositions concernées et les pertes attendues</i>	<i>(0,3)</i>	<i>(0,1)</i>
DEDUCTIONS DES FONDS PROPRES DES SOCIETES D'ASSURANCE	0,0	(13,2)
TOTAL DES FONS PROPRES NETS DISPONIBLES	49,1	38,6
Tier 1 (A+C)	32,5	34,2
Tier 2 (B+D)	16,6	17,6
Tier 3	0,0	0,0
TOTAL DES RISQUES PONDERES	326,3	293,1
Risques de crédit	285,6	257,1
Risques de marché	17,9	13,1
Risques opérationnels	22,8	22,9
RATIO DE SOLVABILITE TIER 1	10,0%	11,7%
RATIO DE SOLVABILITE GLOBAL	15,0%	13,2%

Au 30 juin 2013, le ratio de solvabilité global CRD du groupe Crédit Agricole S.A. s'établit en Bâle 2 à 15,0 % dont 10,0 % pour les fonds propres de base après déduction des participations concernées (*Tier 1*), à comparer avec des ratios de respectivement 13,2 % et 11,7 % au 31 décembre 2012.

L'évolution des différentes composantes du ratio, particulièrement impactée par le changement de traitement des assurances, s'analyse comme suit :

- les fonds propres nets disponibles s'élèvent au 30 juin 2013 à 49,1 milliards d'euros et sont en hausse de 10,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012 :
 - les fonds propres durs (*Tier 1*) s'élèvent à 32,5 milliards d'euros au 30 juin 2013 et font ressortir une baisse de 1,7 milliard d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2012,
 - le poste capital et réserves part du Groupe est en hausse de 0,7 milliard d'euros, avec comme principal impact le résultat positif de la période pour 1,1 milliard d'euros,
 - les titres hybrides retenus en fonds propres de base sur accord de l'Autorité de contrôle prudentiel diminuent de 0,6 milliard d'euros du fait essentiellement du remboursement le 27 juin d'un titre super subordonné de 650 millions d'euros,
 - les déductions des fonds propres de base au titre des participations augmentent de 2,2 milliards d'euros : en effet, elles incluent désormais la différence de mise en équivalence des sociétés d'assurance qui s'élève à 2,2 milliards d'euros. Le premier janvier 2013 a enregistré la fin du régime transitoire relatif au traitement des participations dans les sociétés d'assurances pour les conglomérats financiers (cf. point 3 sur les déductions dans la partie ci-dessous « fonds propres, exigences de fonds propres et adéquation du capital »). Par ailleurs, les déductions des titrisations diminuent de 0,2 milliard d'euros, du fait d'amortissements chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank,
 - les fonds propres durs incluent depuis le 31 mars 2008 une avance d'actionnaires mise à la disposition de Crédit Agricole S.A. par les Caisses régionales. Celle-ci s'élève à 1,0 milliard d'euros depuis le 31 décembre 2011, date à laquelle elle avait été partiellement remboursée avec la mise en place de l'opération *Switch* qui permet la réduction des exigences prudentielles pesant sur Crédit Agricole S.A. au titre des participations minoritaires de 25 % détenues au capital des Caisses régionales,
 - les fonds propres complémentaires après déductions (*Tier 2*) baissent de 1 milliard d'euros entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013. Le Groupe a remboursé une émission de titres subordonnés à durée indéterminée d'un montant de 0,5 milliard d'euros, le solde étant dû aux décotes et tombées d'échéance,
 - les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (*Tier 3*) sont nuls au 30 juin 2013, la dette ayant été remboursée au 31 mars 2010,
 - le groupe Crédit Agricole S.A. ne déduit plus les fonds propres des entreprises d'assurance des fonds propres globaux du fait, comme énoncé ci-dessus, de la fin du régime transitoire relatif au traitement des participations dans les sociétés d'assurances pour les conglomérats financiers. L'impact de ce changement sur les fonds propres globaux, en-dehors de la déduction de la différence de mise en équivalence précitée, est donc l'annulation du montant de la déduction qui s'élevait, au 31 décembre 2012, à 13,2 milliards d'euros.
- les encours pondérés Bâle 2 s'élèvent à 326,3 milliards d'euros au 30 juin 2013, en hausse de 11,3 % par rapport à l'encours de fin décembre 2012 (293,1 milliards d'euros)
 - les risques de crédit, qui totalisent 285,6 milliards d'euros au 30 juin 2013, augmentent de 28,5 milliards d'euros sur la période. Cette hausse est due principalement au traitement en emplois pondérés de l'assurance pour 41,5 milliards d'euros (fin du traitement transitoire de l'assurance au 31 décembre 2012) compensée, en partie, par la cession d'Emporiki (- 15,5 milliards d'euros),
 - les risques de marché, qui sont de 17,9 milliards d'euros au 30 juin 2013, enregistrent sur le premier semestre 2013 une hausse de 36,4 %,
 - les risques opérationnels d'un montant de 22,8 milliards d'euros sont en très légère baisse.

Par ailleurs, les emplois pondérés liés aux participations dans les CCI/CCA des Caisses régionales augmentent de 1,0 milliard d'euros depuis le 31 décembre 2012 suite à l'augmentation de la valeur de mise en équivalence des Caisses régionales.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des encours pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre :

	Montant <i>(en milliards d'euros)</i>
Encours pondérés au 31 décembre 2012	293,1
Cession Emporiki	(15,5)
Traitement de l'assurance en emplois pondérés	41,5
Effet change (USD)	0,3
Actualisation des modèles et évolutions méthodologiques	0,6
Variations organiques ⁽¹⁾	6,3
Encours pondérés au 30 juin 2013	326,3

1. *Variation des expositions et migration de crédit*

Fonds propres, exigences de fonds propres et adéquation du capital

I. Composition des fonds propres

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement n° 90-02 modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011 du Comité de la réglementation bancaire et financière du 23 février 1990 relatif aux fonds propres. Ils sont structurés en trois catégories : les fonds propres de base, les fonds propres complémentaires et les fonds propres surcomplémentaires, catégories desquelles sont réalisés plusieurs types de déductions.

Les catégories de fonds propres sont ventilées selon les critères suivants : degré décroissant de solidité et de stabilité, durée, degré de subordination.

1. Fonds propres de base

Ils comprennent :

A. LE NOYAU DUR (CAPITAL, RESERVES, INTERETS MINORITAIRES) APRES DEDUCTIONS

- le capital ;
- les réserves, y compris les écarts de réévaluation, les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En ce qui concerne les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente, elles sont enregistrées comptablement directement en capitaux propres et sont retraitées de la manière suivante :

- pour les instruments de capitaux propres, les plus-values latentes nettes sont déduites des fonds propres de base, nettes du montant de l'impôt déjà déduit comptablement, et sont reprises, avant impôt, en fonds propres complémentaires à hauteur de 45 %. Les moins-values latentes nettes ne sont pas retraitées,
- les plus ou moins-values latentes enregistrées comptablement directement en capitaux propres du fait d'une opération de couverture de flux de trésorerie sont neutralisées,

- pour les autres instruments financiers, comprenant les instruments de dettes ou les prêts et créances, les plus ou moins-values latentes sont également neutralisées,
 - les pertes de valeur sur tout actif disponible à la vente enregistrées en compte de résultat ne sont pas retraitées,
 - enfin, les plus ou moins-values latentes correspondant au risque de crédit sur soi-même comptabilisées sur les émissions à la juste valeur sur options sont neutralisées ;
- les primes d'émission ou de fusion ;
 - le report à nouveau ;
 - le résultat net d'impôt conservé de l'exercice en cours, soit le résultat net part du Groupe diminué d'une estimation pour distribution de dividendes (sauf en cas d'anticipation de non distribution) ;
 - les fonds pour lesquels l'Autorité de contrôle prudentiel a déterminé qu'ils remplissaient les conditions pour une inclusion en fonds propres de base, et qui ne sont pas des titres hybrides visés ci-dessous. Crédit Agricole S.A. détient ainsi au 30 juin 2013 dans ses fonds propres de base une avance d'actionnaires octroyée par les Caisses régionales, partiellement remboursée, et s'élevant à 1 milliard d'euros ;
 - les intérêts minoritaires : ils incluent les quotes-parts de participations ne donnant pas le contrôle dans les participations détenues par Crédit Agricole S.A. ainsi que les T3CJ (cf. note annexe 5.8 aux comptes consolidés intermédiaires résumés) qui bénéficient d'un accord de l'Autorité de contrôle prudentiel pour ne pas être inclus dans la catégorie ci-dessous des titres hybrides ;
 - les déductions sont les suivantes :
 - les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable,
 - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition.

B. LES TITRES HYBRIDES (Y COMPRIS ACTIONS DE PREFERENCE)

Ils comprennent des instruments de fonds propres à caractère non innovant et à caractère innovant, ces derniers étant assortis d'une forte incitation au remboursement *via* notamment un saut de la rémunération (ou *step-up*). Les titres hybrides sont constitués de titres super-subordonnés émis dans le cadre des dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce, modifié par la loi relative à la sécurité financière du 1er août 2003, et d'actions de préférence *preferred securities* de droit anglo-saxon, qui proviennent de la consolidation de véhicules *ad hoc* destinés à l'émission indirecte d'instruments hybrides.

La note annexe 5.12 aux comptes consolidés intermédiaires résumés "Capitaux propres" présente notamment la composition du capital et le détail des actions de préférence.

Les instruments hybrides sont soumis au respect de certaines limites par rapport aux fonds propres de base (ces derniers étant calculés avant les déductions visées au point 3 ci-dessous) :

- les instruments hybrides "innovants", tels que définis ci-dessus, sont limités à 15 % des fonds propres de base sous réserve d'un accord préalable du Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel (SGACP), dès lors qu'ils respectent les critères d'éligibilité en fonds propres de base ;
- l'ensemble des instruments hybrides – "innovants et non innovants" – est limité à 35 % des fonds propres de base ;
- les instruments hybrides (y compris les actions de préférence susvisées), et les intérêts minoritaires susvisés, pris ensemble, ne peuvent représenter plus de 50 % des fonds propres de base.

Titres super-subordonnés

Le détail des titres super-subordonnés au 30 juin 2013 est le suivant :

Émetteur	Date d'émission	Montant à l'émission (en millions)	Devise	Dates de Call	Rémunération	Caractère innovant (I) Non innovant (NI)	Montants prudentiels au 30/06/2013 (en millions d'euros) ⁽¹⁾
Crédit Agricole S.A.	Février 2005	600	EUR	Février 2015 puis annuel	6 % puis à compter du 04/02/2006, 10y CMS + 0,025 %, cap à 7,75 %	NI	371
Crédit Agricole S.A.	Novembre 2005	600	EUR	Novembre 2015 puis trimestriel	4,13 % puis à compter du 09/11/2015, E3M + 1,65 %	I	329
Crédit Agricole S.A.	Février 2006	500	GBP	Février 2016 puis trimestriel	5,136 % puis à compter du 24/02/2016, Libor3M GBP + 1,575 %	I	232
Crédit Agricole S.A.	Août 2006	400	CAD	Août 2016 puis trimestriel	5,5 % puis à compter du 11/08/2016, CDOR 3M CAD + 1,75 %	I	43
Crédit Agricole S.A.	Mai 2007	1 500	USD	Mai 2017 puis tous les 10 ans	6,637 % puis à compter du 31/05/2017, Libor3M USD +1,2325%	NI	679
Crédit Agricole S.A.	Octobre 2007	500	USD	Octobre 2012 puis semestriel	7,375 %	NI	382
Crédit Agricole S.A.	Décembre 2007	250	NZD	Décembre 2017 puis trimestriel	10,035 % puis à compter du 19/12/2012 5,04%, puis à compter du 19/12/2017, NZD 3M + 1,90 %	NI	148
Crédit Agricole S.A.	Janvier 2008	400	GBP	Janvier 2020 puis trimestriel	7,589 % puis à compter du 30/01/2020, Libor 3M GBP + 3,55 %	I	200
Crédit Agricole S.A.	Mars 2008	850	EUR	Mars 2018 puis trimestriel	8,2 % puis à compter du 31/03/2018, E3M + 4,80 %	I	849
Crédit Agricole S.A.	Septembre 2008	500	EUR	Septembre 2018 puis trimestriel	10,653 % puis à compter du 30/09/2018, E3M + 6,80 %	I	499
Crédit Agricole S.A.	Juin 2009	1 350	USD	Décembre 2014 puis semestriel	9,75 %	NI	1 030
Crédit Agricole S.A.	Octobre 2009	1 000	USD	Octobre 2019 puis trimestriel	8,375 % puis à compter du 13/10/2019, Libor 3M USD + 6,982 %	I	761
Crédit Agricole S.A.	Octobre 2009	550	EUR	Octobre 2019 puis trimestriel	7,875 % puis à compter du 26/10/2019, E3M + 6,424 %	I	547
Crédit Agricole S.A.	Octobre 2009	300	GBP	Octobre 2019 puis trimestriel	8,125 % puis à compter du 26/10/2019, Libor 3M GBP + 6,146 %	I	338
CACEIS	Novembre 2007	40	EUR	Novembre 2017 puis trimestriel	6,315 % puis à compter du 28/11/2017, E3M + 2,80 %	I	40
Newedge	Décembre 2008	103	USD	Décembre 2013 puis trimestriel	8,60 % puis à compter du 23/12/2013, Libor3M + 6,5 %	NI	78
Cariparma	Juin 2011	30	EUR	Juin 2016 puis trimestriel	E3M+7,29%	NI	29
TOTAL							6 555

⁽¹⁾ Montants utilisés pour la déclaration COREP.

2. Fonds propres complémentaires

Ils comprennent notamment :

- les fonds provenant de l'émission de titres ou emprunts subordonnés qui répondent aux conditions de l'article 4c du règlement 90-02 relatif aux fonds propres (titres subordonnés à durée indéterminée) ;
- les fonds provenant de l'émission de titres ou emprunts subordonnés qui répondent aux conditions de l'article 4d du règlement 90-02 (titres subordonnés remboursables) ;
- les plus-values latentes nettes afférentes aux instruments de capitaux propres reprises, avant impôt, en fonds propres complémentaires à hauteur de 45 % ;
- la différence positive entre la somme des ajustements de valeur et des dépréciations collectives afférents aux expositions concernées et les pertes attendues calculées en utilisant les approches de notations internes, dans la limite de 0,6 % des montants de leurs expositions pondérées.

Titres subordonnés à durée indéterminée

Le détail des titres subordonnés à durée indéterminée au 30 juin 2013 est le suivant

Émetteur	Date d'émission	Montant à l'émission (en millions)	Devise	Dates de Call	Rémunération	Montants pruden- tiels au 30/06/2013 (en millions d'euros) ⁽¹⁾
Crédit Agricole S.A.	Juin 2003	1 050	GBP	Juin 2018 puis tous les 5 ans	5 % puis à compter du 20/06/2018, 5 Y UKT + 0,97 % + 1 %	179
Crédit Agricole S.A.	Décembre 2001	937	EUR	Décembre 2011 puis trimestriel	5,641 % puis à partir du 20/12/2011, E3M + 0,75 %	936
Crédit Agricole S.A.	Mars 2003	636	EUR	Mars 2015 puis tous les 12 ans	5,2 % puis à compter du 07/03/2015, taux d'emprunt d'État 12 ans + 1,50 % (révision tous les 12 ans)	582
Crédit Agricole S.A.	Juin 2003	497	EUR	Juillet 2016 puis tous les 13 ans	4,7 % puis à compter du 03/07/2016 et jusqu'au 03/07/2029, taux d'emprunt d'état 13 ans +1 % ensuite, à compter du 03/07/2029, taux d'emprunt d'État 13 ans + 1,25 % (révision tous les 13 ans)	447
Crédit Agricole S.A.	Décembre 2003	505	EUR	Décembre 2015 puis tous les 12 ans	5 % puis à compter du 24/12/2015, taux d'emprunt d'État 12 ans + 0,75 % (révision tous les 12 ans)	422
LCL	Novembre 1985	229	EUR	-	Moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés (publication INSEE) - 0,15 %	97
LCL	Janvier 1987	229	EUR	Janvier 1994 puis annuel	Moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés (publication INSEE) - 0,30 %	115
TOTAL						2 778

⁽¹⁾ Montants utilisés pour la déclaration COREP.

Par ailleurs les dettes subordonnées au 30 juin 2013 comprennent également (cf. note annexe 5.8 aux comptes consolidés intermédiaires résumés “Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées”) :

- le dépôt de garantie à caractère mutuel ;
- les titres et emprunts participatifs ;
- les titres subordonnés remboursables (TSR).

3. Déductions

Elles sont visées aux articles 6,6 bis et 6 *quater* du règlement 90-02 relatif aux fonds propres et comprennent les participations représentant plus de 10 % du capital d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement, ainsi que les créances subordonnées et tout autre élément constitutif des fonds propres. Elles sont effectuées pour 50 % de leurs montants sur les fonds propres de base et pour les autres 50 % sur les fonds propres complémentaires.

Depuis le 31 décembre 2010, les déductions n'incluent plus les participations détenues par Crédit Agricole S.A. dans le capital des Caisses régionales (mises en équivalence), aux termes de l'article 67 des nouvelles modalités de calcul du ratio de solvabilité qui, depuis 2011, dispose que l'article 6 III du règlement 90-02 s'applique aux participations intragroupe des groupes mutualistes et coopératifs détenues sous forme de certificats coopératifs d'investissement (CCI) ou de certificats coopératifs d'associés (CCA). Ainsi, Crédit Agricole S.A. ne déduit plus ses participations dans les Caisses régionales et leurs filiales établissements financiers à hauteur de 50 % de leurs montants sur les fonds propres de base et de 50 % sur les fonds propres complémentaires, mais les a ajoutées au total des emplois pondérés après application d'une pondération.

Fin 2011, Crédit Agricole S.A. a mis en place l'opération *Switch* qui permet la réduction des exigences prudentielles pesant sur Crédit Agricole S.A. au titre des participations minoritaires de 25 % détenues au capital des Caisses régionales.

En contrepartie, Crédit Agricole S.A. a remboursé 74,5 % de l'avance d'actionnaires consentie par les Caisses régionales et 74,5 % des titres de capital hybride dits “T3CJ” souscrits par elles, soit un total de 4,2 milliards d'euros.

Conformément à l'article 6 *bis* du règlement 90-02 précité, les déductions incluent les positions de titrisation pondérées à 1 250 % détenues par les établissements assujettis lorsque ces positions ne sont pas incluses dans le calcul des montants des expositions pondérées.

En dernier lieu, ces déductions incluent également la déduction au titre des pertes attendues sur le portefeuille actions et, le cas échéant, la différence négative pour les établissements utilisant les approches de notations internes entre les dépréciations collectives et les pertes attendues.

Le *Tier 1* est constitué des fonds propres de base après imputation de la quote-part des déductions afférentes. Symétriquement, le *Tier 2* est constitué des fonds propres complémentaires après imputation de la quote-part des déductions afférentes.

En revanche, les participations détenues par Crédit Agricole S.A. dans des entités relevant du secteur des assurances, ainsi que les créances subordonnées et tout autre élément constitutif des fonds propres ne sont plus intégralement déduits des fonds propres globaux. Depuis le 1er janvier 2013, un établissement identifié comme conglomérat financier par l'Autorité de contrôle prudentiel doit déduire de ses fonds propres de base la différence positive de mise en équivalence consolidée provenant des entités du secteur des assurances. De plus, la part non déduite de cette participation (i.e. la valeur de la participation dans les entreprises mises en équivalence nette de la différence positive de mise en équivalence) doit être pondérée comme une exposition « action » au taux correspondant à l'approche notation interne appliquée par l'établissement, de même que les créances subordonnées. En contrepartie, comme précédemment, Crédit Agricole S.A. est soumis à une exigence complémentaire en matière d'adéquation des fonds propres sur la base de l'annexe du règlement 2000-03, visant à la surveillance des conglomérats financiers.

4. Fonds propres surcomplémentaires

Ils sont composés des emprunts subordonnés de durée initiale supérieure ou égale à deux ans, dans la limite des exigences réglementaires. Le Groupe n'en détient plus.

5. Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)

30/06/2013

	Détail	Total
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)		40 141
Participations ne donnant pas le contrôle et assimilés		
Participations ne donnant pas le contrôle (valeur comptable)	5 523	
Déduction des actions de préférence reclassées dans « autres éléments de capital Tier 1 »	(2 117)	
Ajustements réglementaires sur Tier 1		
Distribution de résultat anticipée	(174)	
Autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	1 428	
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	(15 787)	
Gains – pertes latents sur opérations couverture flux trésorerie	(350)	
Gains – pertes latents sur titres de capital et de dette disponibles à la vente	(478)	
Pertes attendues (50% du total sur le Tier 1)	(167)	
Déduction des titrisations (50% du total sur le Tier 1)	(249)	
Déductions au titre des participations dans les établissements de crédit ou financiers crédit (part Tier 1)	(1 695)	
Déductions des différences de mise en équivalence dans les entités d'assurance (100% Tier 1)	(2 162)	
Autres retraitements prudentiels	(63)	
Autres éléments de capital Tier 1	0	
Instruments de fonds propres hybrides	6 555	
Actions de préférence	2 117	
Total capital Tier 1		32 522
Ressources Tier 2		
Éléments, titres et emprunts répondant à l'article 4b et 4c (à durée indéterminée) du règlement 90-02	3 033	
Titres et emprunts répondant à l'article 4d (à durée déterminée) du règlement 90-02	15 789	
Ajustements réglementaires sur Tier 2		
Retraitement prudentiel sur instruments de capitaux propres ⁽²⁾	332	
Excédent des dépréciations collectives sur les pertes attendues	45	
Déduction des titrisations (50% du total sur le Tier 2)	(249)	
Pertes attendues (50% du total sur le Tier 2)	(167)	
Déductions au titre des participations dans les établissements de crédit ou financiers (part Tier 2)	(2 231)	
Total capital Tier 2		16 552
TOTAL FONDS PROPRES GLOBAUX		49 074

⁽¹⁾ Inclut l'avance d'actionnaires de SAS Rue La Boétie à Crédit Agricole S.A. pour 958 millions d'euros et T3CJ pour 470 millions d'euros (emprunt super-subordonné de Crédit Agricole SA aux Caisses Régionales ayant reçu un accord spécial de l'ACP)

⁽²⁾ Retraitement prudentiel en Upper Tier 2 de 45% des plus-values latentes sur titres de capital disponibles à la vente

Transactions avec les parties liées

Les principales transactions conclues entre parties liées sont décrites dans la note annexe 2.3 aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.

Tendances récentes et perspectives

Événements récents

Les événements récents postérieurs à la clôture sont décrits dans la note annexe 9 aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013.

Perspectives second semestre 2013

La croissance américaine s'appuie, selon nous, sur des fondamentaux suffisamment robustes pour que l'argument liquidité laisse progressivement place à celui de la reprise pour modeler les anticipations et façonner les tendances de marchés. La croissance devrait progressivement accélérer (1,9% en 2013 et 2,8% en 2014) sans remontée intempestive des taux d'intérêt (2,9% pour le taux 10 ans à fin 2013), ceci grâce à une bonne gestion de la Fed pour franchir, avec succès, les différentes étapes de sa stratégie de sortie.

La zone euro, ancrée dans une récession profonde et prolongée (-0,7% en moyenne en 2013), est vulnérable aux aléas financiers. Le retour timide de la confiance et les bourgeons de reprise, qui font çà et là leur apparition, ne résisteraient pas à une remontée trop rapide des taux d'intérêt, une configuration inconsistante avec le cycle d'amorçage en cours. Ceci dit, même à écarter ce risque, **le redressement de l'activité attendu en deuxième partie d'année s'annonce lent et laborieux, avec comme unique ressort un couple exportations-investissements qui devrait permettre d'arrimer progressivement la zone euro au cycle de reprise mondiale.** L'inflation n'étant pas un souci, la BCE devrait maintenir des conditions monétaires ultra-accommodantes avec, si besoin est, une nouvelle baisse de son taux directeur ou un assouplissement supplémentaire des conditions de liquidité. Elle a récemment modifié son mode de communication en introduisant une forme de pilotage des anticipations (« forward guidance ») afin de mettre un couvercle sur les taux d'intérêt. **La propagation de la hausse des taux américains est néanmoins inévitable pour les souverains européens de meilleure signature (1,9% pour le taux 10 ans allemand fin 2013), mais ce mouvement devrait aller de pair avec une compression des primes de risque pour les pays du Sud, financièrement fragiles, en phase avec l'amélioration conjoncturelle et les avancées sur le front de la consolidation budgétaire.** Le repli attendu de l'euro (avec une cible de 1,25 contre dollar fin 2013) devrait constituer un soutien opportun aux exportations, en améliorant la compétitivité de la zone.

Facteurs de risques

RISQUES DE CRÉDIT	106
RISQUES DE MARCHÉ.....	108
EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU <i>FINANCIAL STABILITY BOARD</i>.....	109
GESTION DU BILAN	113
RISQUES OPÉRATIONNELS.....	113
RISQUES JURIDIQUES.....	113
RISQUES DE NON-CONFORMITÉ	114

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion (pages 192 à 231).

Les principales catégories de risques auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), et les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2013 sont présentées ci-dessous, à l'exception des risques souverains en zone euro considérés comme significatifs dont les évolutions sont présentées dans la note 5.6 des annexes aux états financiers.

Risques de crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2012, pages 193 à 203. Ils n'ont pas connu d'évolution significative sur le premier semestre 2013.

1. Exposition et concentration

1.1. Exposition maximale

L'exposition maximale au risque de crédit (1 542 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 1 558 milliards d'euros au 31 décembre 2012) est évaluée avant effet de compensation ou de prise en compte des collatéraux. Elle baisse de 1 % sur le premier semestre 2013.

Au 30 juin 2013, certains comptes porteurs de risque de crédit ont été ajoutés à l'exposition maximale au risque de crédit. Cette évolution concerne principalement des comptes de dépôts de garantie sur opérations de marché.

1.2. Concentration

L'analyse de la concentration du risque de crédit par zone géographique et par filière d'activité économique porte sur les engagements commerciaux hors opérations internes au Groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par le groupe Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de pensions, soit 693 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 705 milliards au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2012, ce périmètre comprenait les expositions des activités comptabilisées en activités arrêtées ou destinées à être cédées. En revanche, il exclut en particulier les instruments dérivés qui sont principalement suivis en VaR (cf. risques de marché) et les actifs financiers détenus par les compagnies d'assurance.

Diversification par zone géographique

Zone géographique de risque	30/06/2013
France (hors Banque de détail)	36%
France (Banque de détail)	16%
Europe de l'Ouest hors Italie	14%
Italie	11%
Amérique du Nord	10%
Asie et Océanie hors Japon	4%
Afrique et Moyen-Orient	3%
Europe de l'Est	3%
Japon	2%
Amérique Centrale et du Sud	1%
Total	100%

Zone géographique de risque	31/12/2012
France (hors Banque de détail)	33%
France (Banque de détail)	16%
Europe de l'Ouest hors Italie	18%
Italie	12%
Amérique du Nord	8%
Asie et Océanie hors Japon	4%
Afrique et Moyen-Orient	3%
Europe de l'Est	3%
Japon	2%
Amérique Centrale et du Sud	1%
Total	100%

Il est à noter deux évolutions :

- La forte baisse constatée sur la zone Europe de l'Ouest, résultant de la cession d'Emporiki.
- L'augmentation de la zone France (hors banque de détail) liée à l'ajout des comptes de Dépôts de garantie sur opérations de marché au 30/06/2013.

Diversification par filière d'activité économique

Secteur d'activité	30/06/2013
Clientèle de la Banque de détail	29%
Services non marchands / Secteur public / Collectivités	18%
Banques	8%
Energie	8%
Autres activités financières non bancaires	5%
Automobile	3%
Distribution / Biens de consommation	3%
Divers	3%
Maritime	3%
Immobilier	3%
BTP	2%
Industrie lourde	2%
Aéronautique / Aérospatial	2%
Agriculture Agroalimentaire	2%
Autres industries	2%
Assurance	1%
Autres transports	1%
Informatique / Technologie	1%
Média / Edition	1%
Santé / Pharmacie	1%
Télécom	1%
Tourisme / Hôtels / Restauration	1%
Total	100 %

Secteur d'activité	31/12/2012
Clientèle de la Banque de détail	30%
Services non marchands / Secteur public / Collectivités	16%
Banques	8%
Energie	8%
Autres activités financières non bancaires	5%
Automobile	3%
Distribution / Biens de consommation	3%
Divers	3%
Maritime	3%
Immobilier	3%
BTP	2%
Industrie lourde	2%
Aéronautique / Aérospatial	2%
Agriculture Agroalimentaire	2%
Autres industries	2%
Assurance	1%
Autres transports	2%
Informatique / Technologie	1%
Média / Edition	1%
Santé / Pharmacie	1%
Télécom	1%
Tourisme / Hôtels / Restauration	1%
Total	100%

Exposition des prêts et créances par agent économique

La répartition des prêts et créances dépréciés par agent économique est présentée dans la note 5.3 des états financiers.

2. Coût du risque

Le coût du risque de Crédit Agricole S.A. et ses filiales et le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 3.8 des états financiers consolidés.

Risques de marché

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 203 à 208 du document de référence 2012.

Principales évolutions

1. Gestion du risque

L'organisation du contrôle des risques de marché ainsi que les méthodologies de mesure de la VaR n'ont pas fait l'objet d'évolutions majeures au cours du premier semestre 2013.

2. Exposition

La VaR du groupe Crédit Agricole SA intègre les effets de diversification entre les différentes entités du groupe. Cette VaR mutualisée s'élève à 16 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR, sur les activités de marché de Crédit Agricole S.A. entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 en fonction des facteurs de risque principaux :

Répartition de la VaR (99 %, 1J)

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2012
Taux	8	5	11	8	7
Crédit	10	4	11	7	4
Change	2	1	3	2	2
Actions	1	1	3	2	3
Matières premières	0	0	0	0	0
Compensation	(5)			(8)	(7)
VAR DU GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A. ⁽¹⁾	16	6	18	11	9
Pour information Somme des VaR des entités	17 ⁽²⁾	8	19	13	11

(1) La VaR mutualisée entre les différentes entités du Groupe.

(2) Dont CACIB 15 millions d'euros

Expositions sensibles selon les recommandations du *Financial Stability Board*

Les expositions suivantes correspondent aux recommandations du *Financial Stability Board*. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2013. À ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires au titre de leur examen limité sur l'information financière semestrielle.

Tableau de synthèse des expositions au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	Actifs en prêts et créances				Catégorie comptable	Actifs à la juste valeur			Catégorie comptable
	Exposition brute	Décote	Provision collective	Exposition nette		Exposition brute	Décote	Exposition nette	
RMBS	449	(74)	(47)	328	(1)	127	(78)	49	
CMBS	81	(3)	(22)	56		8	(1)	7	(3)
CDO super senior non couverts	1 875	(1 222)	(121)	532		1 173	(1 156)	17	
CDO mezzanines non couverts	74	(74)	-	-	(2)	602	(602)	0	
CLO non couverts	2 020	(24)	(11)	1 985		539	(16)	523	
Protections acquises auprès de monolines						161	(109)	52	(4)
Protections acquises auprès de CDPC						107	(22)	85	

(1) Prêts et créances sur les établissements de crédit ou la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés).

(2) Prêts et créances sur la clientèle - titres non cotés sur un marché actif (cf. note 5.3 des comptes consolidés).

(3) Actifs financiers à la juste valeur par résultat – obligations et autres titres à revenu fixe et instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés).

(4) Actifs financiers à la juste valeur par résultat – instruments dérivés (cf. note 5.1 des comptes consolidés).

ABS immobiliers

<i>(en millions d'euros)</i>	États-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
RMBS						
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute	242	339	143	181	64	100
Décote ⁽¹⁾	(88)	(161)	(24)	(32)	(9)	(26)
Exposition nette (en millions d'euros)	154	178	119	149	55	74
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute	85	109	37	40	5	6
Décote	(72)	(97)	(5)	(5)	(1)	(1)
Exposition nette (en millions d'euros)	13	12	32	35	4	5
% <i>subprime</i> sous-jacents sur exposition nette	97 %	95 %				
Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA	3 %	5 %				
AA	3 %	4 %				
A	4 %	3 %	100 %	79 %	82 %	58 %
BBB	3 %	5 %			18 %	13 %
BB	2 %	3 %		21 %		
B	2 %	5 %				7 %
CCC	10 %	3 %				
CC	3 %	3 %				
C	22 %	43 %				
Non noté	48 %	26 %				22 %
(en millions d'euros)						
	États-Unis		Royaume-Uni		Autres	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
CMBS						
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition nette ⁽¹⁾			23	25	33	68
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette			5	5	2	3
<i>(1) Dont 69 millions d'euros de provision collective au 30 juin 2013 contre 106 millions d'euros au 31 décembre 2012.</i>						

Par ailleurs, les achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste-valeur sont les suivants :

- (1) 30 juin 2013 : nominal = 57 millions d'euros ; juste valeur = 49 millions d'euros.
- (2) 31 décembre 2012 : nominal = 93 millions d'euros ; juste valeur = 79 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains*CDO super senior évalués à la juste valeur*

La valorisation des CDO super senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

Les taux de pertes finales appliqués sur les prêts en vie sont:

- calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel ;
- exprimés en pourcentage du nominal. Cette approche nous permet notamment de visualiser nos hypothèses de pertes en fonction de nos risques toujours au bilan de la banque.

Date de clôture	Taux de pertes subprime produits en		
	2005	2006	2007
31/12/2012	50 %	60 %	60 %
30/06/2013	50 %	60 %	60 %

Les flux futurs sont ensuite actualisés sur la base d'un taux prenant en compte la liquidité de ce marché.

CDO super senior évalués au coût amorti

Depuis le quatrième trimestre 2012, ils sont dépréciés selon la même méthodologie que les CDO super senior évalués à la juste valeur, à la différence que, les flux futurs obtenus sont actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif en date de reclassement.

CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 30 juin 2013, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 0,5 milliard d'euros sur des CDO super senior non couverts (après prise en compte d'une provision collective de 121 millions d'euros).

Décomposition des CDO super seniors

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	1 173	1 875
Décote	(1 156)	(1 222)
Provision collective		(121)
Valeur nette	17	532
Valeur nette au 31/12/2012	18	744
Taux de décote ⁽¹⁾	99 %	72 %
Sous-jacent		
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits avant 2006	9 %	30 %
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits en 2006 et 2007	31 %	3 %
% des actifs Alt A sous-jacents	2 %	6 %
% des actifs Jumbo sous-jacents	0 %	3 %

(1) Après prise en compte des tranches décotées à 100 %.

Autres expositions au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	Nominal	Décote	Provision collective	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	539	(16)		523
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	2 020	(24)	(11)	1 985
CDO Mezzanines non couverts évalués à la juste valeur	602	(602)		0
CDO Mezzanines non couverts comptabilisés en prêts et créances ⁽¹⁾	74	(74)		0

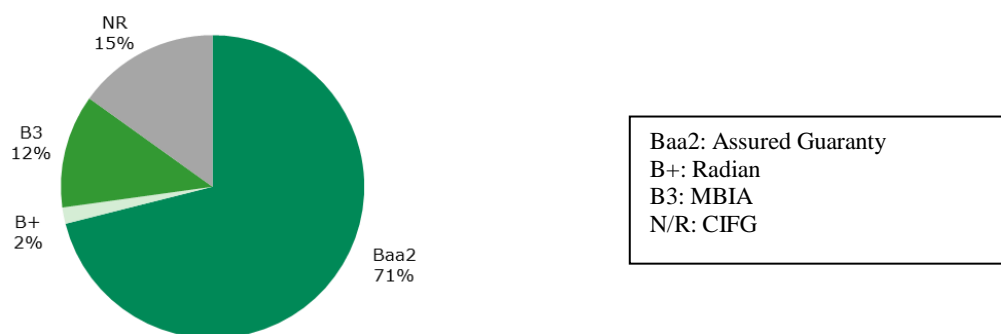
⁽¹⁾ Tranches de CDO mezzanines issues de la liquidation d'un CDO anciennement comptabilisé en prêts et créances

Protections

Protections auprès des monolines au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	Monolines en couverture de :				Total protections acquises auprès de monolines
	CDO résidentiels américains	CDO corporate	CLO sous-jacents	Autres	
Montant notionnel brut de la protection acquise	65	2 653	280	318	3 316
Montant notionnel brut des éléments couverts	65	2 653	280	318	3 316
Juste valeur des éléments couverts	41	2 651	264	199	3 155
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	24	2	16	119	161
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	(1)	(1)	(15)	(92)	(109)
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur Monolines	23	1	1	27	52

Répartition de l'exposition nette sur monolines au 30 juin 2013⁽¹⁾



* Notation la plus basse émise par Standard & Poors ou Moody's au 30 juin 2013.

Protections auprès de CDPC (Credit Derivative Product Companies)

Au 30 juin 2013, l'exposition nette auprès de CDPC est de 85 millions d'euros (contre 89 millions d'euros au 31 décembre 2012), principalement sur des CDO *corporate*, après prise en compte d'une décote de 22 millions d'euros (contre 48 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Gestion du bilan

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits pages 213 à 218 du document de référence 2012. Ils n'ont pas connu d'évolution significative.

1. Risque de taux d'intérêt global

L'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. n'a pas fondamentalement évolué au cours du premier semestre.

2. Exposition au risque de liquidité et de financement

Au 30 juin 2013, le coefficient de liquidité de Crédit Agricole S.A., tel que défini page 217 du document de référence 2012, s'élève à 154 % (contre 150 % au 31 décembre 2012).

Risques opérationnels

Les dispositifs de gestion et de surveillance des risques opérationnels sont décrits au sein du document de référence 2012, pages 227 à 229.

Il n'y a pas eu d'évolution significative au premier semestre 2013.

Risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale, sont décrites aux pages 229 à 231 dans le rapport de gestion pour l'exercice 2012 lui-même inclus dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2013 sous le numéro D.13-0141.

Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document, il convient de noter les évolutions suivantes :

- Dans le dossier **IFI DaptaMallinjoud**, dans lequel l'instance est pendante devant la Cour d'appel de Paris, les plaidoiries ont eu lieu le 18 juin 2013 et le délibéré a été fixé au 17 octobre 2013 ;
- En ce qui concerne le dossier **Strauss**, le procès, initialement prévu en 2013, ne se tiendra vraisemblablement pas avant 2014 ;
- Dans le dossier **Bell**, le pourvoi, formé par les Banques devant la *High Court of Australia* pour contester la décision du 17 août 2012 de la *Court of Appeal de la Supreme Court of Western Australia*, a été autorisé par la *High Court of Australia* le 22 mars 2013. Cette dernière ne s'est pas encore prononcée sur les points qui lui ont été soumis.

En ce qui concerne le dossier **OFAC**, les lois et règlements des États-Unis d'Amérique exigent le respect des sanctions économiques mises en place par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques et entités. Le *Department of Justice*, le bureau du *District Attorney* du comté de New York ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines souhaitent savoir comment certaines institutions financières ont effectué des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités faisant l'objet de sanctions américaines.

Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole CIB conduisent actuellement une revue interne des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités qui

pourraient être visés par ces sanctions et coopèrent avec les autorités américaines dans le cadre de leurs demandes.

Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue de ces revues internes et demandes, ni la date à laquelle elles se termineront. Si les constatations effectuées à l'occasion de ces revues les y conduisent, les autorités de contrôle américaines pourraient imposer, comme elles l'ont fait pour d'autres institutions financières, la mise en place de programmes renforcés de conformité ou prononcer des sanctions pécuniaires.

Dans le dossier **Euribor/Libor et autres indices**, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination de taux LIBOR (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux EURIBOR (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à ce jour.

Dans le cadre de leur coopération avec ces autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités. Ces travaux seront poursuivis au second semestre 2013. Il n'est actuellement pas possible de connaître l'issue des travaux ni la date à laquelle ils se termineront.

S'agissant de Singapour, Crédit Agricole CIB a conduit à la demande de la *Monetary Authority of Singapore* (« MAS »), une revue des communications échangées avec d'autres banques sur ses contributions à des indices locaux (SOR et SIBOR), ainsi que sur le marché des NDFs (*Non Deliverable Forwards*) concernant certaines devises régionales, pour la période allant de janvier 2007 à décembre 2011. La MAS a demandé, le 14 juin 2013, à Crédit Agricole CIB, ainsi qu'à 19 autres banques, de renforcer leurs procédures d'organisation et de contrôle des contributions aux indices et d'intervention sur le marché des NDFs. Elle a également imposé à ces banques une augmentation de leurs dépôts dans ses livres. La libération de ces réserves supplémentaires est conditionnée à la mise en place de ce programme d'organisation et de contrôle de manière satisfaisante pour la MAS.

Par ailleurs, un dossier nouveau est à noter : la banque japonaise **Aozora LTD** (« Aozora ») a assigné, le 18 juin 2013, devant la Cour du comté de New York, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities (U.S.A) à propos d'un CDO structuré par Crédit Agricole CIB, dénommé « Millstone IV ». Aozora avait investi 34 millions de dollars américains dans ce CDO et estime avoir subi un préjudice du fait de la structuration du CDO. Aozora demande le remboursement de l'investissement, des dommages intérêts pour un montant de 34 millions de dollars américains ainsi que le remboursement de frais et honoraires, ces montants n'étant pas chiffrés à ce jour.

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2013 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction générale.

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe Crédit Agricole S.A.

Risques de non-conformité

La prévention et le contrôle des risques de non-conformité sont traités au sein du document de référence 2012, pages 231.

2. Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013

(ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.
en date du 5 août 2013**

SOMMAIRE

CADRE GÉNÉRAL	118
>> PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ.....	118
ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	119
>> COMPTE DE RÉSULTAT	119
>> RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	120
>> BILAN ACTIF.....	121
>> BILAN PASSIF.....	122
>> TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	123
>> TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	125
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	128
1. PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉES	128
2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE	132
2.1 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	132
2.2 Ecart d'acquisition	135
2.3 Parties liées.....	135
2.4 Participations dans les co-entreprises	137
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	138
3.1 Produits et Charges d'intérêts.....	138
3.2 Commissions nettes.....	139
3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	139
3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	141
3.5 Produits et charges nets des autres activités.....	142
3.6 Charges générales d'exploitation.....	142
3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	143
3.8 Coût du risque	143
3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs.....	144
3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	145
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	147
4.1 Information sectorielle par secteur opérationnel	151
4.2 Spécificités de l'assurance	153
4.3 Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales	156
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	157
5.1 Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat.....	157
5.2 Actifs financiers disponibles à la vente	159
5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle.....	160
5.4 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue	162
5.5 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers.....	164
5.6 Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance	165
5.7 Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle	172
5.8 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....	173
5.9 Immeubles de placement	174
5.10 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	175
5.11 Provisions.....	175
5.12 Capitaux propres	178
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	180
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS	183



8.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	185
8.1	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût.....</i>	<i>185</i>
8.2	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....</i>	<i>187</i>
9.	EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	191
10.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013.....	192

Cadre général

>> *Présentation juridique de l'entité*

Depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Depuis le 1^{er} juillet 2012, l'adresse du siège social de la société est : 12 Place des Etats-Unis 92127 Montrouge Cedex

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 784 608 416

Code NAF : 6419Z

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L.512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistrée sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. A ce titre, elle est soumise aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de l'Autorité de contrôle prudentiel.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Etats financiers consolidés

>> Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Intérêts et produits assimilés	3.1	14 845	32 514	17 291
Intérêts et charges assimilées	3.1	(8 591)	(17 784)	(9 589)
Commissions (produits)	3.2	4 266	8 257	4 334
Commissions (charges)	3.2	(2 908)	(5 632)	(2 946)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	3.3	886	5 502	3 251
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	1 011	(122)	(566)
Produits des autres activités	3.5	14 592	28 038	14 081
Charges des autres activités	3.5	(15 862)	(34 333)	(16 210)
PRODUIT NET BANCAIRE		8 239	16 440	9 646
Charges générales d'exploitation	3.6	(5 442)	(11 316)	(5 629)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	(337)	(721)	(341)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 460	4 403	3 676
Coût du risque	3.8	(1 445)	(3 736)	(1 731)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 015	667	1 945
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		586	503	640
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	22	188	36
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2	-	(3 395)	-
RESULTAT AVANT IMPOT		1 623	(2 037)	2 621
Impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾		(282)	(403)	(866)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		2	(3 991)	(1 312)
RESULTAT NET		1 343	(6 431)	443
Participations ne donnant pas le contrôle		178	(42)	76
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		1 165	(6 389)	367
Résultat de base par action (en euros) ⁽²⁾	5.12	0,470	(2,580)	0,148
Résultat dilué par action (en euros) ⁽²⁾	5.12	0,470	(2,580)	0,148

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat à hauteur de + 6 millions d'euros au 30 juin 2012 et de + 125 millions d'euros au 31 décembre 2012 et les Impôts sur les bénéfices à hauteur de - 2 millions d'euros au 30 juin 2012 et de - 43 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(2) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession.

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 30 juin 2012 des comptes d'Emporiki, de Crédit Agricole Cheuvreux et de CLSA dans le compte de résultat du groupe Crédit Agricole S.A. ont été reclassées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

>> Résultat net et autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Résultat net		1 343	(6 431)	443
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	3.10	(5)	(268)	(188)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		(5)	(268)	(188)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3.10	(37)	(40)	(38)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	3.10	3	91	63
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3.10	1	10	12
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		(38)	(207)	(151)
Gains et pertes sur écarts de conversion	3.10	(126)	(141)	166
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	3.10	(435)	4 710	2 049
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	3.10	(263)	200	122
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		(824)	4 769	2 337
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entreprises mises en équivalence	3.10	(18)	183	145
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	3.10	288	(1 330)	(512)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	3.10	3	(26)	2
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		(551)	3 596	1 972
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		(589)	3 389	1 821
Résultat net et autres éléments du résultat global		754	(3 042)	2 264
Dont part du Groupe		585	(3 137)	2 001
Dont participations ne donnant pas le contrôle		169	95	263

Le reclassement des activités arrêtées ou en cours de cession n'a pas d'impact significatif sur la présentation des autres éléments du résultat global du 30 juin 2012, du 31 décembre 2012 et du 30 juin 2013.

>> Bilan Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Caisse, banques centrales		54 616	42 714
Actifs financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	5.1-8.2	557 638	619 703
Instruments dérivés de couverture	8.2	31 078	41 850
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2-5.5-5.6-8.2	260 875	259 679
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3-5.5-5.6-8.1	393 953	385 567
Prêts et créances sur la clientèle	5.3-5.5-5.6-8.1	318 649	329 756
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		11 535	14 292
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5.5-5.6-8.1	14 530	14 602
Actifs d'impôts courants et différés ⁽¹⁾		6 052	7 268
Compte de régularisation et actifs divers		87 522	63 449
Actifs non courants destinés à être cédés		6 466	21 496
Participation aux bénéficies différée	4.2	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		18 840	18 561
Immeubles de placement	5.9	3 034	3 041
Immobilisations corporelles	5.10	4 481	4 517
Immobilisations incorporelles	5.10	1 659	1 700
Ecarts d'acquisition	2.2	13 977	13 983
TOTAL DE L'ACTIF		1 784 905	1 842 178

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les Actifs financiers à la juste valeur par résultat à hauteur de - 273 millions d'euros au 31 décembre 2012 et les Actifs d'impôts différés à hauteur de + 90 millions d'euros au 31 décembre 2012.

>> Bilan Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Banques centrales		1 857	1 061
Passifs financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	5.1-8.2	495 996	572 524
Instruments dérivés de couverture	8.2	33 324	42 411
Dettes envers les établissements de crédit	5.7-8.1	183 221	160 651
Dettes envers la clientèle	5.7-8.1	487 238	483 638
Dettes représentées par un titre	5.8-8.1	150 841	150 390
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 596	12 777
Passifs d'impôts courants et différés		3 232	5 221
Compte de régularisation et passifs divers		86 845	67 104
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		6 010	22 015
Provisions techniques des contrats d'assurance	4.2	248 053	244 578
Provisions	5.11	4 593	4 766
Dettes subordonnées	5.8-8.1	29 435	29 980
Total dettes		1 739 241	1 797 116
Capitaux propres		45 664	45 062
Capitaux propres - part du Groupe		40 141	39 557
Capital et réserves liées		30 554	30 538
Réserves consolidées ⁽¹⁾		7 080	13 486
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 342	1 922
Résultat de l'exercice ⁽¹⁾		1 165	(6 389)
Participations ne donnant pas le contrôle		5 523	5 505
TOTAL DU PASSIF		1 784 905	1 842 178

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les Passifs financiers à la juste valeur par résultat à hauteur de - 13 millions d'euros au 31 décembre 2012, les Réserves consolidées à hauteur de - 252 millions d'euros au 31 décembre 2012 et le Résultat de l'exercice à hauteur de + 82 millions d'euros au 31 décembre 2012.



>> Tableau de variation des capitaux propres

	Part du groupe							Participations ne donnant pas le contrôle							
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital ⁽²⁾	Elimination des titres autodétenus	Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
<i>(en millions d'euros)</i>															
Capitaux propres au 1er Janvier 2012 retraités ⁽¹⁾	7 494	36 748	(366)	43 876	(1 146)	(185)	(1 331)	-	42 545	6 715	(218)	(2)	(220)	6 495	49 040
Augmentation de capital				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus			(8)	(8)	-	-	-	-	(8)	-	-	-	-	-	(8)
Dividendes versés au 1er semestre 2012				-	-	-	-	-	(302)	-	-	-	-	(302)	(302)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾		(72)		(72)	-	-	-	(72)	(728)	-	-	-	-	(728)	(800)
Mouvements liés aux paiements en actions		4		4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(68)	(8)	(76)	-	-	-	(76)	(1 030)	-	-	-	-	(1 030)	(1 106)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	1 630	(118)	1 512	-	1 512	-	195	(7)	188	188	1 700
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence		(13)		(13)	147	(26)	121		108						108
Résultat du 1er semestre 2012				-	-	-	-	367	367	76				76	443
Autres variations		201		201	-	-	-	-	201	-	-	-	-	-	201
Capitaux propres au 30 Juin 2012	7 494	36 868	(374)	43 988	631	(329)	302	367	44 657	5 761	(23)	(9)	(32)	5 729	50 386
Augmentation de capital				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus			4	4	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4
Dividendes versés au 2nd semestre 2012				-	-	-	-	-	(73)	-	-	-	-	(73)	(73)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		(24)		(24)	-	-	-	(24)	25	-	-	-	-	25	1
Mouvements liés aux paiements en actions		4		4	-	-	-	4	1	-	-	-	-	1	5
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(20)	4	(16)	-	-	-	(16)	(47)	-	-	-	-	(47)	(63)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	1 662	(50)	1 612	-	1 612	-	(47)	(4)	(51)	(51)	1 561
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence		42		42	11	(3)	8		50						50
Résultat du 2nd semestre 2012				-	-	-	-	(6 756)	(6 756)	(118)				(118)	(6 874)
Autres variations		10		10	-	-	-	-	10	(7)				(7)	3
Capitaux propres au 31 Décembre 2012	7 494	36 900	(370)	44 024	2 304	(382)	1 922	(6 389)	39 557	5 589	(71)	(13)	(84)	5 505	45 062
Affectation du résultat 2012		(6 389)		(6 389)	-	-	-	6 389	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er Janvier 2013	7 494	30 511	(370)	37 635	2 304	(382)	1 922	-	39 557	5 589	(71)	(13)	(84)	5 505	45 062
Augmentation de capital				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus				-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	2
Dividendes versés au 1er semestre 2013				-	-	-	-	-	(234)	-	-	-	-	(234)	(234)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾		1		1	-	-	-	-	1	100	-	-	-	100	101
Mouvements liés aux paiements en actions		(14)		(14)	-	-	-	-	(14)	-	-	-	-	-	(14)
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(13)	2	(11)	-	-	-	(11)	(134)	-	-	-	-	(134)	(145)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(528)	(2)	(530)	-	(530)	-	(8)	-	(8)	(8)	(538)
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence		5		5	(14)	(36)	(50)		(45)	(17)	(1)		(1)	(18)	(63)
Résultat du 1er semestre 2013				-	-	-	-	1 165	1 165	178				178	1 343
Autres variations ⁽⁵⁾		5		5	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5
Capitaux propres au 30 juin 2013	7 494	30 508	(368)	37 634	1 762	(420)	1 342	1 165	40 141	5 616	(80)	(13)	(93)	5 523	45 664



(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les réserves consolidées à hauteur de - 252 millions d'euros au 1er janvier 2012 et le résultat de l'exercice à hauteur de + 4 millions d'euros au 30 juin 2012 et + 82 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(2) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(3) L'effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle au cours du premier semestre 2012 correspond principalement à l'augmentation de capital d'Agos souscrite par les minoritaires à hauteur de 92 millions d'euros, au remboursement de capital de CL Preferred Capital pour - 750 millions d'euros suite à sa liquidation, au rachat des minoritaires de BES VIDA pour - 151 millions d'euros et au rachat des minoritaires d'Emporiki dans le cadre du projet de cession pour 76 millions d'euros.

(4) L'effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle au cours du premier semestre 2013 correspond principalement à l'augmentation de capital d'Agos souscrite par les minoritaires à hauteur de 94 millions d'euros.

(5) L'application de l'amendement IAS 19 révisée a un impact non significatif dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

>> **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole S.A. y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Résultat avant impôts		1 623	(2 037)	2 621
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		346	795	378
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	2.2	-	3 395	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		7 263	6 998	(839)
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		(586)	(503)	(640)
Résultat net des activités d'investissement		(16)	238	105
Résultat net des activités de financement		2 137	4 321	2 600
Autres mouvements		(984)	3 952	4 230
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		8 160	19 196	5 834
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(6 356)	(13 369)	826
Flux liés aux opérations avec la clientèle		23 587	25 462	(2 408)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(29 975)	(20 150)	(18 074)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(3 457)	12 213	5 067
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾		287	339	314
Impôts versés		(669)	305	61
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		(16 583)	4 800	(14 214)
Flux provenant des activités abandonnées		(176)	(2 707)	(563)
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)		(6 976)	19 252	(6 325)
Flux liés aux participations ⁽²⁾		7	241	(35)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(327)	(400)	(330)
Flux provenant des activités abandonnées		(347)	69	41
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)		(667)	(90)	(325)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽³⁾		(747)	(3 333)	(964)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ⁽⁴⁾		(1 427)	581	(230)
Flux provenant des activités abandonnées		48	2 499	104
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)		(2 126)	(253)	(1 090)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		(787)	(971)	353
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)		(10 556)	17 938	(7 387)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		64 406	46 468	46 468
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		42 059	28 335	28 335
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		22 347	18 133	18 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		53 850	64 406	39 080
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		52 818	42 059	21 698
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 032	22 347	17 382
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(10 556)	17 938	(7 388)

*Composé du solde net du poste Caisses et banques centrales, hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées.

** Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains tels que détaillés en note 5.3 et des postes Comptes ordinaires créditeurs et Comptes et emprunts au jour le jour tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus).



(1) Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence :

Au 30 juin 2013, ce montant comprend principalement le versement des dividendes des Caisses régionales pour 261 millions d'euros.

(2) Flux liés aux participations :

Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.1.

- L'impact net sur la trésorerie du Groupe des acquisitions et des cessions des titres de participation consolidés (filiales et mises en équivalence) au 30 juin 2013 s'établit à - 20 millions d'euros. Les principales opérations concernent notamment la cession des titres Crédit Agricole Cheuvreux S.A. pour un montant de 29 millions d'euros diminué du règlement de la période pour l'acquisition des titres de Crédit Agricole Bulgaria (ex Emporiki Bank Bulgaria EAD), Crédit Agricole Romania (ex Emporiki Bank Romania S.A.) et Crédit Agricole Bank Albania S.A. (ex Emporiki Bank Albania S.A.) pour un montant de - 55 millions d'euros.

- Sur la même période, l'impact net des acquisitions et des cessions de titres de participations non consolidés sur la trésorerie du Groupe ressort à 27 millions d'euros portant principalement sur la cession des titres Bankinter pour 116 millions d'euros, l'acquisition des titres SCI New Velizy pour -45 millions d'euros et l'acquisition des titres Kepler pour - 26 millions d'euros.

(3) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires :

Ce poste inclut à hauteur de - 217 millions d'euros les dividendes, hors dividendes payés en actions, versés par les filiales de Crédit Agricole S.A. à leurs actionnaires minoritaires, la recapitalisation finale d'Emporiki Bank pour - 587 millions d'euro et l'augmentation de capital d'Agos souscrite par les minoritaires à hauteur de 94 millions d'euros.

Ce poste tient compte également de la souscription à l'augmentation de capital de CLSA Americas par Crédit Agricole Securities à hauteur de - 53 millions d'euros qui se compense avec la rubrique Flux provenant des activités abandonnées pour des flux liés aux opérations de financement.

(4) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement :

Au 30 juin 2013, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 10 569 millions d'euros et les remboursements à 9 568 millions d'euros. Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 1 247 millions d'euros et les remboursements à 1 412 millions d'euros.

Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du groupe Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole S.A. sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2013. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies)	05 juin 2012 (UE n°475/2012)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non

Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2013	Oui
Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché.	03 mars 2013 (UE n°183/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Non
Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34	27 mars 2013 (UE n°301/2013)	1 ^{er} janvier 2013	Oui

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une définition unique basée sur un prix de sortie et prévoit de nouvelles informations à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Value Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre) et selon une approche symétrique l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment ou CVA).

Concernant la CVA, le groupe Crédit Agricole S.A. a effectué un changement d'estimation comptable. Ce changement aspire à maximiser le recours aux paramètres de marché observables (le prix d'un CDS) lorsqu'ils sont pertinents.

L'impact de la première application d'IFRS 13 au sein du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à - 46 millions d'euros en Produit net bancaire (CVA = - 296 millions d'euros/DVA = 250 millions d'euros).

L'application des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 30 juin 2013).

- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation US Gaap et IFRS prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement sera l'intégration d'une note complémentaire au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1 ^{ère} application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 ^{er} janvier 2014	Oui
Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariats et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	04 avril 2013 (UE n°313/2013)	1 ^{er} janvier 2014	Oui

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif des autres évolutions normatives sur son résultat et ses capitaux propres.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 du Groupe et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2013 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

I- Cession d'Emporiki Group et du groupe Crédit Agricole Cheuvreux

Conformément à la stratégie du Groupe Crédit Agricole S.A. de renforcement de sa structure financière et de recentrage de ses activités, les opérations de cession de la totalité du capital d'Emporiki Group à Alpha Bank et de Crédit Agricole Cheuvreux à Kepler Capital Markets ont été finalisées respectivement le 1^{er} février 2013 et le 29 avril 2013.

Dans le cadre de la finalisation de l'opération de cession de Crédit Agricole Cheuvreux, Crédit Agricole CIB a pris une participation dans le nouvel ensemble Kepler Cheuvreux à hauteur de 15%.

En application d'IFRS 5, dès le 30 septembre 2012, les actifs et les passifs de ces groupes avaient été reclassés au bilan en Actifs et Passifs non courants destinés à être cédés et leur résultat net en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

Le Groupe ayant retenu une approche consistant à anticiper l'ensemble des pertes attendues sur l'ensemble des actifs et passif cédés, les pertes liées à ces cessions avaient été anticipées sur l'exercice 2012 et la finalisation de ces opérations au premier semestre 2013 ne génère aucun impact significatif dans les comptes du groupe Crédit Agricole S.A.

La norme IFRS 5 étant d'application rétrospective pour la présentation au compte de résultat des activités arrêtées ou en cours de cession, le compte de résultat du premier semestre 2012 a été retraité pour intégrer les effets du reclassement IFRS 5.

II- Traitement des émissions structurées de Crédit Agricole CIB

Les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, classées en Passifs financiers détenus à des fins de transaction, font l'objet d'un reclassement en Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Ces émissions structurées s'élèvent à 30 110 millions d'euros au 30 juin 2013.

L'intention de gestion associée à ces émissions n'est pas le rachat à court terme pour générer des profits sur des variations de prix dans le cadre d'une activité de transaction. Cette correction d'affectation comptable au sens d'IAS 8 (en application de l'option permise par IAS 39) permet de refléter l'intention d'opter pour une évaluation en juste valeur par résultat de ces émissions structurées. En effet, celles-ci sont couvertes par des instruments financiers gérés au sein des portefeuilles de transaction et l'évaluation des émissions structurées en juste valeur par résultat permet d'aligner le traitement de l'ensemble des transactions liées.

Cette correction d'affectation, qui porte sur un montant de 31 071 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013, n'a d'impact ni sur le résultat, ni sur la présentation du bilan consolidé. En outre, conformément aux exigences d'IFRS 7 applicables aux passifs évalués en juste valeur par résultat sur option, le Groupe a toujours communiqué l'effet du risque de crédit propre sur la réévaluation de ces émissions.

Conformément à la norme IAS 39, le Groupe valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

L'évolution du *spread* émetteur sur les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, évaluées sur la base de la dernière grille d'émission en vigueur en fin de période, a généré un impact de - 393 millions d'euros en Produit net bancaire au 30 juin 2013, contre - 933 millions d'euros au 31 décembre 2012 et + 225 millions d'euros au 30 juin 2012, et de - 252 millions d'euros en Résultat net part du Groupe au 30 juin 2013, contre - 598 millions d'euros au 31 décembre 2012 et + 144 millions d'euros au 30 juin 2012.

Afin d'assurer une cohérence entre l'information sectorielle du Groupe et les données internes de gestion qui permettent d'évaluer la performance de chaque métier du Groupe, l'impact de l'évolution du *spread* émetteur des émissions de Crédit Agricole CIB fait l'objet, à compter de 2013, d'une comptabilisation en Activités hors métiers au lieu de Banque de financement et d'investissement.

Le stock de résultat latent lié à la revalorisation des émissions structurées de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013 s'élève à - 316 millions d'euros.

III- Portage de 50% des titres Monoprix

Dans le contexte du projet de rachat par Casino de 50% des titres Monoprix détenus par Galeries Lafayette, Crédit Agricole CIB a réalisé le portage des titres Monoprix dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence. Cette possibilité de portage, conforme au cadre réglementaire des procédures de contrôle des concentrations, a été actée dans le protocole transactionnel signé le 26 juillet 2012 entre Casino et Galeries Lafayette.

Le 5 avril 2013, Casino a utilisé sa faculté de faire porter la participation de 50% des titres Monoprix par une filiale à 100% de Crédit Agricole CIB, Investeur 103. Ce portage, d'une durée maximum d'un an, est maintenu le temps nécessaire à l'examen du dossier par l'Autorité de la concurrence et au rendu de ses conclusions.

Les caractéristiques de l'opération de portage conduisent Crédit Agricole S.A. à ne pas consolider Investeur 103, du fait de l'absence d'exposition directe au rendement des titres Monoprix. De plus, étant donné l'engagement ferme de livrer Investeur 103 à Casino, les titres Investeur 103 sont présentés conformément à IFRS 5 sur une ligne distincte à l'actif.

L'acquisition de la participation de 50% de Monoprix par Investeur 103 a été réalisée au prix de 1 175 millions d'euros prépayés par Casino à Crédit Agricole CIB. Afin de faciliter la lisibilité de

l'ensemble de l'opération, cette vente à terme prépayée est comptabilisée en Passifs directement liés à des actifs non courants détenus en vue de la vente, sur une ligne distincte du bilan.

L'ensemble des instruments composant cette opération de portage est donc présenté selon les modalités de la norme IFRS 5.

Le 10 juillet 2013, l'Autorité de la concurrence a autorisé, sous réserve d'engagements, la prise de contrôle exclusif de Monoprix par Casino.

Le dénouement de l'opération sera réalisé par la livraison à 100% d'Investeur 103 à Casino, ce qui entrainera l'extinction du passif associé.

2.2 Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)	31.12.2012 Retraité BRUT	31.12.2012 Retraité NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2013 BRUT	30.06.2013 NET
Banque de proximité en France	5 263	5 263	-	-	-	-	-	5 263	5 263
- dont Groupe LCL	5 263	5 263	-	-	-	-	-	5 263	5 263
Services Financiers Spécialisés	3 493	1 615	-	-	-	6	-	3 502	1 621
- dont crédit à la consommation	1 939	1 134	-	-	-	6	-	1 946	1 140
- dont crédit à la consommation - Agos	569	-	-	-	-	-	-	569	-
- dont crédit à la consommation - Partenariats automobiles	532	411	-	-	-	-	-	532	411
- dont factoring	453	70	-	-	-	-	-	456	70
Gestion de l'épargne	4 539	4 539	-	-	-	(6)	-	4 533	4 533
- dont gestion d'actifs	2 034	2 034	-	-	-	(6)	-	2 028	2 028
- dont services aux institutionnels	655	655	-	-	-	-	-	655	655
- dont assurances	1 215	1 215	-	-	-	-	-	1 215	1 215
- dont banque privée internationale	635	635	-	-	-	-	-	635	635
Banque de financement et d'investissement	2 365	476	-	-	-	-	-	2 357	476
-dont banque de financement et d'investissement (hors courtiers)	1 701	476	-	-	-	-	-	1 701	476
-dont courtiers, actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-dont courtiers, autres	664	-	-	-	-	-	-	656	-
Banque de proximité à l'international	3 450	2 018	-	-	-	(6)	-	3 438	2 012
- dont Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- dont Italie	2 872	1 660	-	-	-	-	-	2 872	1 660
- dont Pologne	265	265	-	-	-	-	-	265	265
- dont Ukraine	124	-	-	-	-	-	-	123	-
- dont autres pays	190	93	-	-	-	(6)	-	178	87
Activités hors métiers	72	72	-	-	-	-	-	72	72
Total	19 182	13 983	-	-	-	(6)	-	19 165	13 977
Part du Groupe	18 747	13 739	-	-	-	(5)	-	18 731	13 734
Participations ne donnant pas le contrôle	435	244	-	-	-	(1)	-	434	243

Dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, conformément aux principes du Groupe, compte tenu de l'absence d'indices objectifs de perte de valeur, les écarts d'acquisition n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation complémentaire au 30 juin 2013.

2.3 Parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole S.A. sont :

- des entités ayant le contrôle exclusif ou conjoint du Groupe, ou ayant une influence notable sur le Groupe, directement ou indirectement ;
- des entités contrôlées par le Groupe, directement ou indirectement, en contrôle exclusif ou conjoint ;
- des entités soumises à l'influence notable du Groupe ;
- des entités soumises directement ou indirectement, à un contrôle commun avec le Groupe ;
- des entités sur lesquelles une personne physique, partie liée au Groupe, détient le contrôle exclusif ou conjoint, une influence notable, ou encore détient un droit de vote significatif ;
- les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel du Groupe ou à celui d'une de ses parties liées.

► Relations entre les sociétés contrôlées affectant le bilan consolidé

La liste des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. est présentée en note 10 Périmètre de consolidation au 30 juin 2013. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées entre des sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au Groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés du Groupe.

Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit Agricole, les opérations conclues entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit Agricole (Note 3.1 Produits et charges d'intérêts, 3.2 Commissions nettes et 5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle).

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2013 sont relatifs aux groupes Newedge, UBAF, Menafinance, FGA Capital et Forso, pour les montants suivants :

- prêts et créances sur la clientèle : 2 635 millions d'euros ;
- dettes envers les établissements de crédit : 982 millions d'euros ;
- dettes envers la clientèle : 710 millions d'euros.

Les effets des transactions réalisées avec ces groupes sur le compte de résultat de la période ne sont pas significatifs.

► Autres conventions entre actionnaires

Aucun nouveau protocole ayant fait l'objet d'une information publique et impliquant Crédit Agricole S.A. n'a été mis en place au 30 juin 2013.

2.4 Participations dans les co-entreprises

Liste et description des participations dans les co-entreprises

Au 30 juin 2013, les principales participations dans les co-entreprises sont les suivantes :

- Newedge, consolidée à 50 %, dont la contribution au bilan consolidé s'élève à 22 573 millions d'euros, 464 millions d'euros en charges et 460 millions d'euros en produits ;
- FGA Capital S.p.A, consolidée à 50 %, dont la contribution au bilan consolidé s'élève à 7 197 millions d'euros, 341 millions d'euros en charges et 385 millions d'euros en produits.

Engagements au titre des participations dans les co-entreprises

Au 30 juin 2013, il n'y a pas d'engagement significatif au titre des participations dans les co-entreprises.

3. Notes relatives au compte de résultat

Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 30 juin 2012 des comptes d'Emporiki, de Crédit Agricole Cheuvreux et CLSA dans le compte de résultat du groupe Crédit Agricole S.A. ont été reclassées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

En outre, les comptes retraités au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 intègrent la correction de la valorisation de dérivés sur un nombre limité d'opérations complexes.

3.1 Produits et Charges d'intérêts

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Sur opérations avec les établissements de crédit	629	1 252	783
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 559	6 196	3 310
Sur opérations avec la clientèle	6 319	13 594	6 984
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 523	7 177	3 950
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	312	763	440
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 012	1 948	778
Sur opérations de location-financement	477	1 098	580
Autres intérêts et produits assimilés	14	486	466
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	14 845	32 514	17 291
Sur opérations avec les établissements de crédit	(486)	(1 282)	(781)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(712)	(1 646)	(811)
Sur opérations avec la clientèle	(3 480)	(7 601)	(3 911)
Sur dettes représentées par un titre	(2 377)	(4 051)	(2 440)
Sur dettes subordonnées	(751)	(1 150)	(519)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(696)	(1 802)	(1 051)
Sur opérations de location-financement	(100)	(239)	(123)
Autres intérêts et charges assimilées	11	(13)	47
Charges d'intérêts	(8 591)	(17 784)	(9 589)

(1) Dont 122 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2013 contre 188 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 64 millions d'euros au 30 juin 2012.

Au 30 juin et 31 décembre 2012, le rachat de dettes subordonnées Crédit Agricole S.A. impacte les Autres intérêts et produits assimilés d'une part et les Charges d'intérêts sur dettes subordonnées d'autre part pour un impact global de + 864 millions d'euros.

3.2 Commissions nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013			31/12/2012 Retraité			30/06/2012 Retraité		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	122	(32)	90	238	(96)	142	102	(25)	77
Sur opérations internes au Crédit Agricole	307	(592)	(285)	496	(1 015)	(519)	244	(503)	(259)
Sur opérations avec la clientèle	867	(85)	782	1 685	(184)	1 501	830	(100)	730
Sur opérations sur titres	168	(131)	37	277	(238)	39	137	(144)	(7)
Sur opérations de change	17	(7)	10	41	(18)	23	20	(9)	11
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	478	(304)	174	908	(591)	317	698	(539)	159
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	1 018	(1 423)	(405)	2 018	(2 841)	(823)	1 050	(1 373)	(323)
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 289	(334)	955	2 594	(649)	1 945	1 253	(253)	1 000
Produits nets des commissions	4 266	(2 908)	1 358	8 257	(5 632)	2 625	4 334	(2 946)	1 388

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Dividendes reçus	157	353	157
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature ⁽¹⁾	(786)	(401)	1 366
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option ⁽²⁾	270	5 325	1 109
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	1 332	247	641
Résultat de la comptabilité de couverture	(87)	(22)	(22)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	886	5 502	3 251

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature à hauteur de + 6 millions d'euros au 30 juin 2012 et de + 125 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(2) Le résultat dégagé sur les Actifs financiers détenus par les sociétés d'assurance s'élève à 468 millions d'euros au 30 juin 2013, 6 367 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 1 203 millions d'euros au 30 juin 2012. Ce poste comprend notamment la variation de valeur des actifs sur contrats en unités de compte, soit - 15 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 3 976 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 1 122 millions d'euros au 30 juin 2012.

Les émissions structurées émises par Crédit Agricole CIB, classées en Passifs financiers détenus à des fins de transaction, font l'objet d'un reclassement en Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (cf. note 2.1 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période).

En conséquence, le spread émetteur sur ces émissions fait l'objet d'un classement en Plus ou moins-values latentes sur passifs à la juste valeur par résultat par option au premier semestre 2013 pour un montant de - 393 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, l'impact de - 933 millions d'euros était comptabilisé en Plus ou moins-values latentes sur passifs à la juste valeur par résultat par nature. L'impact au 30 juin 2012 était de + 225 millions d'euros.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	5 865	(5 890)	(25)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 073	(2 788)	285
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 792	(3 102)	(310)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	14 946	(14 932)	14
Variations de juste valeur des éléments couverts	8 071	(6 857)	1 214
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	6 875	(8 075)	(1 200)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	4	(80)	(76)
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	4	(80)	(76)
Total Résultat de la comptabilité de couverture	20 815	(20 902)	(87)

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012		
	Retraité		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	6 356	(6 372)	(16)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 678	(3 078)	600
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 678	(3 294)	(616)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	28 885	(28 891)	(6)
Variations de juste valeur des éléments couverts	13 675	(15 215)	(1 540)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	15 210	(13 676)	1 534
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	35 241	(35 263)	(22)

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012		
	Retraité		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	7 818	(7 835)	(17)
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	3 278	(3 378)	(100)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	4 540	(4 457)	83
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	6 165	(6 170)	(5)
Variations de juste valeur des éléments couverts	3 149	(3 307)	(158)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	3 016	(2 863)	153
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	13 983	(14 005)	(22)

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 ⁽²⁾ Retraité	30/06/2012 ⁽²⁾ Retraité
Dividendes reçus	447	681	471
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	856	224	(221)
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(288)	(855)	(703)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	(4)	(172)	(113)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 011	(122)	(566)

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 5.2 Actifs financiers disponibles à la vente.

(2) Les montants au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 intègrent notamment la dépréciation durable constatée sur le titre Intesa Sanpaolo S.p.A. (ISP) pour - 427 millions d'euros.

La variation à la hausse des plus ou moins values de cessions réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente de 1 078 millions d'euros par rapport au 30 juin 2012 s'explique principalement par l'amélioration des résultats de cession dégagés par les entités de l'assurance, dont 939 millions d'euros par Predica.

3.5 Produits et charges nets des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	23	44	25
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance ⁽¹⁾	4 025	2 948	248
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance ⁽²⁾	(5 558)	(9 930)	(2 744)
Produits nets des immeubles de placement	85	148	72
Autres produits (charges) nets	155	495	270
Produits (charges) des autres activités	(1 270)	(6 295)	(2 129)

(1) La hausse de 3 777 millions d'euros des autres produits nets de l'activité d'assurance est principalement due à la hausse des primes d'assurance vie émises pour 2 506 millions d'euros en liaison avec le développement de l'activité et la baisse des prestations versées au titre des sinistres pour 1 187 millions d'euros.

(2) La variation de - 2 814 millions d'euros des provisions techniques d'assurance est essentiellement due à une dotation aux provisions mathématiques de - 2 308 millions d'euros. Cette provision est impactée à hauteur de - 4 026 millions d'euros sur les contrats en euros, en lien avec une collecte positive, et à hauteur de 1 718 millions d'euros sur les contrats en unités de compte.

3.6 Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Charges de personnel	(3 302)	(6 864)	(3 480)
Impôts et taxes	(268)	(465)	(186)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(1 872)	(3 987)	(1 963)
Charges générales d'exploitation	(5 442)	(11 316)	(5 629)

Détail des charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Salaires et traitements ⁽¹⁾	(2 261)	(4 723)	(2 427)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(187)	(370)	(192)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(13)	(26)	(13)
Autres charges sociales	(554)	(1 167)	(576)
Intéressement et participation	(110)	(232)	(112)
Impôts et taxes sur rémunération	(177)	(346)	(160)
Total Charges de personnel	(3 302)	(6 864)	(3 480)

(1) Les salaires et traitements comprennent les charges relatives aux paiements à base d'action pour les montants suivants :

- au titre des rémunérations par action, le groupe Crédit Agricole S.A. a comptabilisé une liquidation du plan 2009 pour un montant de 14 millions d'euros au 30 juin 2013 (dont 1 million d'euros de charges correspondant au plan d'attribution d'actions gratuites) contre 8 millions d'euros au 31 décembre 2012 (dont 7 millions d'euros de charges correspondant au plan d'attribution d'actions gratuites) ;
- au titre de la rémunération variable différée versée aux professionnels des marchés, le groupe Crédit Agricole S.A. a comptabilisé une charge de 30 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une charge de 70 millions d'euros au 31 décembre 2012 et une charge de 41 millions au 30 juin 2012.

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Dotations aux amortissements	(337)	(711)	(341)
Immobilisations corporelles	(202)	(440)	(211)
Immobilisations incorporelles	(135)	(271)	(130)
Dotations (reprises) aux dépréciations	-	(10)	-
Immobilisations corporelles	-	(10)	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(337)	(721)	(341)

3.8 Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(2 321)	(5 858)	(2 916)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	(9)	(21)	(8)
Prêts et créances	(2 195)	(4 717)	(2 756)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-
Autres actifs	(10)	(32)	(8)
Engagements par signature	(32)	(183)	(54)
Risques et charges	(75)	(905)	(90)
Reprises de provisions et de dépréciations	1 014	3 753	2 679
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	3	1 101	1 104
Prêts et créances	834	2 214	1 491
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-
Autres actifs	4	4	2
Engagements par signature	36	76	34
Risques et charges	137	358	48
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(1 307)	(2 105)	(237)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	-	(1 145)	(1 149)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(185)	(623)	(411)
Récupérations sur prêts et créances amortis	104	213	101
Décotes sur crédits restructurés	(27)	(50)	(27)
Pertes sur engagements par signature	-	-	(0)
Autres pertes	(30)	(26)	(8)
Coût du risque	(1 445)	(3 736)	(1 731)

Au 30 juin 2013, les cessions de CDOs et RMBS génèrent - 57 millions d'euros de moins-values comptabilisées en Pertes sur prêts et créances compensées par 45 millions d'euros de reprises de provisions collectives nettes enregistrées en Reprises de provisions sur prêts et créances.

Les impacts étaient respectivement de - 348 millions d'euros et de 212 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les coûts induits par la restructuration de la dette grecque impactent le coût du risque à hauteur de - 53 millions d'euros au 31 décembre 2012 et de - 398 millions d'euros au 30 juin 2012.

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	2	134	3
Plus-values de cession	18	147	4
Moins-values de cession	(16)	(13)	(1)
Titres de capitaux propres consolidés	3	54	33
Plus-values de cession	4	63	43
Moins-values de cession	(1)	(9)	(10)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	17	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	22	188	36

3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	(126)	(141)	166
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	(126)	(141)	166
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(435)	4 710	2 049
Ecart de réévaluation de la période	(250)	4 014	1 545
Transferts en résultat	(176)	457	378
Autres reclassifications	(9)	239	126
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	(263)	200	122
Ecart de réévaluation de la période	(315)	200	116
Transferts en résultat	3	5	1
Autres reclassifications	49	(5)	5
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	(18)	183	145
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	288	(1 330)	(512)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	3	(26)	2
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(551)	3 596	1 972
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(5)	(268)	(188)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(37)	(40)	(38)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	3	91	63
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	1	10	12
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(38)	(207)	(151)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(589)	3 389	1 821
Dont part du Groupe	(579)	3 253	1 633
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(10)	136	188



Détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	31/12/2012 Retraité				Variation				30/06/2013			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	(183)	-	(183)	(107)	(126)	-	(126)	(121)	(309)	-	(309)	(228)
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	2 101	(479)	1 622	1 630	(435)	183	(253)	(254)	1 665	(296)	1 369	1 376
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	873	(329)	544	530	(263)	106	(157)	(152)	610	(223)	387	378
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	2 791	(808)	1 983	2 053	(823)	288	(536)	(527)	1 966	(519)	1 447	1 526
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	313	(60)	253	252	(18)	3	(15)	(14)	295	(57)	238	238
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	3 104	(868)	2 236	2 305	(841)	291	(551)	(541)	2 261	(576)	1 685	1 764
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(331)	100	(231)	(218)	(5)	3	(2)	(2)	(336)	103	(233)	(220)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(331)	100	(231)	(218)	(5)	3	(2)	(2)	(336)	103	(233)	(220)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(175)	10	(165)	(165)	(37)	1	(36)	(36)	(212)	11	(201)	(201)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(506)	110	(396)	(383)	(42)	4	(38)	(38)	(548)	114	(434)	(421)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 598	(758)	1 840	1 922	(883)	295	(589)	(579)	1 713	(462)	1 251	1 343

	31/12/2011				Variation				30/06/2012 Retraité			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en millions d'euros)</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	(46)	-	(46)	(18)	166	-	166	106	121	-	121	87
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(2 610)	772	(1 838)	(1 633)	2 049	(462)	1 587	1 453	(560)	310	(250)	(179)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	672	(249)	423	413	122	(50)	72	71	794	(299)	495	484
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(1 984)	523	(1 461)	(1 238)	2 337	(512)	1 825	1 630	355	11	366	392
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	130	(35)	95	93	145	2	147	147	276	(33)	243	240
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(1 854)	488	(1 366)	(1 145)	2 482	(510)	1 972	1 777	631	(22)	609	632
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(62)	9	(53)	(50)	(188)	63	(125)	(118)	(250)	72	(178)	(168)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	(62)	9	(53)	(50)	(188)	63	(125)	(118)	(250)	72	(178)	(168)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	(135)	-	(135)	(135)	(38)	12	(26)	(26)	(173)	11	(162)	(162)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(197)	9	(188)	(185)	(226)	75	(151)	(144)	(423)	83	(340)	(330)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(2 051)	497	(1 554)	(1 330)	2 256	(435)	1 821	1 633	208	61	269	302

4. Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage de Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne correspondent aux métiers du Groupe.

Au sein de Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept secteurs opérationnels :

- **Les six pôles métiers suivants :**
 - Banque de proximité en France – Caisses régionales,
 - Banque de proximité en France – réseau LCL,
 - Banque de proximité à l'international,
 - Services financiers spécialisés,
 - Gestion de l'épargne,
 - Banque de financement et d'investissement ;
- auxquels s'ajoute un pôle « Activités hors métiers ».

Présentation des pôles métiers

1. Banque de proximité en France – Caisses régionales

Ce pôle métier recouvre les Caisses régionales et leurs filiales.

Les Caisses régionales représentent la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole commercialisent toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement. Les Caisses régionales distribuent également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

2. Banque de proximité en France – Réseau LCL

Ce pôle métier regroupe les activités du réseau de LCL en France, à forte implantation urbaine, privilégiant une approche segmentée de la clientèle (avec les particuliers, professionnels, petites et moyennes entreprises).

L'offre bancaire englobe toute la gamme des produits et services bancaires, les produits de gestion d'actifs et d'assurance et la gestion de patrimoine.

3. Banque de proximité à l'international

Ce pôle métier comprend les filiales et les participations étrangères - intégrées globalement ou par mise en équivalence - dont l'activité relève majoritairement de la banque de détail.

Ces filiales et participations sont principalement implantées en Europe (Cariparma, FriulAdria et Carispezia en Italie, Crédit Agricole Polska en Pologne, Banco Espirito Santo au Portugal, Bankoia en Espagne, Crelan S.A. (ex Crédit Agricole S.A. (Belgique)) en Belgique, PJSC Crédit Agricole Bank en Ukraine, Crédit Agricole Banka Srbija A.D. Novi Sad en Serbie, Credit Agricole Romania, Credit Agricole Bank Albania S.A., Crédit Agricole Bulgaria, Emporiki Group en Grèce, Royaume-Uni et Chypre - classées en Gains ou pertes nets sur activités arrêtées, en application d'IFRS 5 -) et dans une moindre mesure au Moyen-Orient et en Afrique (Crédit du Maroc, Crédit Agricole Egypt, etc.). Les filiales étrangères de crédit à la consommation, de crédit-bail et d'affacturage (filiales de CA Consumer Finance, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et EFL en Pologne, etc.) ne sont toutefois pas incluses dans ce pôle mais sont affectées au pôle « Services financiers spécialisés ».

4. Services financiers spécialisés

Cette ligne métier rassemble les entités du Groupe offrant des produits et services bancaires aux particuliers, aux professionnels, aux entreprises et aux collectivités locales en France et à l'étranger. Il s'agit :

- de sociétés de crédit à la consommation autour de CA Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger (Agos S.p.A, Forso, Credit-Plus, Ribank, Credibom, Dan Aktiv, Interbank Group, Emporiki Credicom, FGA Capital S.p.A) ;
- des services financiers spécialisés aux entreprises tels que l'affacturage et le crédit-bail (groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, EFL).

5. Gestion de l'épargne

Cette ligne métier comprend :

- les activités de gestion d'actifs exercées par le groupe Amundi, offrant des solutions d'épargne pour les particuliers et des solutions d'investissement pour les institutionnels ;
- les services financiers aux institutionnels : Caceis Bank pour la fonction conservation et Caceis Fund Administration pour la fonction administration de fonds ;
- les activités d'assurance de personnes (exercées par Predica et la Médicale de France, ainsi que par CA Vita en Italie) ;
- les activités d'assurance dommages (exercées par Pacifica ainsi que par BES Seguros au Portugal) ;
- les activités d'assurance aux emprunteurs (exercées par Crédit Agricole Creditor Insurance) ;
- ainsi que les activités de banque privée exercées principalement par CA Indosuez Private Banking et par des filiales de Crédit Agricole CIB (Crédit Agricole Suisse, Crédit Agricole Luxembourg, Crédit Foncier de Monaco, etc.).

6. Banque de financement et d'investissement

Conformément à la nouvelle organisation de la Banque de financement et d'investissement liée au plan d'adaptation mise en place au troisième trimestre 2012 (cf. communiqué de presse du 5 octobre 2012), la Banque de financement et d'investissement se décompose en trois grandes activités pour l'essentiel réalisées par Crédit Agricole CIB :

- la banque de financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international et de financements structurés : financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers, commerce international,
- la banque de marchés et d'investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux et marché de la dette), celles de banque d'investissement (conseil en fusions et acquisitions et primaire actions) ainsi que les activités de courtage sur actions réalisés par Crédit Agricole Cheuvreux et CLSA (classées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession, en application d'IFRS 5) et sur *futures* par Newedge,
- depuis la mise en place au troisième trimestre 2012 de la nouvelle organisation de Crédit Agricole CIB liée au plan d'adaptation, les activités en extinction regroupent désormais les activités de corrélation, les portefeuilles de CDO, CLO, ABS, les dérivés actions hors

corporates et convertibles, les dérivés exotiques de taux, et les portefeuilles dépréciés à sous-jacents résidentiels immobiliers.

7. Activités hors métiers

Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion Actif-Passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières.

Il comprend également le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (Uni-éditions, Foncaris, etc.).

Ce pôle comprend également les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles et des activités en réorganisation.

Il intègre enfin les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la revalorisation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.

4.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché. Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

Afin d'assurer une cohérence entre l'information sectorielle du Groupe et les données internes de gestion qui permettent d'évaluer la performance de chaque métier du Groupe, l'impact de l'évolution du spread émetteur des émissions de Crédit Agricole CIB fait l'objet, à compter de 2013, d'une comptabilisation en Activités hors métiers au lieu de Banque de financement et d'investissement.

L'information sectorielle par secteur opérationnel au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2012 a été retraitée en conséquence.

(en millions d'euros)	30/06/2013							Total
	Banque de proximité en France		Banque de Proximité à l'International	Services Financiers Spécialisés	Gestion de l'épargne	Banque de Financement et d'Investissement	Activités hors métiers ⁽¹⁾	
	Caisses régionales	Réseau LCL						
Produit net bancaire		1 935	1 207	1 651	2 551	2 149	(1 254)	8 239
Charges d'exploitation		(1 245)	(764)	(770)	(1 237)	(1 331)	(432)	(5 779)
Résultat brut d'exploitation		690	443	881	1 314	818	(1 686)	2 460
Coût du risque ⁽¹⁾		(158)	(318)	(816)	(3)	(216)	66	(1 445)
Résultat d'exploitation		532	125	65	1 311	602	(1 620)	1 015
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	599		(41)	14	10	69	(65)	586
Gains ou pertes nets sur autres actifs		6	17			3	(4)	22
Variations de valeur des écarts d'acquisition								-
Résultat avant impôt	599	538	101	79	1 321	674	(1 689)	1 623
Impôts sur les bénéfices		(187)	(27)	(52)	(427)	(174)	585	(282)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			6			(4)		2
Résultat net de la période	599	351	80	27	894	496	(1 104)	1 343
Participations ne donnant pas le contrôle		17	27	(40)	81	9	84	178
Résultat net part du Groupe	599	334	53	67	813	487	(1 188)	1 165

(1) Le coût du risque des Activités hors métiers intègre notamment les provisions comptabilisées par Crédit Agricole S.A. au titre des garanties octroyées à ses filiales.



(en millions d'euros)	31/12/2012							Total
	Retraité							
	Banque de proximité en France		Banque de Proximité à l'International	Services Financiers Spécialisés	Gestion de l'épargne	Banque de Financement et d'Investissement ⁽³⁾	Activités hors métiers ^{(1) (3)}	
Caisses régionales	Réseau LCL							
Produit net bancaire ⁽²⁾		3 891	2 472	3 445	5 160	4 121	(2 649)	16 440
Charges d'exploitation		(2 522)	(1 707)	(1 601)	(2 401)	(2 890)	(916)	(12 037)
Résultat brut d'exploitation		1 369	765	1 844	2 759	1 231	(3 565)	4 403
Coût du risque ⁽¹⁾		(311)	(522)	(2 105)	(55)	(468)	(275)	(3 736)
Résultat d'exploitation		1 058	243	(261)	2 704	763	(3 840)	667
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	824		(393)	19	10	165	(122)	503
Gains ou pertes nets sur autres actifs		1	(3)		28	39	123	188
Variations de valeur des écarts d'acquisition			(1 066)	(1 495)		(834)		(3 395)
Résultat avant impôt	824	1 059	(1 219)	(1 737)	2 742	133	(3 839)	(2 037)
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾		(361)	(50)	(101)	(848)	(175)	1 132	(403)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			(3 742)			(249)		(3 991)
Résultat net de l'exercice	824	698	(5 011)	(1 838)	1 894	(291)	(2 707)	(6 431)
Participations ne donnant pas le contrôle		35	(131)	(225)	174	(10)	115	(42)
Résultat net part du Groupe	824	663	(4 880)	(1 613)	1 720	(281)	(2 822)	(6 389)
Actifs sectoriels								
dont parts dans les entreprises mises en équivalence	15 071		1 246	210	86	1 367	581	18 561
dont écarts d'acquisition		5 263	2 018	1 615	4 539	476	72	13 983
Total actif ⁽²⁾	8 580	115 394	71 259	107 453	390 294	1 022 900	126 298	1 842 178

(1) Le coût du risque des Activités hors métiers intègre notamment les provisions comptabilisées par Crédit Agricole S.A. au titre des garanties octroyées à ses filiales.

(2) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte le Produit net bancaire à hauteur de + 125 millions d'euros au 31 décembre 2012, les Impôts sur les bénéfices à hauteur de - 43 millions d'euros au 31 décembre 2012 et le total actif à hauteur de - 183 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(3) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB a été reclassé de Banque de Financement et d'investissement à Activités hors métiers pour - 933 millions d'euros en Produit net bancaire, + 321 millions d'euros d'impôt et + 14 millions d'euros de participations ne donnant pas le contrôle.

(en millions d'euros)	30/06/2012							Total
	Retraité							
	Banque de proximité en France		Banque de proximité à l'International	Services Financiers Spécialisés	Gestion de l'épargne	Banque de Financement et d'Investissement ⁽³⁾	Activités hors métiers ^{(1) (3)}	
Caisses régionales	Réseau LCL							
Produit net bancaire ⁽²⁾		2 013	1 244	1 805	2 602	1 991	(9)	9 646
Charges d'exploitation		(1 246)	(839)	(794)	(1 194)	(1 457)	(440)	(5 970)
Résultat brut d'exploitation		767	405	1 011	1 408	534	(449)	3 676
Coût du risque ⁽¹⁾		(144)	(245)	(1 069)	(55)	(210)	(8)	(1 731)
Résultat d'exploitation		623	160	(58)	1 353	324	(457)	1 945
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	545		52	10	5	80	(52)	640
Gains ou pertes nets sur autres actifs					28	12	(4)	36
Variations de valeur des écarts d'acquisition								-
Résultat avant impôt	545	623	212	(48)	1 386	416	(513)	2 621
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾		(209)	(29)	(37)	(428)	(87)	(76)	(866)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			(1 269)			(41)	(2)	(1 312)
Résultat net de l'exercice	545	414	(1 086)	(85)	958	288	(591)	443
Participations ne donnant pas le contrôle		20	(113)	(113)	90	(11)	90	76
Résultat net part du Groupe	545	394	(1 086)	28	868	299	(681)	367

(1) Le coût du risque des Activités hors métiers intègre notamment les provisions comptabilisées par Crédit Agricole S.A. au titre des garanties octroyées à ses filiales.

(2) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte le Produit net bancaire à hauteur de + 6 millions d'euros au 30 juin 2012 et les Impôts sur les bénéfices à hauteur de - 2 millions d'euros au 30 juin 2012.

(3) Le spread émetteur Crédit Agricole CIB a été reclassé de Banque de Financement et d'investissement à Activités hors métiers pour + 225 millions d'euros en Produit net bancaire, - 78 millions d'euros d'impôt et - 3 millions d'euros de participations ne donnant pas le contrôle.

4.2 Spécificités de l'assurance

Marge brute des sociétés d'assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Primes émises	13 635	22 563	11 116
Variation des primes non acquises	(346)	(53)	(313)
Primes acquises	13 289	22 510	10 803
Autres produits d'exploitation	95	184	6
Produits des placements	3 878	7 784	4 098
Charges des placements	(121)	(375)	(270)
Plus ou moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement	668	(331)	(347)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	87	5 592	1 700
Variation des dépréciations sur placements	(221)	(331)	(242)
Produits des placements nets de charges	4 291	12 339	4 939
Charges de prestations des contrats ⁽¹⁾	(14 930)	(29 580)	(13 058)
Produits des cessions en réassurance	166	391	154
Charges des cessions en réassurance	(238)	(507)	(238)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	(72)	(116)	(84)
Frais d'acquisition des contrats	(951)	(1 832)	(896)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	(2)	(4)	(3)
Frais d'administration	(600)	(1 169)	(585)
Autres produits et charges opérationnels courants	(214)	(607)	(273)
Autres produits et charges opérationnels	-	28	28
Résultat opérationnel	906	1 753	877
Charge de financement	(136)	(177)	(87)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	-	-
Impôts sur les résultats	(254)	(491)	(242)
Résultat net de l'ensemble consolidé	516	1 085	548
Participations ne donnant pas le contrôle	2	4	2
Résultat net part du groupe	514	1 081	546

(1) Dont - 9,2 milliards d'euros de coût des rachats et des sinistres au 30 juin 2013 (- 19,5 milliards d'euros au 31 décembre 2012), - 0,1 milliard d'euros de variation de la participation aux bénéfices des assurés au 30 juin 2013 (- 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2012) et - 5,6 milliards d'euros de variation des provisions techniques au 30 juin 2013 (- 9,5 milliards d'euros au 31 décembre 2012).

Ventilation des placements des sociétés d'assurance

	30/06/2013			31/12/2012 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>						
Actifs disponibles à la vente	163 522	11 674	(2 159)	154 982	14 429	(2 395)
Effets publics et valeurs assimilées	14 019	348	(411)	11 918	426	(485)
Obligations et autres titres à revenu fixe	133 104	9 335	(1 238)	124 431	11 675	(1 301)
Actions et autres titres à revenu variable	13 121	1 469	(471)	15 615	1 871	(552)
Titres de participation non consolidés	3 278	522	(39)	3 018	457	(57)

	30/06/2013		31/12/2012 Retraité	
	Valeur au bilan	Valeur de marché	Valeur au bilan	Valeur de marché
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	14 530	16 533	14 602	17 474
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 108	3 699	3 162	3 906
Effets publics et valeurs assimilées	11 422	12 834	11 440	13 568
Dépréciations				
Prêts et créances	8 828	9 371	8 503	8 936
Immeubles de placement	2 951	5 071	2 968	5 106

	Valeur au Bilan	
	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	70 775	67 110
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte ⁽¹⁾	33 157	33 433
Titres reçus en pension livrée	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	5 305	5 726
Obligations et autres titres à revenu fixe	23 325	19 437
Actions et autres titres à revenu variable	8 033	7 574
Instruments dérivés	955	940

	Valeur au Bilan	
	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>		
Total des placements assurance	260 606	248 165

(1) Les émissions de dettes liées aux actifs détenus par les sociétés d'assurance du Groupe pour le compte des assurés, inclus dans des contrats en unités de compte sont éliminées au 30 juin 2013 pour 7 738 millions d'euros contre 8 136 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Ventilation des provisions techniques d'assurance

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013				
	Vie	Non vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	121 358	3 135	10 146	1 441	136 080
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	96 125	-	5 848	-	101 973
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	1 907	-	827	-	2 734
Participation aux bénéfices différée passive ⁽¹⁾	7 178	-	88	-	7 266
Autres provisions techniques	-	-	-	-	-
Total des provisions techniques ventilées	226 568	3 135	16 909	1 441	248 053
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(606)	(243)	(34)	(279)	(1 162)
Provisions techniques nettes ⁽²⁾	225 962	2 892	16 875	1 162	246 891

(1) Dont participation différée passive sur revalorisation des titres disponibles à la vente pour 8 262 millions d'euros avant impôts, soit 5 426 millions d'euros net d'impôts (cf. note 5.2 Actifs financiers disponibles à la vente).

(2) La part des réassureurs dans les provisions techniques et les autres passifs d'assurance est comptabilisée dans les Comptes de régularisation.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012				
	Retraité				
	Vie	Non vie	International	Emprunteur	Total
Contrats d'assurance	116 701	2 662	9 905	1 445	130 712
Contrats d'investissement avec PB discrétionnaire	96 244	-	5 337	-	101 581
Contrats d'investissement sans PB discrétionnaire	1 824	-	840	-	2 664
Participation aux bénéfices différée passive ⁽¹⁾	9 606	-	14	-	9 620
Autres provisions techniques	-	-	-	-	-
Total des provisions techniques ventilées	224 376	2 662	16 096	1 445	244 578
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	(574)	(199)	(89)	(265)	(1 128)
Provisions techniques nettes ⁽²⁾	223 801	2 463	16 006	1 179	243 450

(1) Dont participation différée passive sur revalorisation des titres disponibles à la vente pour 10 517 millions d'euros avant impôts, soit 6 896 millions d'euros net d'impôts (cf. note 5.2 Actifs financiers disponibles à la vente).

(2) La part des réassureurs dans les provisions techniques et les autres passifs d'assurance est comptabilisée dans les comptes de régularisation.

La participation aux bénéfices différée au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 s'analyse ainsi :

	30/06/2013	31/12/2012
	PBD	Retraité
Participation aux bénéfices différée	passive	PBD passive
Participation différée sur revalorisation des titres disponibles à la vente et sur dérivés de couverture	8 645	10 952
Participation différée sur revalorisation des titres de trading	(1 186)	(1 071)
Autres participations différées (annulation PRE)	(193)	(261)
Total	7 266	9 620

Au 31 décembre 2012, le caractère recouvrable de cet actif a fait l'objet de tests, tels que décrit dans la note 1.3 du document de référence 2012 sur les activités d'assurance, en conformité avec la recommandation du CNC du 19 décembre 2008.

4.3 Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales

Activité et contribution des Caisses régionales et de leurs filiales

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		Retraité	Retraité
Produit net bancaire	7 086	12 870	6 592
Charges de fonctionnement	(3 753)	(7 652)	(3 704)
Résultat brut d'exploitation	3 333	5 218	2 888
Coût du risque	(697)	(853)	(549)
Résultat d'exploitation	2 636	4 365	2 339
Autres éléments du résultat	3	15	6
Charge d'impôt	(910)	(1 808)	(839)
Résultat net corrigé cumulé des Caisses régionales	1 729	2 572	1 506
Résultat net corrigé cumulé des filiales de Caisses régionales	20	50	17
Résultat net cumulé (100%)	1 749	2 622	1 523
Résultat net cumulé en contribution avant retraitements	449	674	391
Complément dans la quote-part de résultat des Caisses régionales ⁽¹⁾	153	161	161
Résultat de dilution / relution sur variation de capital	(3)	(11)	(7)
Autres retraitements et éliminations de consolidation	-	-	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	599	824	545

(1) Ecart entre dividendes réellement versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. et dividendes calculés au pourcentage de détention des Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

5. Notes relatives au bilan

5.1 Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les émissions structurées, classées au 31 décembre 2012 dans la catégorie comptable Passifs financiers à la juste valeur par nature, ont été reclassées dans la catégorie Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pour un montant de 31 071 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013. Ces émissions structurées s'élèvent à 30 110 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles qui reflètent les conditions de refinancement du Groupe. Ils tiennent également compte de la durée résiduelle des passifs concernés. La revalorisation du stock d'émissions structurées repose sur l'utilisation des spreads d'émission en vigueur à la date d'arrêté comptable.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	484 435	549 887
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	73 203	69 816
Valeur au bilan	557 638	619 703
<i>Dont Titres prêtés</i>	668	435

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Créances sur la clientèle	102	253
Titres reçus en pension livrée	101 761	82 642
Titres détenus à des fins de transaction	54 875	48 722
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	41 274	34 920
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	10 164	9 442
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	3 437	4 360
Instrument dérivés ⁽¹⁾	327 697	418 270
Valeur au bilan	484 435	549 887

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les instruments dérivés à hauteur de - 273 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Créances sur la clientèle	228	222
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte ⁽¹⁾	33 157	33 433
Titres à la juste valeur par résultat sur option	39 818	36 161
<i>Effets publics et valeurs assimilés</i>	5 314	5 726
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	25 449	21 819
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	9 055	8 616
Valeur au bilan	73 203	69 816

(1) Les émissions de dettes liées aux actifs détenus par les sociétés d'assurance du Groupe pour le compte des assurés, inclus dans des contrats en unités de compte sont éliminées au 30 juin 2013 pour 7 738 millions d'euros (cf note 4.2 Spécificités de l'assurance) contre 8 136 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	465 886	572 524
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	30 110	-
Valeur au bilan	495 996	572 524

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Titres vendus à découvert	33 098	32 503
Titres donnés en pension livrée	103 418	90 602
Dettes représentées par un titre	-	31 071
Instruments dérivés ⁽¹⁾	329 370	418 348
Valeur au bilan	465 886	572 524

(1) La correction de valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes impacte les instruments dérivés à hauteur de - 13 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en millions d'euros)	30/06/2013		31/12/2012 Retraité	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts d'établissements de crédit	-	-	-	-
Autres dépôts	-	-	-	-
Titres de dette	30 110	924	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
Autres passifs financiers	-	-	-	-
Total Passifs financiers à la juste valeur	30 110	924	-	-

5.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2013			31/12/2012 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Valeur au bilan	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	62 810	1 072	(1 604)	66 585	1 617	(1 771)
Obligations et autres titres à revenu fixe	178 240	9 817	(1 577)	170 993	12 318	(1 938)
Actions et autres titres à revenu variable	13 995	1 644	(532)	16 413	2 028	(612)
Titres de participation non consolidés	5 830	1 017	88	5 665	965	(7)
Total des titres disponibles à la vente	260 875	13 550	(3 625)	259 656	16 928	(4 328)
Créances disponibles à la vente	-	-	-	23	-	-
Total des créances disponibles à la vente	-	-	-	23	-	-
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	260 875	13 550	(3 625)	259 679	16 928	(4 328)
Impôts	-	(4 401)	1 273	-	(5 574)	1 489
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts) ⁽²⁾	-	9 149	(2 352)	-	11 354	(2 839)

(1) La valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés est de 316 millions d'euros (318 millions d'euros au 31 décembre 2012) et la valeur nette au bilan des titres disponibles à la vente à revenu variable dépréciés est de 2 685 millions d'euros (2 768 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(2) Au 30 juin 2013, le montant des plus-values nettes latentes de 6 797 millions d'euros (plus-values nettes latentes de 8 515 millions d'euros au 31 décembre 2012) est compensé par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt de 5 426 millions d'euros des sociétés d'assurance du Groupe (6 896 millions d'euros au 31 décembre 2012) ; le solde de 1 371 millions d'euros correspond au montant de plus-values nettes latentes enregistrées au 30 juin 2013 en capitaux propres recyclables (plus-value nette latente de 1 619 millions d'euros au 31 décembre 2012).

5.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	82 571	84 462
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	24 400	24 431
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>	7 399	18 483
Valeurs reçues en pension	219	240
Titres reçus en pension livrée	32 284	30 780
Prêts subordonnés	412	409
Titres non cotés sur un marché actif	4 688	2 887
Autres prêts et créances	96	112
Valeur brute	120 270	118 890
Dépréciations	(552)	(557)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	119 718	118 333
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	1 279	2 227
Comptes et avances à terme	272 956	265 007
Prêts subordonnés	-	-
Titres non cotés sur un marché actif	-	-
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	274 235	267 234
Valeur au bilan	393 953	385 567

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	13 202	13 921
Autres concours à la clientèle	267 999	269 877
Titres reçus en pension livrée	7 088	16 718
Prêts subordonnés	145	216
Titres non cotés sur un marché actif	4 508	5 486
Créances nées d'opérations d'assurance directe	1 714	1 312
Créances nées d'opérations de réassurance	345	203
Avances en comptes courants d'associés	328	328
Comptes ordinaires débiteurs	19 602	16 721
Valeur brute	314 931	324 782
Dépréciations	(12 348)	(11 681)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	302 583	313 101
Opérations de location financement		
Location-financement immobilier	7 333	7 510
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	9 316	9 720
Valeur brute	16 649	17 230
Dépréciations	(583)	(575)
Valeur nette des opérations de location-financement	16 066	16 655
Valeur au bilan	318 649	329 756

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	30/06/2013				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Administrations centrales	4 633	51	45	30	4 558
Banques centrales	15 910	-	-	-	15 910
Etablissements de crédit	104 359	812	552	-	103 807
Institutions non établissements de crédit	32 045	3 127	1 501	400	30 144
Grandes entreprises	143 786	5 349	2 810	1 504	139 472
Clientèle de détail	151 116	9 328	5 756	884	144 476
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle ⁽¹⁾	451 849	18 667	10 664	2 818	438 367

(1) dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 2 629 millions d'euros.

	31/12/2012				
	Retraité				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en millions d'euros)</i>					
Administrations centrales	4 961	62	56	28	4 877
Banques centrales	25 500	-	-	-	25 500
Etablissements de crédit	93 392	648	557	-	92 835
Institutions non établissements de crédit	41 272	2 571	1 214	646	39 412
Grandes entreprises	144 469	5 297	2 786	1 333	140 350
Clientèle de détail	151 308	8 771	5 337	856	145 115
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle ⁽¹⁾	460 902	17 349	9 950	2 863	448 089

(1) dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 2 389 millions d'euros.



5.4 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 30 juin 2013

Nature des actifs transférés	Actifs transférés non décomptabilisés intégralement											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés			
Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres (1)	Juste valeur	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur	Juste valeur nette				
Détenus à des fins de transaction	26 444	-	26 444	-	26 444	24 535	-	24 535	-	24 535	1 909	-	-	-
Instruments de capitaux propres	2	-	2	-	2	2	-	2	-	2	-	-	-	-
Titres de dette	26 442	-	26 442	-	26 442	24 533	-	24 533	-	24 533	1 909	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 126	-	1 126	-	1 095	1 126	-	1 126	-	1 126	(31)	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	1 126	-	1 126	-	1 095	1 126	-	1 126	-	1 126	(31)	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Disponibles à la vente	15 227	-	13 111	2 116	15 171	13 336	-	13 228	108	13 334	1 837	-	-	-
Instruments de capitaux propres	361	-	-	361	361	108	-	-	108	108	253	-	-	-
Titres de dette	14 866	-	13 111	1 755	14 810	13 228	-	13 228	-	13 226	1 584	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	20 261	16 526	2 613	1 122	20 261	9 852	7 135	2 717	-	9 852	10 409	-	-	-
Titres de dette	11 547	8 798	2 613	137	11 547	4 246	1 771	2 476	-	4 246	7 301	-	-	-
Prêts et avances	8 714	7 728	-	985	8 714	5 606	5 364	241	-	5 606	3 108	-	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	2 616	-	2 616	-	2 616	2 714	-	2 714	-	2 714	(98)	-	-	-
Titres de dette	2 616	-	2 616	-	2 616	2 714	-	2 714	-	2 714	(98)	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	65 674	16 526	45 910	3 238	65 587	51 563	7 135	44 320	108	51 561	14 026	-	-	-
Opérations de location financement	34	34	-	-	34	28	28	-	-	28	6	-	-	-
Total des actifs transférés	65 708	16 560	45 910	3 238	65 621	51 591	7 163	44 320	108	51 589	14 032	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral



Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2012

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement														
	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres (1)	Juste valeur	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Autres	Juste valeur	Juste valeur nette			
Détenus à des fins de transaction	24 546	-	24 503	43	24 546	24 546	-	24 503	43	24 546	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	1 189	-	1 146	43	1 189	1 189	-	1 146	43	1 189	-	-	-	-
Titres de dette	23 357	-	23 357	-	23 357	23 357	-	23 357	-	23 357	-	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Disponibles à la vente	12 954	-	8 891	4 063	13 197	9 532	-	8 574	958	9 532	3 665	-	-	-
Instruments de capitaux propres	1 423	-	-	1 423	1 423	958	-	-	958	958	465	-	-	-
Titres de dette	11 531	-	8 891	2 640	11 774	8 574	-	8 574	-	8 574	3 200	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	16 850	15 678	651	521	16 929	16 329	15 438	891	-	16 346	583	-	-	-
Titres de dette	10 921	9 749	651	521	10 921	10 400	9 749	651	-	10 338	583	-	-	-
Prêts et avances	5 929	5 929	-	-	6 008	5 929	5 689	240	-	6 008	-	-	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	54 350	15 678	34 045	4 627	54 672	50 407	15 438	33 968	1 001	50 424	4 248	-	-	-
Opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs transférés	54 350	15 678	34 045	4 627	54 672	50 407	15 438	33 968	1 001	50 424	4 248	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral

5.5 Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2012 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	30/06/2013
<i>(en millions d'euros)</i>								
Créances sur les établissements de crédit	557	-	3	(12)	4	-	-	552
Créances sur la clientèle	11 681	-	2 140	(1 447)	(31)	-	5	12 348
<i>dont dépréciations collectives</i>	2 864	-	289	(329)	(7)	-	1	2 818
Opérations de location financement	575	(2)	158	(149)	(1)	-	2	583
Titres détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	2 270	9	297	(402)	(5)	-	24	2 193
Autres actifs financiers	128	-	11	(7)	(4)	-	(1)	127
Total Dépréciations des actifs financiers	15 210	7	2 609	(2 017)	(37)	-	30	15 802

	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2012 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>								
Créances sur les établissements de crédit	568	-	10	(11)	(10)	-	-	557
Créances sur la clientèle	15 895	(5)	4 965	(5 097)	(11)	(4 104)	38	11 681
<i>dont dépréciations collectives</i>	3 541	-	735	(1 165)	(17)	(210)	(20)	2 864
Opérations de location financement	542	-	287	(256)	1	-	1	575
Titres détenus jusqu'à l'échéance	57	-	-	(57)	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	7 515	25	851	(5 844)	95	(349)	(23)	2 270
Autres actifs financiers	125	(0)	35	(29)	(8)	-	5	128
Total Dépréciations des actifs financiers	24 702	20	6 148	(11 294)	66	(4 453)	21	15 210

(1) Les reprises et utilisations de dépréciations durables sur les actifs disponibles à la vente concernent principalement les dépréciations sur titres d'Etat grecs constatées dans les activités d'assurance.

5.6 Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

Compte tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. sur certains pays européens est présentée ci-après.

Exposition au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie.

Les expositions au risque souverain sur Chypre et la Hongrie sont non significatives au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013.

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'Etat, hors collectivités locales.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Activité bancaire

30/06/2013 (en millions d'euros)	Expositions nettes activité bancaire nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures** Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances*				
Espagne	-	-	7	-	156	163	-	163
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	91	-	-	-	91	-	91
Italie	-	4 256	43	178	224	4 701	(207)	4 494
Portugal	-	147	-	2	92	241	(1)	240
Total	-	4 494	50	180	472	5 196	(208)	4 988

31/12/2012 Retraité (en millions d'euros)	Expositions nettes activité bancaire nettes de dépréciations							
	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures** Actifs financiers disponibles à la vente	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	Prêts et créances*				
Espagne	-	-	-	-	61	61	-	61
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	96	-	-	-	96	-	96
Italie	-	4 252	8	173	47	4 480	(375)	4 105
Portugal	-	146	-	1	27	174	(3)	171
Total (1)	-	4 494	8	174	135	4 811	(378)	4 433

(1) L'exposition au 31 décembre 2012 ne tient pas compte des entités reclassées en IFRS 5.

*hors créances d'impôts différés

**pas de couvertures sur les actifs classés dans les autres intentions de gestion

Activité d'assurance

Pour l'activité assurance, l'exposition à la dette souveraine est présentée en valeur nette de dépréciation, brute de couverture et correspond à une exposition avant application des mécanismes propres à l'assurance vie de partage entre assureurs et assurés.

30/06/2013 (en millions d'euros)	Expositions brutes activité assurance
Espagne	1 042
Grèce	-
Irlande	1 045
Italie	4 548
Portugal	1 668
Total Exposition	8 303

31/12/2012 Retraité (en millions d'euros)	Expositions brutes activité assurance
Espagne	979
Grèce	-
Irlande	1 045
Italie	4 387
Portugal	1 560
Total Exposition	7 971

Dettes souveraines brutes de couverture activités banque et assurances - Maturités
BANQUE (portefeuille bancaire)

(en millions d'euros)	Maturités résiduelles	Expositions brutes	
		30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Espagne	Un an	1	-
	Deux ans	2	-
	Trois ans	1	-
	Cinq ans	1	-
	Dix ans	1	-
	Dix ans et plus	1	-
	Total Espagne		7
Grèce	Un an	-	-
	Deux ans	-	-
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	-	-
	Dix ans et plus	-	-
	Total Grèce		-
Irlande	Un an	91	-
	Deux ans	-	96
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	-	-
	Dix ans et plus	-	-
	Total Irlande		91
Italie	Un an	264	217
	Deux ans	189	92
	Trois ans	138	277
	Cinq ans	1 364	1 343
	Dix ans	1 307	1 199
	Dix ans et plus	1 215	1 305
	Total Italie		4 477
Portugal	Un an	149	147
	Deux ans	-	-
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	-	-
	Dix ans et plus	-	-
	Total Portugal		149
Total général		4 724	4 676

ASSURANCES

(en millions d'euros)	Maturités résiduelles	Expositions brutes	
		30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Espagne	Un an	-	-
	Deux ans	-	-
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	1	1
	Dix ans et plus	1 041	978
	Total Espagne		1 042
Grèce	Un an	-	-
	Deux ans	-	-
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	-	-
	Dix ans et plus	-	-
	Total Grèce		-
Irlande	Un an	-	19
	Deux ans	-	-
	Trois ans	-	-
	Cinq ans	-	-
	Dix ans	1 037	1 018
	Dix ans et plus	8	8
	Total Irlande		1 045
Italie	Un an	92	235
	Deux ans	53	342
	Trois ans	362	372
	Cinq ans	840	644
	Dix ans	1 753	1 206
	Dix ans et plus	1 448	1 588
	Total Italie		4 548
Portugal	Un an	4	3
	Deux ans	2	3
	Trois ans	2	4
	Cinq ans	115	110
	Dix ans	18	21
	Dix ans et plus	1 527	1 419
	Total Portugal		1 668
Total général		8 303	7 971

Dettes souveraines activité banque

Variations entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 31/12/2012 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 30/06/2013
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	96	(2)	-	(3)	-	-	-	91
Italie	4 252	(51)	-	40	-	(225)	240	4 256
Portugal	146	(2)	-	4	-	(1)	-	147
Actifs financiers disponibles à la vente	4 494	(55)	-	41	-	(226)	240	4 494
Espagne	-	-	-	-	-	-	7	7
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	8	(6)	-	-	-	-	41	43
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat	8	(6)	-	-	-	-	48	50
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	173	-	-	-	(3)	-	8	178
Portugal	1	-	-	-	-	-	1	2
Prêts et créances	174	-	-	-	(3)	-	9	180
Espagne	61	-	-	-	-	-	95	156
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	47	-	-	-	-	-	177	224
Portugal	27	-	-	-	-	-	65	92
Portefeuille de négociation (hors dérivés)	135	-	-	-	-	-	337	472
TOTAL activité Banque	4 811	(61)	-	41	(3)	(226)	634	5 196

Dettes souveraines Activité assurance

Variations entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013

Variations des expositions brutes de couverture (en millions d'euros)	Solde au 31/12/2012 Retraité	Variation de juste valeur	Recyclage des réserves AFS	Créances rattachées	Tombées d'échéance	Cessions nettes de reprises de provisions	Acquisitions	Solde au 30/06/2013
Espagne	979	64	-	(7)	-	(1)	7	1 042
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	1 045	42	-	(23)	-	(19)	-	1 045
Italie	4 387	78	(2)	8	(21)	(1 381)	1 479	4 548
Portugal	1 560	68	-	42	-	(2)	-	1 668
TOTAL activité Assurance	7 971	252	(2)	20	(21)	(1 403)	1 486	8 303

Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

L'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclus de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par pays de risque de la contrepartie.

Activité bancaire – Risque de crédit

	30/06/2013				31/12/2012 Retraité	
	Encours de crédit brut	Dont encours bruts dépréciés	Dépréciation sur base individuelle et collective	Taux de provisionnement des encours bruts	Encours de crédit net	Encours de crédit net
<i>(en millions d'euros)</i>						
Chypre	22	1	1	4,55%	21	28
<i>Banques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	20	-	-	-	20	19
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2	1	1	50,00%	1	9
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-	-	-
Espagne	5 695	344	375	6,58%	5 320	5 417
<i>Banques</i>	312	-	-	-	312	274
<i>Clientèle de détail</i>	460	20	16	3,48%	444	458
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	4 556	317	356	7,81%	4 200	4 298
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	367	7	3	0,82%	364	387
Grèce⁽¹⁾	4 287	582	317	7,39%	3 970	4 087
<i>Banques</i>	46	-	-	-	46	68
<i>Clientèle de détail</i>	541	198	135	24,95%	406	566
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	3 700	384	182	4,92%	3 518	3 453
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-	-	-
Hongrie	274	-	-	-	274	264
<i>Banques</i>	-	-	-	-	-	25
<i>Clientèle de détail</i>	2	-	-	-	2	1
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	261	-	-	-	261	212
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	11	-	-	-	11	26
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-	-	-
Irlande	2 302	11	7	0,30%	2 295	2 127
<i>Banques</i>	5	-	-	-	5	11
<i>Clientèle de détail</i>	1	-	-	-	1	2
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2 296	11	7	0,30%	2 289	2 114
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-	-	-
Italie	63 310	7 161	4 448	7,03%	58 862	61 923
<i>Banques</i>	1 961	-	-	-	1 961	1 195
<i>Clientèle de détail</i>	41 750	5 236	3 531	8,46%	38 219	40 669
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	18 730	1 699	809	4,32%	17 921	19 253
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	179	18	15	8,38%	164	197
<i>Collectivités locales</i>	690	208	93	13,48%	597	609
Portugal	1 604	232	118	7,36%	1 486	1 582
<i>Banques</i>	13	-	-	-	13	15
<i>Clientèle de détail</i>	1 150	191	92	8,00%	1 058	1 216
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	441	41	26	5,90%	415	351
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-	-	-
Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit	77 494	8 331	5 266	6,80%	72 228	75 428

(1) Dont 3,1 milliards d'encours liés à l'activité de shipping de Crédit Agricole CIB au 30 juin 2013 contre 3 milliards au 31 décembre 2012.

Activité bancaire – Instruments de dettes

Les montants présentés comprennent la valeur au bilan des instruments de dettes classés en Actifs financiers disponibles à la vente et en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

	30/06/2013			31/12/2012
	Exposition sur obligations nette de dépréciation	Exposition sur autres instruments de dettes nette de dépréciation	Exposition nette des instruments de dettes	Retraité Exposition nette des instruments de dettes
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chypre	-	-	-	-
<i>Banques</i>	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Espagne	1 303	-	1 303	1 228
<i>Banques</i>	1 203	-	1 203	1 101
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	100	-	100	127
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Grèce	150	-	150	-
<i>Banques</i>	150	-	150	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Hongrie	-	-	-	-
<i>Banques</i>	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Irlande	2	-	2	36
<i>Banques</i>	-	-	-	1
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2	-	2	4
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	31
Italie	730	-	730	1 634
<i>Banques</i>	469	-	469	1 345
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	261	-	261	172
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	117
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Portugal	193	-	193	284
<i>Banques</i>	179	-	179	192
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	14	-	14	92
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Total Exposition sur pays à risque - Instruments de dettes	2 378	-	2 378	3 182

Activité assurances – Instruments de dettes

Les montants présentés comprennent la valeur au bilan des instruments de dettes classés en Actifs financiers disponibles à la vente et en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

	30/06/2013			31/12/2012
	Exposition sur obligations nette de dépréciation	Exposition sur autres instruments de dettes nette de dépréciation	Exposition nette des instruments de dettes	Retraité Exposition nette des instruments de dettes
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chypre	-	-	-	-
<i>Banques</i>	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Espagne	3 882	-	3 882	3 923
<i>Banques</i>	1 821	-	1 821	2 057
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	1 628	-	1 628	1 495
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	205	-	205	155
<i>Collectivités locales</i>	228	-	228	216
Grèce	-	-	-	-
<i>Banques</i>	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Hongrie	4	-	4	3
<i>Banques</i>	-	-	-	-
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	4	-	4	3
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Irlande	335	-	335	332
<i>Banques</i>	333	-	333	330
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2	-	2	2
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Italie	3 936	-	3 936	3 660
<i>Banques</i>	1 599	-	1 599	1 760
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	2 337	-	2 337	1 900
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Portugal	805	-	805	541
<i>Banques</i>	463	-	463	472
<i>Clientèle de détail</i>	-	-	-	-
<i>Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques</i>	342	-	342	69
<i>Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques</i>	-	-	-	-
<i>Collectivités locales</i>	-	-	-	-
Total Exposition sur pays à risque - Instruments de dettes	8 962	-	8 962	8 459

5.7 Dettes envers les établissements de crédit et sur la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	91 986	88 263
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	18 361	15 298
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	11 550	5 937
Valeurs données en pension	-	
Titres donnés en pension livrée	37 856	22 320
TOTAL	129 842	110 583
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	2 489	2 044
Comptes et avances à terme	50 890	48 024
TOTAL	53 379	50 068
Valeur au bilan	183 221	160 651

Dettes envers la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Comptes ordinaires créditeurs	126 634	121 179
Comptes d'épargne à régime spécial	233 253	226 294
Autres dettes envers la clientèle	109 216	113 006
Titres donnés en pension livrée	16 463	21 476
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	529	745
Dettes nées d'opérations de réassurance	556	380
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	587	558
Valeur au bilan	487 238	483 638

5.8 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	201	198
Titres du marché interbancaire	21 505	20 591
Titres de créances négociables	49 777	48 938
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	76 381	76 699
Autres dettes représentées par un titre	2 977	3 964
Valeur au bilan	150 841	150 390
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée ⁽²⁾	19 197	19 725
Dettes subordonnées à durée indéterminée ⁽³⁾	9 981	9 975
Dépôt de garantie à caractère mutuel	134	136
Titres et emprunts participatifs	123	144
Valeur au bilan	29 435	29 980

(1) Ce poste comprend des émissions de type "Covered bonds".

(2) Ce poste comprend des émissions de titres subordonnés remboursables "TSR".

(3) Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés "TSS", de titres subordonnés à durée indéterminée "TSDI", de titres de créances complexes de capital jumelés "T3CJ" et avance en comptes courants d'associés accordée par SAS Rue La Boétie.

Au 30 juin 2013, l'encours des titres super subordonnés est de 5 515 millions d'euros contre 5 536 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 30 juin 2013 comme au 31 décembre 2012, le montant de l'avance en comptes courants d'associés accordée par SAS La Boétie s'élève à 958 millions d'euros et l'encours de titres "T3CJ" s'élève à 470 millions d'euros.

Les titres de dettes émis par Crédit Agricole S.A. et souscrits par les sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole S.A. sont éliminés pour les contrats en euros et pour la partie en représentation des contrats en unités de compte dont le risque financier est supporté par l'assuré (cf. note 4.2 Spécificités de l'assurance).

Le montant éliminé au titre des contrats en unités de compte est de 7 590 millions d'euros au 30 juin 2013.

5.9 Immeubles de placement

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012	Variations de périmètre ⁽²⁾	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
Valeur brute	3 176	(183)	-	160	(60)	-	36	3 129
Amortissements et dépréciations	(135)	44	-	(1)	22	-	(25)	(95)
Valeur au bilan ⁽¹⁾	3 041	(139)	-	159	(38)	-	11	3 034

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(2) La variation de périmètre s'explique par la sortie de Foncière Hypersud pour - 139 millions d'euros au premier trimestre 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011	Variations de périmètre ⁽²⁾	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
Valeur brute	2 839	389	(125)	311	(514)	-	276	3 176
Amortissements et dépréciations	(157)	17	4	(17)	223	-	(205)	(135)
Valeur au bilan ⁽¹⁾	2 682	406	(121)	294	(291)	-	71	3 041

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(2) La variation de périmètre s'explique par la sortie de BES Vida au 1er semestre 2012 pour - 58 millions d'euros et par le transfert des titres et comptes courants nets d'intérêts courus des OPCI Commerce, Bureau et Habitation, depuis le poste Actifs financiers disponibles à la vente du fait de leur consolidation sur le 1er semestre 2012.

La valeur des immeubles de placement est estimée « à dire d'expert ». La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 5 237 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 5 263 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.10 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	31/12/2012 Retraité	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2013
<i>(en millions d'euros)</i>								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	8 554	32	-	321	(391)	(33)	149	8 632
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(4 037)	4	(4)	(278)	230	18	(84)	(4 151)
Valeur au bilan	4 517	36	(4)	43	(161)	(15)	65	4 481
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 629	(4)	(6)	252	(128)	(7)	(9)	4 727
Amortissements et dépréciations	(2 929)	4	3	(196)	45	5	-	(3 068)
Valeur au bilan	1 700	-	(3)	56	(83)	(2)	(9)	1 659

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2011	Variations de périmètre	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>								
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	9 592	(29)	(544)	763	(1 459)	(1)	232	8 554
Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	(4 422)	15	241	(621)	871	3	(124)	(4 037)
Valeur au bilan	5 170	(14)	(303)	142	(588)	2	108	4 517
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	4 670	(98)	(188)	478	(221)	-	(12)	4 629
Amortissements et dépréciations	(2 802)	41	126	(410)	115	1	-	(2 929)
Valeur au bilan	1 868	(57)	(62)	68	(106)	1	(12)	1 700

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.11 Provisions

	31/12/2012 Retraité	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	30/06/2013
<i>(en millions d'euros)</i>									
Risques sur les produits épargne logement	334	-	91	-	(24)	-	-	-	401
Risques d'exécution des engagements par signature	309	-	31	(5)	(36)	(5)	-	-	294
Risques opérationnels	70	-	15	(4)	(12)	-	-	(1)	68
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 721	-	47	(56)	(49)	(4)	-	22	1 681
Litiges divers	1 092	-	60	(21)	(22)	(9)	-	(3)	1 097
Participations	55	-	12	-	(1)	-	-	(13)	53
Restructurations	33	-	-	(3)	-	-	-	(10)	20
Autres risques	1 153	(1)	80	(102)	(152)	(2)	-	4	980
Total	4 766	(1)	336	(191)	(296)	(20)	-	(1)	4 593

	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Transferts en actifs non courants destinés à être cédés	Autres mouvements	31/12/2012 Retraité
<i>(en millions d'euros)</i>									
Risques sur les produits épargne logement	380	-	54	-	(101)	-	-	-	334
Risques d'exécution des engagements par signature	219	-	184	(7)	(76)	(9)	-	(1)	309
Risques opérationnels	73	-	18	(5)	(12)	-	-	(4)	70
Engagements sociaux (retraites) et assimilés ⁽¹⁾	1 861	(2)	270	(99)	(245)	(1)	(336)	274	1 721
Litiges divers	1 208	(18)	379	(124)	(265)	(5)	(62)	(22)	1 092
Participations	25	-	36	(2)	(6)	-	-	1	55
Restructurations	80	-	8	(12)	(13)	-	-	(31)	33
Autres risques	952	(2)	760	(93)	(395)	1	(50)	(20)	1 153
Total	4 798	(23)	1 709	(342)	(1 112)	(14)	(448)	198	4 766

(1) Les engagements sociaux (retraites) et assimilés comprennent en Autres mouvements 255 millions d'euros sur les écarts actuariels au 31 décembre 2012 liés à la baisse significative des taux de référence utilisés pour l'évaluation des engagements relatifs aux régimes à prestations à long terme et - 17 millions d'euros chez Crédit Agricole S.A. au titre des écarts actuariels sur engagement en mode de gestion externe.

Provision épargne-logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	9 860	7 383
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	24 871	24 811
Ancienneté de plus de 10 ans	34 499	36 710
Total plans d'épargne-logement	69 230	68 904
Total comptes épargne-logement	13 112	13 293
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	82 342	82 197

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2013 pour les données au 30 juin 2013 et à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Plans d'épargne-logement	41	48
Comptes épargne-logement	224	250
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	265	298

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1	-
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	5	1
Ancienneté de plus de 10 ans	394	309
Total plans d'épargne-logement	400	310
Total comptes épargne-logement	-	24
Total provision au titre des contrats épargne-logement	400	334

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012 Retraité	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2013
Plans d'épargne-logement	310	90	-	-	400
Comptes épargne-logement	24	-	(24)	-	-
Total provision au titre des contrats épargne-logement	334	90	(24)	-	400

Les plans et les comptes épargne-logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100% au passif des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

L'encours des plans et comptes épargne-logement est affecté pour moitié au groupe Crédit Agricole S.A. et pour moitié aux Caisses régionales dans les tableaux ci-dessus.

Les montants comptabilisés en provisions sont représentatifs de la part du risque supporté par Crédit Agricole S.A. et LCL. Le risque porté par les Caisses régionales est comptabilisé via leur consolidation par mise en équivalence.

En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne-logement.

5.12 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 30/06/2013	% du capital	% des droits de vote
S.A.S. Rue La Boetie	1 405 263 364	56,25%	56,41%
Actions en autodétention	7 017 615	0,28%	
Salariés (FCPE)	111 247 810	4,46%	4,47%
Public	974 491 748	39,01%	39,12%
TOTAL	2 498 020 537	100,00%	100,00%

La SAS Rue de la Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales. Du fait de la structure capitalistique du Groupe et de la rupture de chaîne de contrôle qui en résulte, la participation des Caisses régionales dans la SAS Rue la Boétie est maintenue dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. pour sa quote-part.

Les actions en auto-détention le sont dans le cadre du programme de rachat de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées et au sein d'un contrat de liquidité.

Concernant le titre Crédit Agricole S.A., un contrat de liquidité a été signé le 25 octobre 2006 avec Crédit Agricole Cheuvreux S.A., devenu Kepler Cheuvreux. Ce contrat est reconduit chaque année par tacite reconduction. Afin que l'opérateur puisse réaliser les opérations prévues au contrat, en toute indépendance, le contrat est doté d'un montant 50 millions d'euros.

La valeur nominale des actions est de 3 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Au 30 juin 2013, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 7 494 061 611 euros composé de 2 498 020 537 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale.

Actions de préférence

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission (en millions de dollars)	Montant de l'émission (en millions d'euros)	30/06/2013 (en millions d'euros)	31/12/2012 Retraité (en millions d'euros)
CA Preferred Funding LLC	janvier-03	1 500		1 147	1 137
CA Preferred Funding LLC	juillet-03	550		420	417
CA Preferred Funding LLC	décembre-03		550	550	550
TOTAL		2 050	550	2 117	2 104

Résultat par action

	30/06/2013	31/12/2012 Retraité	30/06/2012 Retraité
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	1 165	(6 389)	367
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	2 478 032 948	2 476 072 634	2 475 881 671
Coefficient d'ajustement	1,000	1,000	1,000
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	2 478 032 948	2 476 072 634	2 475 881 671
Résultat de base par action (en euros)	0,470	(2,580)	0,148
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	0,469	(0,989)	0,678
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	0,001	(1,591)	(0,530)
Résultat dilué par action (en euros)	0,470	(2,580)	0,148
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,469	(0,989)	0,678
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	0,001	(1,591)	(0,530)

Compte tenu de l'évolution du cours moyen de l'action Crédit Agricole S.A., l'ensemble des plans d'options d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. sont non dilutifs.

En l'absence d'émission dilutive par Crédit Agricole S.A., le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2012, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. dans sa séance du 19 février 2013, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 23 mai 2013 de ne pas procéder à une distribution de dividendes.

(en euros)	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Dividende net par action	-	-	0,45	0,45	0,45	1,20
Dividende global	-	-	0,45	0,45	0,45	1,20

6. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités arrêtées ou en cours de cession.

Engagements donnés et reçus

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Engagements donnés		
Engagements de financement	191 590	192 398
. Engagements en faveur des établissements de crédit	54 511	49 796
. Engagements en faveur de la clientèle	137 079	142 602
Ouverture de crédits confirmés	110 078	114 787
- Ouverture de crédits documentaires	7 370	9 613
- Autres ouvertures de crédits confirmés	102 708	105 174
Autres engagements en faveur de la clientèle	27 001	27 815
Engagements de garantie	90 869	95 092
. Engagements d'ordre des établissements de crédit	12 380	12 420
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 581	2 546
Autres garanties	9 799	9 874
. Engagements d'ordre de la clientèle	78 489	82 672
Cautions immobilières	2 414	2 701
Autres garanties d'ordre de la clientèle	76 075	79 971
Engagements reçus		
Engagements de financement	98 952	106 458
. Engagements reçus des établissements de crédit	85 927	84 698
. Engagements reçus de la clientèle	13 025	21 760
Engagements de garantie	201 988	264 353
. Engagements reçus des établissements de crédit ⁽¹⁾	66 294	67 463
. Engagements reçus de la clientèle	135 694	196 890
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	17 922	19 853
Autres garanties reçues	117 772	177 037

(1) Ce poste comprend 14,7 milliards d'euros au titre des engagements de garantie relatifs au dispositif Switch.

Garanties détenues

Les garanties détenues et actifs reçus en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont pour l'essentiel logés chez Crédit Agricole S.A. pour 123,4 milliards d'euros. Il s'agit pour l'essentiel de créances apportées en garanties par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole S.A. jouant un rôle de centralisateur vis-à-vis des différents organismes de refinancement externes. Crédit Agricole CIB dispose également d'actifs reçus en garantie pour 132,9 milliards d'euros.

La plus grande partie de ces garanties correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis et porte principalement sur les pensions et titres en garanties d'opérations de courtage.

La politique du groupe Crédit Agricole S.A. consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. n'en possèdent pas au 30 juin 2013.

Actifs financiers remis et reçus en garantie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH...)	199 382	189 389
Titres prêtés	8 827	11 555
Dépôts de garantie sur opérations de marché	44 519	33 992
Titres et valeurs donnés en pension	157 737	134 398
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	410 465	369 334
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	428	330
Titres et valeurs reçus en pension	296 675	286 213
Titres vendus à découvert	32 670	32 173
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	329 773	318 716

Créances reçues et apportées en garantie

Au 30 juin 2013, dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la Banque de France, Crédit Agricole S.A. a déposé 83,1 milliards d'euros de créances (principalement pour le compte des Caisses Régionales), contre 95,5 milliards d'euros au 31 décembre 2012, et 18,6 milliards d'euros ont été déposés directement par les filiales.

Au 30 juin 2013, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat, Crédit Agricole S.A. a déposé 23,7 milliards d'euros de créances pour le compte des Caisses Régionales, contre 22,1 milliards d'euros au 31 décembre 2012, et 8,4 milliards d'euros ont été déposés directement par LCL.



Au 30 juin 2013, dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la SFEF en 2009, 10,7 milliards d'euros de créances restent apportés en garantie par le groupe Crédit Agricole S.A. (contre 10,7 milliards au 31 décembre 2012).

Au 30 juin 2013, dans le cadre des émissions sécurisées de Crédit Agricole Home Loan SFH, société financière contrôlée à 100% par Crédit Agricole S.A., 38,6 milliards d'euros de créances des Caisses Régionales et de LCL ont été apportés en garantie.

Ces dispositifs pour lesquels il n'y a pas de transfert de flux de trésorerie contractuels n'entrent pas dans le cadre des transferts d'actifs mentionnés dans la note 5.4 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue.

7. Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole S.A.

Les reclassements hors de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction ou hors de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

Reclassements effectués par le groupe Crédit Agricole S.A.

Le Groupe n'a pas réalisé au cours de la période de nouveaux reclassements tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39. Les informations sur les reclassements antérieurs sont données ci-dessous.

Nature, justification et montant des reclassements opérés

Le tableau ci-dessous reprend leur valeur en date de reclassement ainsi que la valeur au 30 juin 2013 des actifs reclassés antérieurement et toujours à l'actif du Groupe à cette date.

	Total actifs reclassés		Actifs reclassés au 1er semestre 2013			Actifs reclassés antérieurement			
	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée au 30/06/2013	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée 30/06/2013	Valeur au bilan 30/06/2013	Valeur de marché estimée 30/06/2013	Valeur au bilan 31/12/2012	Valeur de marché estimée 31/12/2012
<i>(en millions d'euros)</i>									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	4 405	4 178	-	-	-	4 405	4 178	4 872	4 556
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs reclassés	4 405	4 178	-	-	-	4 405	4 178	4 872	4 556

Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés

Aucune variation de juste valeur n'a été comptabilisée en résultat concernant les actifs reclassés depuis 2011.

Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement

La contribution des actifs transférés dans le résultat de la période, depuis la date de reclassement comprend l'ensemble des profits, pertes, produits et charges comptabilisés en résultat ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impact en résultat des actifs transférés se décompose comme suit :

Actifs reclassés au 1er semestre 2013 Impact 30/06/2013		Impact résultat avant impôt, depuis le reclassement						
		Actifs reclassés antérieurement				Impact cumulé 30/06/2013		
		Impact cumulé au 31/12/2012		Impact du 1er semestre 2013				
Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'Actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-	-	(171)	(541)	18	124	(153)	(417)
Actifs financiers disponibles à la vente transférés en prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs reclassés	-	-	(171)	(541)	18	124	(153)	(417)

8. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013		31/12/2012	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
Actifs				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	393 953	400 697	385 567	393 775
Prêts et créances sur la clientèle	318 649	333 587	329 756	341 639
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	14 530	16 533	14 602	17 474
Passifs				
Dettes envers les établissements de crédits	183 221	184 511	160 651	165 195
Dettes envers la clientèle	487 238	486 673	483 638	483 722
Dettes représentées par un titre	150 841	151 591	150 390	151 549
Dettes subordonnées	29 435	28 286	29 980	29 520

Pour les instruments financiers, la meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : soit la référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, soit l'actualisation des flux futurs, soit des modèles d'évaluation.

Dans les cas où il est nécessaire d'approcher les valeurs de marché au moyen d'évaluation, c'est la méthode de l'actualisation des flux futurs estimés qui est la plus couramment utilisée.

En outre, il est à noter que le groupe Crédit Agricole S.A. prend en compte le rapport d'experts publié par l'IASB le 31 octobre 2008 et relatif à la valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur cotés sur des marchés qui ne sont plus actifs.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex: l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2013	Prix cotés sur	Valorisation	Valorisation
		des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	fondée sur des données observables : Niveau 2	fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	484 435	54 558	427 977	1 900
Créances sur la clientèle	102	-	102	-
Titres reçus en pension livrée	101 761	-	101 761	-
Titres détenus à des fins de transaction	54 875	53 411	1 448	16
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	41 274	41 083	191	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	10 164	8 963	1 185	16
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	3 437	3 365	72	-
Instruments dérivés	327 697	1 147	324 666	1 884
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	73 203	47 747	21 774	3 682
Créances sur la clientèle	228	-	-	228
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	33 157	21 011	12 071	75
Titres à la juste valeur par résultat sur option	39 818	26 736	9 703	3 379
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	5 314	5 314	-	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	25 449	19 852	5 597	-
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	9 055	1 570	4 106	3 379
Actifs financiers disponibles à la vente	260 875	228 169	31 409	1 297
Effets publics et valeurs assimilées	62 810	61 796	1 014	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	178 240	154 177	23 786	277
Actions et autres titres à revenu variable	19 825	12 196	6 609	1 020
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	31 078	1 886	29 192	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	849 591	332 360	510 352	6 879
Transferts issus du Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			(21)	
Transferts issus du Niveau 2: Valorisation fondée sur des données observables		(37)		(1)
Transferts issus du Niveau 3: Valorisation fondée sur des données non observables		-	(19)	
Total des transferts vers chacun des niveaux		(37)	(40)	(1)

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	549 887	47 922	498 946	3 019
Créances sur la clientèle	253	-	253	-
Titres reçus en pension livrée	82 642	-	82 642	-
Titres détenus à des fins de transaction	48 722	47 085	1 619	18
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	34 920	34 903	17	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	9 442	8 043	1 381	18
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	4 360	4 139	221	-
Instruments dérivés	418 270	837	414 432	3 001
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	69 816	44 723	21 513	3 580
Créances sur la clientèle	222	-	-	222
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	33 433	21 001	12 369	63
Titres à la juste valeur par résultat sur option	36 161	23 722	9 144	3 295
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	5 726	5 726	-	-
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	21 819	16 786	5 032	1
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	8 616	1 210	4 112	3 294
Actifs financiers disponibles à la vente	259 679	222 338	36 066	1 275
Effets publics et valeurs assimilées	66 585	65 278	1 307	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	170 993	142 556	28 165	272
Actions et autres titres à revenu variable	22 078	14 504	6 571	1 003
Créances disponibles à la vente	23	-	23	-
Instruments dérivés de couverture	41 850	2 740	39 110	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	921 232	317 723	595 635	7 874
Transferts issus du Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		-	-	-
Transferts issus du Niveau 2: Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3: Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	465 886	34 592	429 414	1 880
Titres vendus à découvert	33 098	32 817	281	-
Titres donnés en pension livrée	103 418	390	103 028	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Instruments dérivés	329 370	1 385	326 105	1 880
		-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	30 110	-	30 110	-
Instruments dérivés de couverture	33 324	713	32 479	132
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	529 320	35 305	492 003	2 012
Transferts issus du Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2: Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3: Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012 Retraité	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	572 524	29 746	539 940	2 838
Titres vendus à découvert	32 503	28 491	4 012	-
Titres donnés en pension livrée	90 602	-	90 602	-
Dettes représentées par un titre	31 071	-	31 071	-
Instruments dérivés	418 348	1 255	414 255	2 838
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	42 411	999	41 412	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	614 935	30 745	581 352	2 838
Transferts issus du Niveau 1: Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2: Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3: Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Les paramètres utilisés pour les modèles de valorisation sont jugés observables si le Département des risques de marché peut obtenir des données indépendantes de celles fournies par les *front offices*, à partir de plusieurs sources de façon régulière (quotidienne si possible), par exemple auprès de brokers ou auprès de systèmes organisant la contribution de données de la part d'un nombre suffisant d'acteurs. Une équipe dédiée, rattachée au Département des Risques

de Marché, vérifie régulièrement la pertinence des données ainsi obtenues, et la documente formellement.

A l'inverse, certains produits complexes, à composante de paniers, dont la valorisation requiert par exemple des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché, peuvent être classés comme non observables.

Analyse de la sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

Au 30 juin 2013, la sensibilité aux paramètres utilisés dans les modèles selon des hypothèses alternatives raisonnables s'élève à - 8 millions d'euros environ (portant sur les activités en cours d'arrêt): - 2 millions d'euros sur les CDO à sous-jacents résidentiels américains, - 0,7 millions d'euros sur les activités de GED, - 5 millions d'euros sur les dérivés de taux exotiques.

Le calibrage des sensibilités est effectué de manière indépendante du Front Office, à partir notamment de données de consensus :

- Tranches super senior de CDO d'ABS : l'ampleur de l'incertitude est estimée de manière forfaitaire (modification de 10% des scénarii de pertes) ;
- Produits dérivés actions : l'ampleur de l'incertitude est déterminée à partir de l'écart-type par rapport aux données de consensus, un choc sur les paramètres de volatilité des dividendes et corrélation standard ;
- Produits dérivés de taux : un choc de 2% est appliqué sur les corrélations entre les paramètres change, taux, equity.

Changements de modèles de valorisation

Aucun transfert significatif entre les niveaux 1 et 2 n'est intervenu sur la période.

Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 Retraité
Marge différée au 1^{er} janvier	102	162
Marge générée par les nouvelles transactions de l'année	10	32
Comptabilisée en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées / remboursées / échues	(35)	(92)
Effet des paramètres ou produits devenus observables pendant l'année		
Marge différée en fin de période	77	102

9. Evénements postérieurs à la clôture

- Cession de CLSA le 31 juillet 2013

Les accords réglementaires nécessaires à la transaction ayant été obtenus, la signature définitive de la transaction est intervenue le 31 juillet 2013, faisant de CLSA une filiale à 100% de CITICS.

En raison d'une modification du périmètre des actifs et des entités de CLSA, le montant net reçu par Crédit Agricole CIB, à l'issue de la transaction qui porte sur 80,1% du capital, s'élève à 842 millions de dollars, sous réserve d'ajustements de prix qui pourraient être pris en compte dès que disponibles, conformément aux termes contractuels.

Les activités courantes de CLSA à Taiwan, non significatives par rapport à l'ensemble des activités de CLSA, sont exclues de l'acquisition conformément à la réglementation locale. L'entité de CLSA à Taïwan est conservée par Crédit Agricole CIB. CITICS et Crédit Agricole CIB sont convenus que, dès que toutes les modifications dans les lois et règlements en vigueur à Taïwan le permettront, CLSA sera autorisé à racheter l'entité taïwanaise à Crédit Agricole CIB dans un délai de deux ans.

Le montant total de la cession de CLSA (comprenant les 19,9% déjà cédés le 20 juillet 2012) s'élève à 1 152 millions de dollars (hors activités taïwanaises).

Les effets définitifs de la transaction seront intégrés dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. au second semestre 2013.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE							
Établissement bancaire et financier							
Banque Chalus		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Thémis		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse régionale Alpes Provence		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Caisse régionale Alsace Vosges		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Aquitaine		France	Equivalence	29,3	29,3	29,3	29,3
Caisse régionale Atlantique Vendée		France	Equivalence	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse régionale Brie Picardie		France	Equivalence	27,3	27,2	27,3	27,2
Caisse régionale Centre Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Loire		France	Equivalence	27,7	27,7	27,7	27,7
Caisse régionale Centre Ouest		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Champagne Bourgogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente-Périgord		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Côtes d'Armor		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale de l'Anjou et du Maine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale des Savoie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Finistère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Franche Comté		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Guadeloupe		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse régionale Ile et Vilaine		France	Equivalence	26,0	26,0	26,0	26,0
Caisse régionale Languedoc		France	Equivalence	25,7	25,7	25,7	25,7
Caisse régionale Loire - Haute Loire		France	Equivalence	25,4	25,4	25,4	25,4
Caisse régionale Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Martinique		France	Equivalence	28,2	28,2	28,2	28,2
Caisse régionale Morbihan		France	Equivalence	27,5	27,5	27,5	27,5
Caisse régionale Nord de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord Midi Pyrénées		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord-Est		France	Equivalence	26,4	26,4	26,4	26,4
Caisse régionale Normandie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie Seine		France	Equivalence	25,6	25,6	25,6	25,6
Caisse régionale Paris et Île de France		France	Equivalence	25,6	25,5	25,6	25,5
Caisse régionale Provence - Côte d'Azur		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Pyrénées Gascogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Réunion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Méditerranée		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Rhône Alpes		France	Equivalence	25,8	25,8	25,8	25,8
Caisse régionale Toulouse 31		France	Equivalence	26,5	26,5	26,5	26,5
Caisse régionale Touraine Poitou		France	Equivalence	26,2	26,2	26,2	26,2
Caisse régionale Val de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Cofam		France	Equivalence	25,4	25,4	25,4	25,4
Interfimo		France	Globale	99,0	99,0	94,1	94,1
LCL		France	Globale	95,1	95,1	95,1	95,1
Mercagentes		Espagne	Equivalence	25,0	25,0	20,6	20,6
Sircam		France	Equivalence	25,4	25,4	25,4	25,4
Sociétés de crédit-bail et location							
Locam		France	Equivalence	25,4	25,4	25,4	25,4



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Sociétés d'investissement							
Bercy Participations		France	Equivalence	25,6	25,5	25,6	25,5
CA Centre France Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	20,8	20,8
CACF Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CADS Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Calixte Investissement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Agricole Centre Est Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
L'Immobilière d'A Côté		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Nord Capital Investissement		France	Equivalence	25,0	25,0	26,6	26,6
Nord Est Champagne Agro Partenaires		France	Equivalence	26,4	26,4	26,4	26,4
Nord Est Expansion		France	Equivalence	26,4	26,4	26,4	26,4
Prestimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sepi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sequana		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Socadif		France	Equivalence	25,6	25,5	25,7	25,7
Crédit Agricole F.C. Investissement	E1	France	Equivalence	25,0		25,0	
Divers							
Adret Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Elite		France	Equivalence	25,0	25,0	23,7	23,7
Anjou Maine Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Aquitaux Rendement		France	Equivalence	29,3	29,3	29,3	29,3
C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft GmbH		Allemagne	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
CA Aquitaine Agences Immobilières		France	Equivalence	29,3	29,3	29,3	29,3
CA Aquitaine Immobilier		France	Equivalence	29,3	29,3	29,3	29,3
CA Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Equivalence	25,2	25,2	24,9	24,9
Caapimmo 6		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Actions 2		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Obligataire		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
CAP Régulier 1		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
CAPI Centre-Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caryatides Finance		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	22,0
Centre France Location Immobilière		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Crédit Lyonnais Europe	S4	France	Globale		100,0		95,1
Émeraude Croissance		France	Equivalence	26,0	26,0	26,0	26,0
Europimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Financière PCA		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Finarmor Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Fonds dédié Elstar		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Alsace		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force CACF	S1	France	Equivalence		25,0		25,1
Force Charente Maritime Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Iroise		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Languedoc		France	Equivalence	25,7	25,7	26,4	25,8
Force Lorraine Duo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Profile 20		France	Equivalence	25,6	25,6	25,7	25,7
Force Run		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Toulouse Diversifié		France	Equivalence	26,5	26,5	26,5	26,5
Force 4		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Green Island		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Immobilière de Picardie		France	Equivalence	27,3	27,2	27,3	27,2
Inforsud Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	22,2	22,2
Morbihan Gestion		France	Equivalence	27,5	27,5	27,5	27,6
Nacarat		France	Equivalence	25,0	25,0	7,7	7,7
NMP Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Nord de France Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
NS Immobilier Finance		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Ozenne Institutionnel		France	Equivalence	26,5	26,5	26,6	26,6
PCA IMMO		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
PG IMMO		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Pyrénées Gascogne Altitude		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Pyrénées Gascogne Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
S.A.S. Immnord		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
S.A.S. Brie Picardie Expansion		France	Equivalence	27,3	27,2	27,3	27,2
SCI Euralliance Europe		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Fauvins		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Scica HL		France	Equivalence	25,4	25,4	25,1	25,1
Square Habitat Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sud Rhône Alpes Placement		France	Equivalence	25,8	25,8	26,0	26,0
Toulouse 31 Court Terme		France	Equivalence	26,5	26,5	26,5	26,5
Val de France Rendement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Voix du Nord Investissement		France	Equivalence	25,0	25,0	6,3	6,3
Développement touristique-immobilier							
Franche Comté Développement Foncier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Franche Comté Développement Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord Est Optimmo S.A.S.		France	Equivalence	26,4	26,4	26,4	26,4
S.A. Foncière de l'Érable		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
S.A.S. Arcadim Fusion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Crystal Europe		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Quartz Europe		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL							
Établissement bancaire et financier							
Banca Popolare Friuladria S.p.A.		Italie	Globale	80,2	80,2	60,1	60,1
Bankoa		Espagne	Equivalence	30,0	30,0	28,7	28,7
BES (Banco Espírito Santo)		Portugal	Equivalence	10,8	10,8	20,1	20,2
BNI Madagascar		Madagascar	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Cariparma		Italie	Globale	75,0	75,0	75,0	75,0
Carispezia		Italie	Globale	80,0	80,0	60,0	60,0
Centea	S4	Belgique	Equivalence	5,0	5,0	22,1	22,1
Crédit Agricole Bank Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Banka Srbija a.d. Novi Sad		Serbie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Egypt S.A.E.		Egypte	Globale	60,5	60,5	60,2	60,2
Crédit Agricole Financement		Suisse	Equivalence	39,0	40,0	35,2	35,9
Crédit Agricole Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Romania		Roumanie	Globale	99,7	99,7	99,7	99,7
Crédit du Maroc		Maroc	Globale	77,4	77,4	77,4	77,4
Emporiki Bank	S2	Grèce	Globale		100,0		100,0
Crédit Agricole Bank Albania S.A.		Albanie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Bulgaria		Bulgarie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Bank Cyprus	S2	Chypre	Globale		85,2		85,2
Europabank		Belgique	Equivalence	5,0	5,0	22,1	22,1
Lukas Finance S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
PJSC Crédit Agricole		Ukraine	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crelan S.A. (ex-S.A. Crédit Agricole (Belgique))	D1	Belgique	Equivalence	5,0	5,0	22,1	22,1
Divers							
Belgium CA S.A.S.		France	Equivalence	10,0	10,0	33,1	33,1
Bespar		Portugal	Equivalence	26,4	26,4	26,4	26,4
Emporiki Group Finance P.I.c.	S2	Royaume-Uni	Globale		100,0		100,0
IUB Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Keytrade		Belgique	Equivalence	5,0	5,0	22,1	22,1
SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS							
Établissement bancaire et financier							
Aetran Administrative Dientverlening B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Agos S.p.A.		Italie	Globale	61,0	61,0	61,0	61,0
Alsolia		France	Equivalence	20,0	20,0	20,0	20,0
Antera Incasso B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assfibo Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BCC Credito Consumo		Italie	Equivalence	40,0	40,0	24,4	24,4
Climauto	S3	France	Globale		100,0		100,0



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Crealfi		France	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Credibom		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credicom Consumer Finance Bank S.A.		Grèce	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crediet Maatschappij "De IJssel" B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Commercial Finance Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Consumer Finance Nederland		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Creditplus Bank AG		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credium Slovakia, a.s.		Slovaquie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Dan-Aktiv		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
De Kredietdesk B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Dealerservice B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
DMC Groep N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
DNV B.V.	S4	Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor AG (Allemagne)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Italia S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A./N.V. (Belgique)		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Hispania S.A.		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofintus Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Euroleenlijn B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FC France S.A.		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank Germany GmbH		Allemagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank GmbH		Autriche	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Belgium S.A.		Belgique	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Danmark A/S		Danemark	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Hellas S.A.		Grèce	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital IFIC		Portugal	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Ireland P.l.c.		Irlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Netherlands B.V.		Pays-Bas	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Re Limited		Irlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital S.p.A.		Italie	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Spain EFC S.A.		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital UK Ltd.		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Distribuidora		Portugal	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Insurance Hellas S.A.		Grèce	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Leasing Polska		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Leasing GmbH		Autriche	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Wholesale UK Ltd.		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fiat Bank Polska S.A.		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Finance Polska Sp. Zo.o.		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Finance S.A.		Suisse	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Financierings Data Netwerk B.V.		Pays-Bas	Globale	44,0	44,0	44,0	44,0
Financieringsmaatschappij Mahuko N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Bank N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Sparen N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Zuid-Nederland B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FL Auto S.N.C		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FL Location S.N.C.		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Denmark		Danemark	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Finland		Finlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Norway		Norvège	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Sweden		Suède	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
GAC - Sofinco Auto Finance Co. Ltd.		Chine	Equivalence	50,0	50,0	50,0	50,0
IDM Finance B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM lease maatschappij N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
lebe Lease B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
InterBank N.V.	S4	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
J.J.P. Akkerman Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Krediet 78 B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Logos Finanziaria S.p.A.		Italie	Globale	94,8	94,8	57,8	57,8
Mahuko Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Matriks N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Menafinance		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Money Care B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
New Theo		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
NVF Voorschotbank B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Regio Kredietdesk B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ribank	S4	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Tunisie Factoring		Tunisie	Equivalence	36,4	36,4	36,4	36,4
Ucallease	S3	France	Globale		100,0		100,0
VoordeelBank B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Wafasalaf		Maroc	Equivalence	49,0	49,0	49,0	49,0
Sociétés de crédit-bail et location							
Auxifip		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CAREFLEET S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing & Factoring		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing Italia		Italie	Globale	100,0	100,0	78,7	78,7
Crédit du Maroc Leasing		Maroc	Globale	100,0	100,0	84,9	84,9
Credium		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CAL Hellas (ex-Emporiki Leasing S.A.)	D1	Grèce	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Rent Long Term Leasing of Vehicles S.A.		Grèce	Globale	99,7	99,7	99,7	99,7
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FAL Fleet Services S.A.S.		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Services Spain S.A.		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Contracts UK Ltd.		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Finamur		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Green FCT Lease		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Leasys S.p.A.		Italie	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Lixxbail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
NVA (Négoce Valorisation des actifs)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement							
Argence Investissement S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Argence Participation	S3	France	Globale		100,0		100,0
Nordic Consumer Finance A/S		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurance							
ARES Reinsurance Ltd.		Irlande	Globale	100,0	100,0	61,0	61,0
Divers							
CCDS (Carte Cadeaux Distribution Services)		France	Equivalence	49,0	49,0	49,0	49,0
Crédit LIFT		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eda		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Finance S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Credicom Insurance Brokers S.A.	S3	Grèce	Globale		100,0		100,0
GEIE Argence Développement	S3	France	Globale		100,0		100,0
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Teotys		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GESTION DE L'EPARGNE							
Établissement bancaire et financier							
ABC-CA Fund Management CO		Chine	Equivalence	33,3	33,3	24,5	24,5



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
AMUNDI		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI (UK) Ltd.		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI AI Holding	S4	France	Globale		100,0		73,6
AMUNDI AI S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Finance		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Group		France	Globale	73,6	73,6	73,6	73,6
AMUNDI Hellas MFMC S.A.		Grèce	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Hong Kong Ltd.		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Iberia S.G.I.I.C S.A.		Espagne	Globale	100,0	100,0	84,5	84,5
AMUNDI Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI India Holding		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Intermédiation		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Investment Solutions		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Investments USA LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Japan Holding		Japon	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Japan Securities Cy Ltd.		Japon	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Luxembourg S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Private Equity Funds		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Real Estate Italia SGR S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI SGR S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Singapore Ltd.		Singapour	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Suisse		Suisse	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI Tenue de Comptes		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
AMUNDI USA Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
Amundi Malaysia Sdn Bhd	E1	Malaisie	Globale	100,0		73,6	
WAFA Gestion	E1	Maroc	Equivalence	34,0		25,0	
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
CA (Suisse) S.A.		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Brasil DTVM		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Gestion		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Indosuez Private Banking		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CACEIS (Canada) Ltd.		Canada	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS FA USA Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS (USA) Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Deutschland GmbH		Allemagne	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank France		France	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Bank Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Belgium		Belgique	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Corporate Trust		France	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Fund Administration		France	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Ireland Ltd.		Irlande	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Netherlands N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
CACEIS Switzerland S.A.		Suisse	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
Clam Philadelphia		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
CPR AM		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
Crédit Agricole Suisse (Bahamas) Ltd.		Bahamas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	70,1	70,1	67,4	67,4
Étoile Gestion		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
Finanziaria Indosuez International Ltd.		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel		Luxembourg	Equivalence	50,0	50,0	36,8	36,8
IKS KB		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
Investor Service House S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
NH-CA Asset Management Ltd.		Corée du sud	Equivalence	40,0	40,0	29,4	29,4
Partinvest S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	85,0	85,0
Société Générale Gestion (S2G)		France	Globale	100,0	100,0	73,6	73,6
State Bank of India Fund Management		Inde	Equivalence	37,0	37,0	27,2	27,2
Sociétés de Bourse							
Crédit Agricole Van Moer Courtens	S4	Luxembourg	Globale		92,2		90,1



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Sociétés d'investissement							
CACEIS S.A.		France	Globale	85,0	85,0	85,0	85,0
Sociétés d'investissement							
CACEIS S.A.		France	Globale	85,0	85,0	85,0	85,0
Assurance							
Assurances Mutuelles Fédérales		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BES Seguros		Portugal	Globale	50,0	50,0	55,0	55,1
BFT opportunité		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CA Assicurazioni		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Non Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI Reinsurance Ltd.		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Assurances (CAA)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life		Grèce	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Europe		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Reinsurance S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Vita S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Dolcea Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Edram opportunités		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA Compart. Part. A1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA Compart. Part. A2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA Compart. Part. A3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA France croissance 2 A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR CAA 2013	E2	France	Globale	100,0		100,0	
FCPR Roosevelt Investissements		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCPR UI CAP AGRO	E2	France	Globale	100,0		100,0	
FCPR UI CAP SANTE A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Federval		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FIC CAA Priv. Financ. Comp. 1 A1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FIC CAA Priv. Financ. Comp. 2 A2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Foncière Hypersud	S3	France	Proportionnelle		51,4		51,4
GRD1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD4		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD5		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD7		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD8		France	Globale	94,7	94,7	94,7	94,7
GRD9		France	Globale	98,5	98,5	98,5	98,5
GRD10		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD14		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD16		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD17		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD18		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD19		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD20		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Médicale de France		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8
PNL CAA 2013 FCPR	E2	France	Globale	100,0		100,0	
PNL UI CAP AGRO FCPR	E2	France	Globale	100,0		100,0	
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2005 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006-2007 FCPR		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Crédit Agricole CIB Global Banking		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Global Partners Inc. Group		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole Securities USA Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais Securities Asia B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Doumer Finance S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Ester Finance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Assurance							
CAIRS Assurance S.A.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers							
CA Conseil S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calixis Finance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calliope SRL		Italie	Globale	100,0	100,0	65,5	65,5
Crédit Agricole Asia Shipfinance Ltd.		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Agricole CIB Financial Solutions		France	Globale	99,8	99,8	97,5	97,5
Crédit Agricole CIB Preferred Funding II LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	99,7	99,5
Crédit Agricole CIB Preferred Funding LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	99,7	99,6
DGAD International S.A.R.L.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
European NPL S.A.		Luxembourg	Globale	60,0	60,0	65,5	65,5
Immobilière Sirius S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Island Refinancing SRL		Italie	Globale	100,0	100,0	65,5	65,5
LSF Italian Finance Cpy SRL	S3	Italie	Globale		100,0		65,5
Merisma		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sagrantino		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	65,5	65,5
Sagrantino Italy SRL		Italie	Globale	100,0	100,0	65,5	65,5
Semeru Asia Equity High Yield Fund (ex-Semeru CLSA Capital Partners Pte Ltd.)	D1	Hong-Kong	Globale	64,9	74,8	63,4	73,1
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
UBAF		France	Proportionnelle	47,0	47,0	46,0	46,0
CLSA Americas	E2	Etats-Unis	Globale	100,0		97,8	
ACTIVITES HORS METIERS							
Crédit Agricole S.A.							
Crédit Agricole S.A.		France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Établissement bancaire et financier							
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Agricole Home Loan SFH		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FIA-NET		France	Globale	50,0	50,0	50,0	50,0
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement							
Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo		France	Equivalence	24,4	25,1	18,7	18,7
IDIA-Sodica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers							
CA Grands Crus		France	Globale	100,0	100,0	82,5	82,5
CA Preferred Funding LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	6,5	6,5
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Cards & Payments		France	Globale	50,0	50,0	63,0	63,0
Crédit Agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Immobilier Facilities		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0



Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 Juin 2013	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-13	31-déc.-12
Crédit Agricole Public Sector SCF		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Fia Net Europe		Luxembourg	Globale	50,0	50,0	50,0	50,0
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Silca (ex-GIE Silca)	D1	France	Globale	100,0	100,0	94,9	94,9
S.A.S. Evergreen Montrouge		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI D2 CAM		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Max Hymans	S3	France	Globale		100,0		100,0
SCI Pasteur 3	S3	France	Globale		100,0		100,0
SCI Quentyvel		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	79,8	79,8
SNC Kalliste Assur		France	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Édition		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT Evergreen HL 1	E2	France	Globale	100,0		100,0	
Développement touristique-immobilier							
Crédit Agricole Immobilier Entreprise		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Immobilier Résidentiel		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Monné-Decroix Gestion S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Monné-Decroix Résidences S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Selexia S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SNC Éole	E2	France	Globale	99,0		99,0	
<p>Entrées (E) dans le périmètre : E1 : Franchissement de seuil E2 : Création E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)</p> <p>Sorties (S) du périmètre : S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation) S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle S3 : Entités déconsolidées en raison de son caractère non significatif S4 : Fusion absorption S5 : Transmission Universelle du Patrimoine</p> <p>Divers : D1 : Changement de dénomination sociale D2 : Modification de mode de consolidation D3 : Entités nouvellement présentées dans la note de périmètre</p>							

3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Agricole S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés qui expose notamment les effets de la première application au 1^{er} janvier 2013 de la norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 8 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Catherine Pariset

Valérie Meeus

Autres informations sur l'évolution récente

ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Société Anonyme au capital de 7 494 061 611 €

Siège social : 12, Place des États-Unis (92127) MONTROUGE Cedex

784 608 416 RCS PARIS

STATUTS

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis le 1^{er} juillet 2012. Ils peuvent être consultés au siège social de Crédit Agricole S.A ainsi que sur son site internet : www.credit-agricole.com

Personne responsable du Document de référence et de ses actualisations

M. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et des actualisations A.01 à A.03.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2013 présentés dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant dans la section « Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle », qui contient une observation.

Fait à Paris, le 9 août 2013

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Jean-Paul CHIFFLET

Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Valérie Meeus	Société représentée par Catherine Pariset
1/2 place des Saisons 92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés	Pierre Coll
Société représentée par Denis Picarle	
1/2 place des Saisons 92400 Courbevoie, Paris - La Défense 1	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination **Barbier Frinault et Autres** par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

Ernst & Young et Autres est représenté par Valérie Meeus.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Catherine Pariset.

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

Table de concordance

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe I) pris en application de la Directive dite "Prospectus".

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence, de l'A.01 et de l'A.02	N° de page de la présente actualisation
1. Personnes responsables	482 DR, 255 A01, 74 A02	205
2. Contrôleurs légaux des comptes	483 DR, 256 A01, 75 A02	206
3. Informations financières sélectionnées		
3.1 Informations financières historiques	6 à 12 DR	
3.2 Informations financières intermédiaires	N.A., 3 à 64 A02	3 à 69
4. Facteurs de risques	99 - 100 à 102 - 108 à 118 - 191 à 267 - 287 à 290 - 297 à 298 - 303 - 310 à 325 - 342 à 344 - 348 à 355 - 366 à 368 - 430 - 434 - 436 à 437 DR, 44 à 123 A01	105 à 114 164 à 171 175 à 177
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la Société	2 à 3 - 13 à 15 - 456 DR	
5.2 Investissements	160 - 181 - 282 à 283 - 301 à 305 - 385 à 398 - 456 à 457 DR	72 - 125 à 127 132 à 134
6. Aperçu des activités		
6.1 Principales activités	17 à 31 - 457 à 458 DR	
6.2 Principaux marchés	19 à 31 - 336 à 341 DR	147 à 156
6.3 Événements exceptionnels	N.A.	
6.4 Dépendance éventuelle à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers	231 DR	
6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	N.A.	
7. Organigramme		
7.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	16 DR, 2 à 5 A01	
7.2 Liste des filiales importantes	272 à 273 - 385 à 398 - 423 à 426 DR	192 à 201
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1 Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	30 à 31 - 331 - 363 à 364 DR	143 - 174 à 175
8.2 Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	67 à 85 DR	
9. Examen de la situation financière et du résultat	160 à 180 DR, 8 à 43 A01	72 à 103
9.1 Situation financière	280 à 283 - 402 à 403 DR	121 à 124
9.2 Résultat d'exploitation	278 à 279 - 404 DR	119 à 120
10. Trésorerie et capitaux		
10.1 Informations sur les capitaux de l'émetteur	7 à 8 - 11 - 180 - 185 à 186 - 232 à 243 - 281 - 325 à 326 - 368 à 370 - 438 - 460 DR	93 à 103 - 123 à 124 178 à 179
10.2 Source et montant des flux de trésorerie	282 à 283 DR, 134 à 135 A01	125 à 127
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	162 à 163 - 216 à 217 - 322 à 324 DR	113
10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	N.A.	

10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements		456 à 458 DR	
11. Recherche et développement, brevets et licences			N.A.
12. Informations sur les tendances	2 à 3 - 180 à 181 - 384 à 385 - 409 DR,		104
	43 A01		
13. Prévisions ou estimations du bénéfice			N.A.
14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale			
14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de Direction		93 à 105 - 128 à 158 - 471 DR	
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de Direction et de surveillance et de la Direction générale		94 - 157 DR	
15. Rémunération et avantages			
15.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature	60 à 62 - 102 à 103 - 105 à 107 - 120 à 127 - 190 - 371 à 377 - 448 DR, 68 à 73 A02		142
15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	102 à 103 - 105 à 107 - 293 à 295 - 366 - 371 à 377 - 448 - 416 à 417 - 436 DR, 68 à 73 A02		175 à 176
16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction			
16.1 Date d'expiration du mandat		129 à 156 - 471 DR	
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales		157 DR	
16.3 Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur		100 à 103 DR, 68 à 69 A02	
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur		93 à 107 - 190 DR	
17. Salariés			
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site		7 - 42 à 56 - 372 - 448 DR	
17.2 Participations au capital social de l'émetteur et <i>stock options</i>	107 - 120 - 125 à 127 - 129 à 156 - 295 - 374 à 377 - 417 - 459 - 460 à 462 DR		93 à 94 178 à 179
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	185 à 187 - 294 à 295 - 374 à 377 - 459 - 471 à 481 DR		93 à 94 178
18. Principaux actionnaires			
18.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote		8 - 93 - 185 à 186 - 368 à 369 - 460 DR	94 - 178
18.2 Existence de droits de vote différents des actionnaires		8 - 185 à 189 - 368 à 369 - 456 - 459 - 461 à 462 DR	94 - 178
18.3 Contrôle de l'émetteur		16 - 93 - 157 - 275 à 276 - 460 DR	
18.4 Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle		460 DR	
19. Opérations avec des apparentés	274 à 277 - 407 à 408 - 439 - 463 à 467 DR		104 - 135 à 137
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur			
20.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾		269 à 453 DR	
20.2 Informations financières <i>pro forma</i>			N.A.
20.3 États financiers		269 à 398 - 402 à 451 DR, 125 à 251 A01	
20.4 Vérifications des informations financières historiques annuelles		399 à 400 - 452 à 453 DR	
20.5 Date des dernières informations financières		269 DR	
20.6 Informations financières intermédiaires		N.A., 3 à 64 A02	3 à 201
20.7 Politique de distribution des dividendes		11 - 184 à 185 - 370 - 456 - 460 - 470 DR	93 à 94 - 178 à 179 204
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage		157- 229 à 231 - 366 à 367 DR	113 à 114 - 143

20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	458 DR	
21. Informations complémentaires		
21.1 Capital social	8 - 185 à 187 - 368 à 370 - 438 - 456 DR, 80 A02	93 à 94 178 - 204
21.2 Actes constitutifs et statuts	456 DR	204
22. Contrats importants	274 à 277 - 407 à 408 - 457 à 458 - 463 à 467 DR	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N.A.	
24. Documents accessibles au public	459 DR, 80 A02	210
25. Informations sur les participations	272 à 273 - 306 à 307 - 385 à 398 - 423 à 427 DR, 65 à 67 A02	125 à 127 132 à 134 192 à 201

N.A. : non applicable.

(1) En application des articles 28 du règlement (CE) n° 809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférant, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 370 à 417 et 246 à 366, aux pages 418 à 419 et 367 à 368 et aux pages 141 à 244 du Document de référence 2010 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 18 mars 2011 sous le n° D.11-0146 ;
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 385 à 434 et 255 à 382, aux pages 435 à 436 et 383 à 384 et aux pages 147 à 183 du Document de référence 2011 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2012 sous le n° D.12-0160.

Les parties des Documents de référence n° D. 11-0146 et n° D. 12-0160 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document de référence.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.
www.credit-agricole.com/finance-et-actionnaires

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 7 494 061 611 euros
RCS Nanterre 784 608 416
12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole.com